

Le temps de la «mobilité»

Les débats de politique étrangère à l'Assemblée nationale sont rarement l'occasion, pour le ministre concerné, d'annoncer de grandes initiatives diplomatiques. C'est ce qui a eu lieu le mardi 16 juin n'a pas déroge à la règle: c'est surtout un bilan de la politique française et un panorama de la situation internationale qu'a brossés M. Jean-Bernard Raimond.

Un maître mot émaillé le long exposé que le ministre des affaires étrangères a présenté aux députés: celui de mobilité. «Mobilité» dans les relations Est-Ouest, «à l'abord déclaré», faisant remonter l'origine de ce mouvement à l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir: «mobilité» au Proche-Orient, «à l'abord déclaré», évoquant le projet de conférence internationale sur le conflit israélo-arabe; «mobilité» en Afrique, avec la victoire de M. Hissène Habré; il n'est pas jusqu'à l'Amérique latine et même la Paifique sud où M. Jean-Bernard Raimond n'ait relevé des indices de «ruptures politiques».

Fidèle à son optimisme foncier, M. Raimond a plus insisté dans son intervention sur les raisons d'espérer que sur les incertitudes dues à tant de mobilité. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, pourtant, il ressort tout aussi clairement de ses propos que de la réalité que l'initiative n'est plus dans le camp occidental en général, et ouest-européen en particulier. L'exercice diplomatique qui vient de se terminer laborieusement à propos des missiles intermédiaires est assez constamment de ce point de vue pessimiste, comme devait le faire remarquer par la suite M. Giscard d'Estaing, les Européens ont réagi en ordre dispersé aux multiples initiatives de M. Gorbatchev, relayées par un président des Etats-Unis qui a mis ses derniers espoirs de passer à la postérité dans la conclusion d'un accord de désarmement nucléaire avec Moscou.

La position française est relativement simple, ce qui n'élimine pas pour autant toutes les ambiguïtés. Les armes couvertes par la double option ne résistent ni françaises ni situées sur le sol français, Paris estime ne pas avoir à souscrire formellement à ce qui vient d'être entériné par le conseil atlantique à Reykjavik: il se borne à exprimer sa «solidarité» avec ses alliés à ce sujet. Mais de quelle solidarité s'agit-il?

L'assassinat d'un dirigeant anti-indépendantiste après le voyage de M. Pasqua

Le gouvernement veut «mettre à la raison les responsables du terrorisme» en Corse

En Corse, Jean-Paul Lafay, un des chefs de file des anti-indépendantistes, a été assassiné par des inconnus, pendant la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin. L'assassinat a été commis à la fin du voyage de M. Pasqua en Corse.

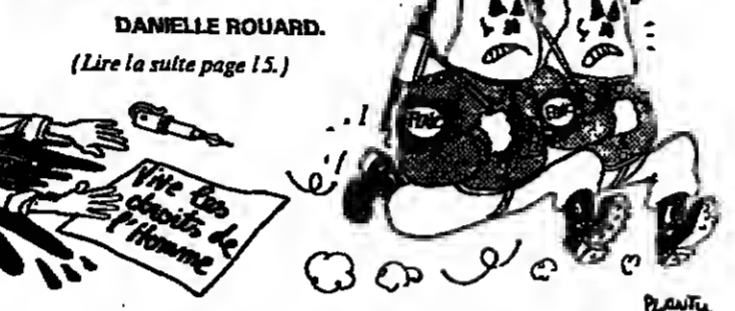
Au cours du conseil des ministres, mercredi, M. Mitterrand a déclaré: «Je souhaite que tous les moyens de la loi soient mis en œuvre pour découvrir et frapper les coupables, en même temps qu'il conviendra de rechercher, plus que jamais, les voies de l'unité de la nation et l'apaisement des esprits.» M. Pasqua, de son côté, a déclaré que cet assassinat «ne fera que renforcer notre détermination pour «mettre à la raison les responsables du terrorisme».

AJACCIO de notre envoyé spécial

Un homme assassiné à bout portant, le mercredi 17 juin, à 0 h 30, la tension des dernières heures du voyage de M. Charles Pasqua en Corse «brusquement tourné au drame»: le docteur Jean-

Paul Lafay, vétérinaire, quarante-neuf ans, un des chefs de file de la lutte anti-indépendantiste, a été tué de deux balles à la sortie de la station FR 3 d'Ajaccio, où il venait de participer à un débat sur la violence.

DAMIELLE ROUARD. (Lire la suite page 15.)



Un entretien avec le président de l'Uruguay

«Nous voudrions que l'Europe et les Etats-Unis s'intéressent davantage à notre démocratisation»

Le président de l'Uruguay, M. Julio Sanguinetti, était attendu, le mercredi 17 juin, à Paris, pour une visite officielle de quatre jours, au cours de laquelle il doit rencontrer le président Mitterrand et M. Jacques Chirac. M. Sanguinetti se rendra ensuite en Allemagne fédérale.

«Monsieur le président, tout le monde doit vous poser cette question. Il y a une douzaine d'années, on a vu, à peu de temps de distance, l'Espagne, le Portugal et la Grèce devenir des démocraties, qui depuis lors se sont consolidées. Le retour à la démocratie en Argen-

«Ce que l'Europe doit comprendre, c'est que nos régimes démocratiques affrontent deux défis majeurs: la dette extérieure et le protectionnisme. Même si, par magie, le problème de nos dettes était réglé, elles reviendraient au même niveau dans cinq ans si les conditions du commerce international restent les mêmes.» L'Uruguay a certes bénéficié, pour sa part, de la chute du prix du pétrole, qui lui a permis d'économiser 80 millions de dollars.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE (Lire la suite page 8.)

La lutte pour le pouvoir en Iran

La dissolution du parti unique fait le jeu de M. Rafsanjani, l'homme fort du régime.

PAGE 10

Hausse des prix de 0,2 % en mai

2 % d'augmentation depuis le début de l'année, 3,4 % sur douze mois.

PAGE 36

La libération des loyers de 1948

Les locataires ont deux mois pour contester les augmentations.

PAGE 32

La répression au Chili

Douze opposants tués à Santiago

PAGE 9

Les limogeages à Moscou

L'affaire de l'avion Cessna: un troisième maréchal perd son poste.

PAGE 36

L'assemblée du patronat

Le CNPF a les yeux fixés sur l'horizon du grand marché européen.

PAGE 31

L'échec scolaire en cours préparatoire

La quasi-totalité des élèves qui redoublent ne parviennent pas en classe de seconde.

PAGE 17

La bataille des fréquences

Les promoteurs des télévisions locales s'inquiètent des appétits de la 5 et de M6

PAGE 29

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La rénovation du Musée de l'homme. Expositions: festivals d'été à travers la France.

Pages 23 à 27

Le sommaire complet se trouve page 36

Advertisement for 'Les passions partagées' by Félicien Marceau, published by Gallimard.

Advertisement for 'Vietnam: s'amender ou sombrer' by Jean-Claude Pomonti, published by Gallimard.

# Débats

## Comment s'en débarrasser ?

Les révisionnistes nient la réalité qui les excède parce qu'elle excède leur théorie

par JACQUES BAYNAC et NADINE FRESCO (\*)

« **M**ENTEZ, mentez, il en restera toujours quelque chose », écrit Pierre Viannou-Ponté, paraphrasant l'air de la comédie du Barbet de Sèville (le Monde daté 17-18 juillet 1977), dans un article intitulé « Le mensonge » qui traitait de ce qu'on n'appellait pas encore le révisionnisme. C'était il y a dix ans. Et c'était prophétique.

Il est communément admis, toute la littérature à ce sujet est formelle, que quatre millions d'êtres humains ont été assassinés par gazage puis incinérés à Auschwitz. C'est par cette phrase que commence une des deux lettres publiées par Libération dans le courrier des lecteurs et qui ont provoqué les remous que l'on sait.

Dans cette phrase, trois affirmations, trois mensonges. La littérature à ce sujet ne parle pas de quatre, mais de un million de gens gazés à Auschwitz (cf. par exemple R. Hilberg dans The Destruction of the European Jews, New-York, Franklin Watts, 1973, p. 572). Il est donc faux et mensonger de dire qu'il s'agit de quatre millions, faux et mensonger d'affirmer que la littérature est formelle à ce sujet, faux et mensonger de prétendre que ce chiffre est communément admis.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que cette phrase résume parfaitement une des méthodes de la prétendue école révisionniste. Elle consiste à fabriquer de toutes pièces un mensonge et à proclamer que ce mensonge est une vérité officielle et communément admise. Il ne reste plus alors qu'à dénoncer comme mensonge la pseudo-vérité qu'on avait soi-même préalablement fabriquée.

Pierre Viannou-Ponté avait raison de prévoir que, « au mieux, en résulterait un grand scepticisme à l'égard des atrocités hitlériennes (...). Au pis, la conviction que le mensonge est universel et permanent, qu'il ne faut croire personne et surtout pas l'historien ».

Les révisionnistes n'ont pas inventé le révisionnisme. D'une part, l'histoire est révisionniste par nature, elle procède par révision permanente des connaissances. D'autre part, le terme de « révisionnisme » désigne traditionnellement des courants idéologiques (par exemple, Kautsky dans le marxisme ou Laboulaye dans le stonisme). Ils n'ont pas inventé non plus la révision de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Actuellement, en Allemagne, un courant grandissant propose sur les causes du génocide, et principalement sur l'origine du modèle extermination-

extermination déclarée indicible par les témoins, intransmissible par les survivants, impensable par tous les autres, et qui a fini, avec le temps, par devenir inimaginable et presque incroyable, — a perdu de vue la frontière entre réalité et fiction, décrété la réalité fiction, et réalisé la fiction qu'il produisait.

Jugeant la réalité incohérente et incroyable, les révisionnistes ont glissé du « tout ce qui est réel est rationnel » hégélien à « tout ce qui est rationnel est réel » et produit une fiction formidable.

Il serait temps, pour comprendre la production d'une telle fiction, de constituer enfin le révisionnisme en objet de l'histoire. Et de se rendre compte que cette fiction a rencontré un marché, largement tributaire de l'ignorance.

Curieux historiens en vérité que ces gens qui, au lieu de s'attacher à connaître le déroulement exact des événements, s'instituent juges des « pièces à conviction » d'un procès qui n'a lieu que par le jeu de l'existence de l'objet du litige, et qui, à l'heure du verdict, seront donc nécessairement amenés à déclarer fausses toutes les preuves contraires à l'opinion dont ils ne démentent pas.

### Un objet historique

A défaut d'être des historiens, appartiennent-ils au moins au genre illustré par Kautsky, Jabotinsky et d'autres ?

En général, les révisionnistes idéologiques cherchent, par pragmatisme, à mieux connaître la réalité pour mieux affirmer son primat, pour mieux adapter leur théorie au monde tel qu'il est. Nos révisionnistes font l'inverse : ils nient la réalité qui les excède parce qu'elle excède leur théorie.

Au lieu d'adapter leurs idées à la réalité, ils adaptent la réalité à leurs idées. Ils sont, à proprement parler, des intégristes qui, refusant d'intégrer le réel passé, doivent désintégrer celui-ci dans le présent. Leur objectif, disent-ils, n'est pas d'intégrer le réel, mais de « désexualiser ce qui, de toute façon, fonctionnait comme un mythe » (La Guerre Sociale, Paris, 1981, p. 20).

Ni historienne ni idéologue, la révisionnisme français est un objet mal identifié : peut-être un objet limite, qui passe pour historique chez les idéologues et pour idéologique chez les historiens ; un objet frontière, qui glisse sans cesse ; un objet qui, attaché à un objet historique unique — cette

somme toute plutôt bien dans la société française ?

Ce à quoi ils ont travaillé tant d'acharnement, c'est à la solution finale de la solution finale. Ce programme n'est peut-être pas fait pour déplaire à tout le monde. Par quel miracle, en effet, cette société se serait-elle débarrassée de son antisémitisme, de la haine contre Dreyfus et Léon Blum à la dénonciation des voisins de palier, en même temps qu'elle sortait de ce que l'on continue encore si souvent de qualifier, dans un immuable cliché, d'« heures les plus douloureuses de notre histoire » ? Peut-on sérieusement penser que l'antisémitisme, bâillonné à la Libération et contraint de vivre depuis lors entre censure et roulement, se serait miraculeusement dissous derrière les hauts murs communément dressés contre l'inflamme de la collaboration et unanime élevés à la gloire de la Résistance ?

### Les redresseurs de morts

Quand les juifs morts se comptent par millions, ils deviennent parfois plus encombrants encore que lorsqu'ils étaient vivants. Et le poids de leur mort est tel qu'il faut attendre avant de pouvoir apprendre au monde comment s'en débarrasser. Mais plus d'un demi-siècle a passé, et les morts ont une durée de vie limitée. Quand le nombre de ceux qui les ont connus s'amenuise de plus en plus, quand le roulement de l'antisémitisme se fissure en même temps que la crise fissure la société, le temps est venu pour les redresseurs de morts. Mais que peut arguer pour les vivants qu'on s'attaque ainsi à des juifs qu'on avait déjà tués ?

Pessimisme ouvrier ? Après tout, est-ce tellement grave que le néologisme sidalique présente, aussi, l'avantage de rappeler en creux que de même que sidar-que = sida, judaïque = judas ? Est-ce tellement grave qu'un candidat à la présidence de la République, disant sa vérité en attendant son heure, voie sa cote de popularité doubler après l'exposé d'un programme fondé sur la peur et l'exclusion ? Est-ce tellement grave que, parlant de la fête de fin du ramadan, une télévision énonce machinalement que la Grande Mosquée de Paris a été « envahie » par des musulmans ?

Est-ce tellement grave ?

### HAINE ET RÉVISIONNISME

Des pestilences accompagnent aujourd'hui le débat politique. Jacques Ellul s'en prend avec vigueur à M. Le Pen à propos de son exploitation du SIDA. De leur côté, Jacques Baynac et Nadine Fresco analysent les tenants et aboutissants du courant « révisionniste » qui veut la solution finale... de la « solution finale ».

## La honte et la peur

Se servir des malades du SIDA pour obtenir des voix à l'élection présidentielle est une abomination

par JACQUES ELLUL (\*)

Je dois dire que jusqu'ici je n'avais jamais pris très au sérieux M. Le Pen. Il ne me paraît pas avoir l'envergure d'un grand politique ni d'un dictateur, même comme Mussolini. Sa propagande me paraissait très superficielle et vieillotte. Ses derniers résultats électoraux provenaient davantage de la double déception des Français, déception provoquée d'abord par l'échec de la gauche, ensuite par la politique de M. Chirac. Aujourd'hui, il a trouvé son champ de propagande, et j'ai bien peur qu'elle ne réussisse.

Après s'être attaqué aux immigrés, le voici qui se sert de la terrible menace du SIDA. Et, dans les deux cas, c'est une propagande fondée sur la haine et sur la peur, les deux sentiments les plus forts qui ont toujours fait réussir une propagande, soulever une foule et lancer une meute. Haine contre les immigrés (fondée sur des arguments apparemment raisonnables), peur des immigrés (qui risqueraient de nous submerger), peur du SIDA, haine contre les malades du SIDA.

Le drame possible commence lorsque l'on prétend donner des solutions politiques et autoritaires à des questions sociales ou humaines qui relèvent de tout autre chose ! Que les immigrés représentent un véritable défi à notre société, seuls des aveugles angéliques, convaincus que tout s'arrangera tout seul dans une société pluriculturelle, peuvent le nier. Que le SIDA prouve l'ampleur qu'il a, essentiellement à cause du dérèglement sexuel et pornographique de notre société, cela me paraît certain. Mais, ce sont des problèmes de société, et de morale : aucun pouvoir politique démocratique ne peut les résoudre, en tant que tel. Si on veut les traiter bumaniement, il s'agit de reconstruire une culture française susceptible de supporter le défi (car il faut admettre qu'il n'existe plus aucune culture chez nous) et une morale sexuelle généralisée impliquant une autodiscipline. Hors de cela, il n'y a qu'une « politique » : la dictature.

(\*) Esivain.

### La pudeur mise à nu

Advertisement for 'Histoire de la pudeur' by Jean Claude Bologna, published by Pluriel Hachette. Includes an image of a woman's torso.

### La culture au pluriel.

### LE QUORNIER DES LECTEURS

Reader's box with sections: Solidarité avec la Chine, A mes amis algériens, and a notice about the exhibition of Wu Zuoren.

Le Monde magazine advertisement including subscription rates, contact information, and a publicite section.





# ÇA Y EST. TANDON SE FAIT ENCORE REMARQUER!

*Tandon prouve une fois de plus qu'il n'est pas*

*besoin d'être cher pour avoir de la valeur.*

*Le PCA 20, par exemple, à 17 995 F\* HT, est*

*équipé en standard d'une mémoire centrale*

*1 mega-octet, un moniteur 14 pouces, etc.*

*Et pour que vous profitiez de notre avance*

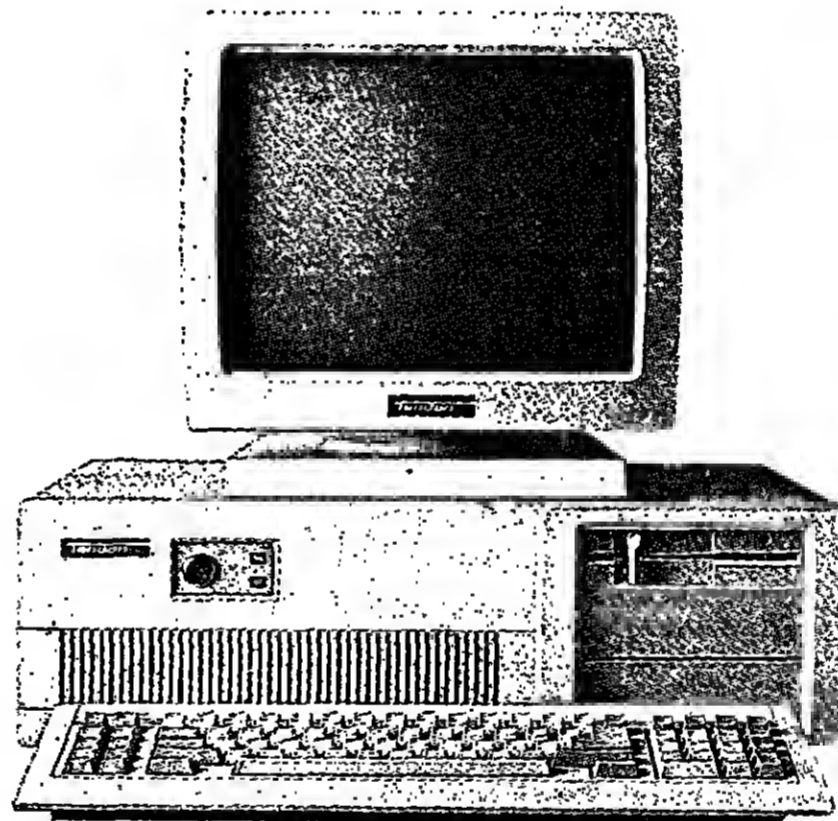
*dès aujourd'hui, le PCA 20, et toute la gamme*

*PCA, sont compatibles avec les systèmes*

*OS.2\*\* et DOS 3.3\*\* de demain.*

*Alors, en découpant ce bon, dépensez-vous*

*pour dépenser moins.*



TANDON PCA 20: 17.995 F\* H.T.

PCA 30: 20.995 F\* H.T.

PCA 40: 22.995 F\* H.T.

\* prix conseillés au 12/6/87.

\*\* OS.2 et DOS 3.3 sont des marques déposées de Microsoft.

Bureau de L'Espresso Les Buissonnets

Pour recevoir gratuitement notre documentation sur les PCA, renvoyez ce coupon à : Tandon S.A. ou téléphonez au : (1) 47.60.19.00.

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

LM 17.06

**Tandon**  
Computer S.A.

165, boulevard de Valmy. 92706 Colombes.



سؤال وجواب

Enquête

Vietnam : s'amender

(Suite de la première page.)

En semaine, tout le monde semble vequer à des occupations, même le soir, dans la pénombre. Alors, Saigon, ville Ho-Chi-Minh, ressemble à un théâtre d'ombres qui se déplacent sans arrêt autour de dizaines de milliers de petits commerces autorisés, surtout depuis deux ans, par le socialisme.

Parmi ces ombres se glisse celle de Huyen, effacée, qui ne compte pas. Dans les jardins publics, aux abords des marchés, dans les rues commerçantes, Huyen fait les poubelles, amassant, dans son panier, tout objet en plastique, qu'on lui rachète 100 dong le kilogramme, le prix de deux bols de soupe.

Huyen appartient à ces légions de gens en guenilles, ve-nu-pieds, couche-dehors, qu'on voit traîner dans les villes du Sud, à Da-Nang, à Hue, à Can-Tho et à Ho-Chi-Minh-Ville. Ce sont des bu-dai, des sans-logis, qui n'ont pas de certificat de résidence et dorment, parfois par familles entières, sur des matras étalés à même les trottoirs ou sous des porches.

Au Vietnam, plus on descend par la route vers le sud, plus le riz est blanc, plus la chaussée est bonne, plus les véhicules à moteur se font nombreux.

Le débat qui a précédé le VI<sup>e</sup> congrès a été houleux. Dans l'armée, les capitaines sont montés à l'assaut des généraux, au sein du PC, les secrétaires de section en ont pris pour leur grade.

La prise de conscience ne s'est pas faite d'elle-même. Alors que ses troupes sont encore en garnison au Cambodge et sur la frontière chinoise - et s'y battant de temps à autre, - le pays végète. Ses dirigeants ont réalisé à la fois que cela ne conduisait nulle part - surtout au cœur d'une région qui s'est rapidement développée pendant deux décennies - et que mieux valait réagir avant de connaître de sérieux pépins.

Dès le mois d'août 1986, le message de Kramlin s'est fait entendre : l'urgence est de réviser la gestion. En ordres, l'aide soviétique - estimée aujourd'hui à 2 milliards de dollars par an - serait réduite. La pression en faveur d'un changement est venue de tous les côtés.

Le VI<sup>e</sup> congrès a donc été l'occasion d'un chamboulement. Non seulement trois dirigeants historiques ont pris

serieusement emender un deuxième projet à la demande générale. Cette poussée de la base du PC a reflété le sentiment général de lassitude - et parfois d'exaspération - de la population. Les gens en ont assez de travailler pour des salaires de misère.

On en fait tout autant à Can-Tho, chef-lieu d'une province avant tout agricole, celle de Hau-Giang, qui a produit un surplus de 250 000 tonnes de riz en 1986 et a déjà livré à l'Etat 136 000 tonnes de riz cette année.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert. L'intervention militaire au Cambodge reste un sujet tabou.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.



Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

entreprise-pilote peut gagner jusqu'à 3 000 dong par mois, plus quelques avantages en nature. Mais un vélo vietnamien coûte 13 000 dong et un poste de télévision soviétique 40 000 dong à Ho-Chi-Minh-Ville.

Ce qui peut faire l'affaire des groupes de touristes - des pays socialistes - ou de viet kiés - les Vietnamiens de l'étranger - qui occupent les hôtels du cap Saint-Jacques, de Nha-Trang et surtout de Ho-Chi-Minh-Ville.

« Ils nous fichent la paix »

« Depuis deux ans, ils nous fichent la paix », disent certains. « Ils », ce sont les autorités, le commissaire de quartier, la sécurité, les cadres politiques du régime.

« Depuis la fin 1984, notre bilan est positif », se réjouit M<sup>me</sup> Huong.

« Depuis la fin 1984, notre bilan est positif », se réjouit M<sup>me</sup> Huong.

« Depuis la fin 1984, notre bilan est positif », se réjouit M<sup>me</sup> Huong.

« Depuis la fin 1984, notre bilan est positif », se réjouit M<sup>me</sup> Huong.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Une « deuxième révolution » ?

Le Vietnam prend un nouveau départ. A en croire des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires, il s'ouvre, s'intègre à la société internationale. L'un parle de « renouveau ».

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Le régime demeure fort soutenu de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert.

Reportage de JEAN-CLAUDE POMONTI

Vertical advertisement on the right side of the page, featuring the word 'Milon' and other text, partially obscured by the page edge.

# Enquête

## ou sombrer...

### Près du 17<sup>e</sup> parallèle Les cicatrices de la guerre

**J**USTE au sud du 17<sup>e</sup> parallèle, sur des collines déséchées par le vent chaud du large, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la « route mandarine » — la route n° 1, qui relie Hanoi à Saigon — les Vietnamiens ont construit, à l'écart de tout, au bout d'une piste de terre rouge, un vaste cimetière regroupant les tombes de 10 356 soldats tombés sur la piste Ho-Chi-Minh. Déjà envahies par les herbes — le budget d'entretien est très maigre — elles s'alignent autour d'une pièce d'eau entourée d'arbres. Pour gagner cet endroit désolé, on traverse une « nouvelle zone économique », dont les habitants — d'anciens réfugiés, des débris amenés de Da-Nang ou de Hué — s'acharnent à planter des eucalyptus, un arbre qui ne rend qu'un bout de sept ans.

Le cimetière de « Truong Son » — la cordillère indochinoise — rappelle le gigantesque travail de ceux qui sont morts, — depuis 1959, dit le guide — pour la reconquête du Sud. Une carte y retrace les 16 000 kilomètres de pistes qui, pour la plupart, couvrent une partie du Sud laotien et l'est du Cambodge. Trois maisons typiques — une laotienne et une vietnamienne et une khmère — ont été élevées — « de façon sym-

bolique », dit le gardien-chef, — car les « pays frères » ont contribué à la « lutte commune ». Mais le terrible typhon qui s'abattit en 1983 sur cette région du Vietnam a détruit la cambodgienne et sérieusement endommagé la laotienne. Seule la vietnamienne a tenu bon.

Ce cimetière se trouve dans l'une des régions les plus bombardées de la planète. La ville voisine de Quang-Tri a été entièrement détruite. « Sa citadelle », explique M. Nguyen Dinh Ngo, vice-président du comité populaire de la province de Binh-Tri-Thien, a reçu, sur 3 kilomètres carrés, l'équivalent de sept bombes atomiques du type Hiroshima. « Depuis 1975, ajoute-t-il, nous avons déminé plus de dix millions de bombes et de mines. » Tous ces explosifs ont fait, depuis la fin de la guerre, précise-t-il, quatre mille tués et blessés. Il est vrai que cette région, sur le 17<sup>e</sup> parallèle, était une « zone blanche », de bombardement limité, où de furieux combats ont eu lieu de 1968 à 1975. Dans le district de Quang-Tri, aucun des 580 villages n'était intact à la fin des combats, et 230 000 hectares de terres, selon les Vietnamiens, ont été victimes de défoliants chimiques.

La partie centrale du Vietnam ne s'est visiblement pas encore remise de la guerre douze ans après la fin des combats. Elle constitue un goulot d'étranglement dangereux — car le riz du Sud doit remonter vers le Nord surpeuplé — et demeure une région de sous-production. En outre, c'est la zone la plus sensible aux calamités naturelles, typhons, sécheresses et parasites. En quittant Vinh, au nord, pour gagner Hué, on a l'impression de marcher sur de la porcelaine. Le Nghê-Tinh et le Binh-Tri-Thien, terres de mandarins et de révolutionnaires, forment comme un obstacle entre le delta surpeuplé du fleuve Rouge, au nord, et ce que l'on appelle toujours le Sud riche du pays.

« Notre production de riz, dit Ho Ngoc Hy, président du comité populaire de Dong-Hà, est suffisante pour nourrir les producteurs et leurs familles. Mais restent les fonctionnaires, les commerçants, la population urbaine... » Or, sur 75 000 habitants de ce district, une trentaine de milliers résident au chef-lieu, la borgne de Dong-Hà, qui se reconstruit tant bien que mal, le bâtiment le plus imposant, qui n'est pas terminé, étant, bien entendu, la mairie, un ouvrage dont M. Hy estime le coût à plus de 30 millions de dollars. « Les écoles, dit M. Hy, ne manquent pas d'enseignants et les locaux sont suffisants, même quand ils ne sont pas en bon état ou appropriés. » Ce qui manque, comme partout ailleurs dans la région, c'est le matériel scolaire et les médicaments pour les hôpitaux et les dispensaires.



qui ne prend que quatre ou cinq véhicules. Il y a un autre bac, nettement plus rapide celui-là, sur la route de Hué.

La plupart des ponts n'ont été que relapés et ne peuvent supporter que des véhicules d'un poids inférieur à 13 tonnes. La chaussée, toujours étroite, ressemble en ce temps de moisson, à une véritable cour de ferme, les paysans étalant la paille à perte de vue pour la faire sécher et récupérer les derniers grains de riz qui sautent sous les pneus. On ne peut circuler que lentement. Autocars et camions, en pitoyable état, sont surchargés. Les voitures sont rares, les vélos nombreux. Une fois franchi le 17<sup>e</sup> parallèle, il faut attendre l'agglomération de Dong-Hà pour trouver une chaussée en état correct léguée par le génie militaire américain.

et, avec elle, la peur. Dans cette région de typhons, les paysans réinvestissent leurs maigres économies dans de petites maisons en brique : on en voit un peu partout qui affichent fièrement leur année de naissance, le plus souvent à compter de 1983. L'Etat a reboisé des centaines d'hectares, comme en témoignent des plantations de jeunes eucalyptus ou de conifères. Les rangées d'arbres brise-vent réapparaissent, souvent des files

résistant à la sécheresse. A Vinh, avec l'aide de l'Europe socialiste, vingt-deux bâtiments de cinq étages — des HLM — sont sortis de terre. « La vie est nettement meilleure qu'à la fin de la guerre, mais il reste encore beaucoup d'efforts à fournir », explique notamment M. Khuyén, administrateur général du Nghê-Tinh.

Car cette région demeure particulièrement sous-développée. Le soir, les villes continuent de vivre dans la pénombre pour économiser l'électricité. Sur la route, on aperçoit des gens travaillant, les mains nues, dans des carrières à ciel ouvert. Ils vivent, en général, de peu de chose. Dans le nord du Nghê-Tinh, les stations de pompage manquent pour l'irrigation. Au Binh-Tri-Thien, le typhon de 1985 a fait 5 milliards de dollars de dégâts, selon les autorités locales, renversant notamment 350 pylônes électriques. Il y a eu mille morts, et il a fallu s'employer à réparer.

Les gens en sont réduits à se débrouiller et à bricoler en attendant que l'Etat, omniprésent, dote la région d'une véritable infrastructure. Dans le nouveau bâtiment de la Maison des hôtes de Vinh — 180 lits pour 100 chambres — la plomberie et la climatisation commencent à battre de l'aile. Les baignoires s'effondrent et les charpentes se déchaussent. Deux grands congélateurs pourrissent dans le ball d'entrée. Les coupures de courant et même d'eau sont fréquentes, les réseaux de distribution n'ayant pas encore été restaurés. Et pourtant, ce bâtiment ne date que de 1985...

7 F  
NUMÉRO DE JUIN

# Le Monde

dossiers et documents

**LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ**

**DEUX DOSSIERS**

**L'ÉCONOMIE DU TOURISME**  
L'impact financier et social. La modernisation du parc hôtelier. Les atouts du tourisme régional. Les parcs récréatifs.

**LA REGION RHONE-ALPES**  
L'aménagement du territoire. Le portrait des leaders politiques. L'économie. La culture.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**La « route mandarine »**

La « route mandarine » est déjà étroite, encombrée de gens et peu carrossable entre Hanoi et Vinh. Mais après cette ville — évacuée pendant la guerre, à cause des bombardements américains, et qui se rebâtit aujourd'hui autour de larges avenues, — la reconstruction du pont de Binh-Thuy, qui enjambe le fleuve Ca, est en cours. Elle devrait s'achever en 1989, mais, faute de matériaux, les travaux n'avancent guère. Piétons et cyclistes franchissent le fleuve par un pont flottant. Voitures, autobus et camions font la queue, parfois pendant des heures, pour accéder à un ferry rouillé — une barge manœuvrée par un petit bateau-remorqueur —

### Programmes de formation en management des PME/PMI

**Global et concret:**  
**Basic Management Training**  
Programme d'initiation au management des PME/PMI, pour jeunes cadres avec 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle (âge moyen: 25/26 ans).  
Durée: 5 semaines à plein temps  
Admission sur dossier et entretien (au maximum, 28 places disponibles par session)  
Coût: FS 6'500.-  
Prochaines sessions:  
• 21 juillet/20 août 1987  
• 31 août/2 octobre 1987  
• 12 octobre/13 novembre 1987.

**Généraliste et pratique:**  
**Administration de l'Entreprise**  
Programme complet de formation à la direction des PME/PMI, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle (âge moyen: 26/30 ans).  
Durée: 23 semaines à plein temps  
Admission sur dossier, entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session)  
Coût: FS 23'000.- (financement bancaire possible pour candidats suisses ou étrangers établis)  
Prochaine session:  
• 11 janvier/25 juin 1988.

**ECADE**  
Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
TEL (021) 221.511

Centre international de formation et perfectionnement de cadres et dirigeants, établi à Lausanne depuis 1960 — Pédagogie et méthodes éprouvées, basées essentiellement sur les cas pratiques — Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens — Langues de travail: français et anglais — Certificats et diplômes — Documentation complète sur l'ECADE et ses programmes en retournant sans engagement le coupon ci-contre.

L'ECADE m'intéresse. Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme suivant:

Basic Management Training  
 Administration de l'Entreprise

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Localité \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_

GM2

# QUALITÉ

**10 000 ONT DÉJÀ DIT OUI!  
ET VOUS ?**

**2<sup>e</sup> CONVENTION NATIONALE  
DES CERCLES ET DE LA QUALITÉ**  
19-20 JUIN  
VILLEPINTÉ - PARIS NORD

500 STANDS, 230 HEURES DE PROGRAMMES,  
PLUS DE 1 000 TÉMOIGNAGES D'ENTREPRISES ET DE SERVICES PUBLICS,  
UN LIEU UNIQUE DE RÉFLEXION, D'ÉCHANGES, D'INFORMATIONS.

DE 9 H À 19 H LES DEUX JOURS. INSCRIPTIONS POSSIBLES SUR PLACE.  
TARIFS PRÉFÉRENTIELS POUR LES ÉTUDIANTS.  
OUVERTURE AU PUBLIC SAMEDI 20 DE 14 H À 19 H. PRIX: 35 F.

**AFCERQ** Tél.: (1) 47 23 71 22

*le défi français de la qualité*

## La Télécommunication de l'Écrit

**VOUS CONNAISSEZ ?**

# Amériques

## Un entretien avec le président de l'Uruguay

### « Nous voudrions que l'Europe et les Etats-Unis s'intéressent davantage à notre démocratisation »

(Suite de la première page.)

« Mais, en même temps, il a perdu de 100 à 120 millions de dollars du fait de la baisse du prix de ses produits agricoles. La politique de la CEE, dans ce domaine, nous touche donc de très près. Bien sûr, nous sommes réalistes, nous savons que personne ne va lever ses agriculteurs pour faire vivre les nôtres. Mais nous sommes très préoccupés par ce problème des excédents agricoles qui entraînent des baisses de prix fantastiques. »

#### « Nous souhaitons un protectionnisme raisonnable »

« Vous allez naturellement aborder cette question des échanges lors de votre visite en France ? »

« Oui, je dirais que c'est un thème principal. Il est naturellement lié à celui de la dette, avec un grand contenu politique. Pouvez-vous imaginer ce que cela signifie de gouverner un pays comme celui-ci, où toutes les tensions sociales ont été réprimées pendant les douze années de la dictature ? Un pays qui, en trois ans, de 1982 à 1984, avait perdu 14% de son produit brut. Un pays dont le salaire réel était tombé de près de 40%, avec un taux de chômage de 14%. Heureusement, ce taux est retombé à 9%. »

« Moins qu'en France... »

« Oui, un peu moins. Mais croyez bien qu'il est vraiment très difficile d'obtenir un taux de croissance de l'économie, qui a été de 6% »

en 1986, tout en s'employant à juguler les tensions syndicales, politiques, sociales et militaires. Je pense qu'en Uruguay nous avons réussi une expérience très utile. Personne ne peut en douter, mais il y a ici des gens qui ne sont pas d'accord. Qui critiquent notre modèle économique et politique. »

« Que proposent-ils d'autre ? »

« Notre projet économique est réaliste et rationnel. Les autres sont populistes ou de tendance socialiste. C'est-à-dire avec davantage d'initiative de l'Etat ? »

« Exactement. Il existe une grande tradition étatique en Uruguay. Mon propre parti a créé au début de ce siècle, bien avant le Mexique, un Etat-providence de grande ampleur. »

« Ce que nous souhaitons, c'est un protectionnisme raisonnable. La réponse à nos problèmes ne peut se trouver dans le marché interne, d'autant que ce marché est étroit. Encore une fois, notre modèle est fondamentalement exportateur. »

« Il paraît logique que vous développiez de plus en plus vos relations économiques et votre coopération avec vos deux principaux voisins. »

« Ce processus d'intégration avec eux est en effet de plus en plus important. »

« Cela veut-il dire que vous envisagez une sorte de Marché commun ? »

« Oui. Pour le moment, il s'agit d'un processus de réduction des taxes douanières. »

« L'Uruguay, qui est peu peuplé, trouve en face de lui un géant : »

le Brésil. Cette inégalité ne rend-elle pas l'intégration difficile ? »

« Nous n'avons pas peur. Nous pensons qu'un petit pays comme le nôtre peut, grâce à son niveau culturel, affronter ce défi dans des conditions favorables. Nous sommes un pays vendeur de services et nous pouvons concurrencer nos voisins les plus grands si nous faisons les bons choix. C'est peut-être un paradoxe, mais c'est en Uruguay qu'il y a le plus d'enthousiasme pour cette intégration. »

« Les Etats-Unis encouragent-ils cette intégration ? »

« Ils se contentent de regarder. »

#### « Le problème militaire est surmonté »

« Sur le plan intérieur, votre problème principal reste la fin de la liquidation de la question militaire ? »

« Non. Je dirais que le problème militaire est surmonté. Ce qui ne l'est pas, c'est la discussion politique sur le problème militaire. Nous avons défini une politique très équilibrée, dont je crois qu'elle a donné une grande stabilité au pays. Nous avons été très généreux envers tous ceux qui ont été impliqués dans de vieux affrontements. »

« Des deux côtés ? »

« Exactement. Des deux côtés. On a décrété une amnistie absolue générale pour tous ceux qui ont été détenus pour subversion. Elle s'étend même à ceux qui avaient commis des crimes et quitté le pays. »

« Les Tupamaros ont-ils maintenant disparu ? »

« Pas du tout. Ils sont ici. Et ils agissent dans le cadre d'un mouvement politique petit, mais très actif. »

« Comment expliquez-vous ce mouvement insurrectionnel ? »

« Ce fut un phénomène très particulier. Je dirais qu'il n'y a pas une seule cause, mais plusieurs. Aucune pourtant ne peut le justifier. Je crois que ce fut une erreur dramatique, un processus de radicalisation qui a coûté très cher au pays. »

« Les guérilleros ont-ils reçu un appui extérieur ? De Cuba, notamment ? »

« Au début, oui ; mais ensuite ce fut un mouvement essentiellement national. Au début, des gens ont été entraînés et ils étaient, d'une certaine manière, liés à Cuba. Mais ensuite, non. Les Tupamaros apparaissent comme un mouvement issu de la bourgeoisie et non pas de secteurs marginaux. »

« Des fils de famille scandalisés par les privilèges dont bénéficiaient leurs parents ? »

« Exactement. Ce fut un processus de radicalisation politique d'origine universitaire. »

« Le nombre total des victimes a-t-il été relativement limité... »

« Oui, en dix ans de conflits, on a compté 100 morts environ, 50 du côté militaire, 50 du côté des Tupamaros et des civils. »

#### « Un référendum ne pourrait que confirmer la loi d'amnistie »

« Vous dites qu'il reste encore un problème politique... »

« Absolument. En décembre dernier, on a voté une loi pour en finir avec les procès contre les militaires. Les secteurs de gauche ont protesté, et ils sont en train de préparer un référendum sur cette question. Aux termes de la Constitution, il leur faut obtenir la signature de 25% du corps électoral. Ils ont un délai d'un an pour y parvenir. La gauche contrôle plus ou moins 20% de l'électorat. Un secteur du parti « blanco » qui appuie cette position peut en contrôler environ 5%. Mais je pense qu'après cinq mois de campagne ils n'ont pas obtenu le nombre de signatures suffisant. »

« Quelle serait la question posée au référendum ? »

« L'abrogation de la loi qui rend caduque l'action contre les militaires. L'argument des opposants est d'abord que l'on ne doit jamais suspendre le cours de la justice. Ils estiment d'autre part que, du point de vue de la stabilité démocratique, il est dangereux de ne pas punir des militaires qui ont commis des excès. Nous pensons, nous, au contraire, qu'il serait injuste d'amnistier tous les subversifs sans accorder le même traitement aux militaires. La démocratie ne doit pas traiter les militaires de façon différente, ne pas créer un ghetto de frustrés et d'aigris à l'égard de la société civile. Enfin nous estimons que si les militaires ont commis de graves erreurs, ils se sont retirés pacifiquement, aux termes d'un accord de transition démocratique conclu après deux ans de conversations. »

« Votre cas est très différent de celui de l'Argentine. »

« Tout à fait. Nous ne pouvons pas oublier qu'en Uruguay nous avons réussi une sortie pacifique de la dictature. C'est notre tradition »

historique. Il y a toujours eu une amnistie générale et généreuse après nos grands conflits. S'il y a référendum, il tranchera en faveur de la loi qui a déjà été approuvée par les deux tiers des sénateurs et par trois députés sur cinq. Je crois donc que nous conclurons heureusement le processus de transition politique. »

« Revenons à votre voyage en France. Vous y parlerez, bien entendu, des relations bilatérales. Nous espérons avec plaisir, de votre côté, l'enseignement de français reprendre en Uruguay. »

« Effectivement. Il y a une relance du français. Mais à Paris nous parlerons aussi de toutes les questions bilatérales, commerciales, économiques. Il est vrai que l'Uruguay a une tradition de culture française très forte dans beaucoup de domaines : sciences, droit, médecine... »

« Quels autres pays visitez-vous en même temps que la France ? »

« L'Allemagne. En octobre on en novembre, j'irai en Russie et au Japon. »

« Quels sont vos rapports avec l'Union soviétique ? »

« Bons. Sur le plan commercial, nous pensons qu'il existe des possibilités de développement. Sur le plan politique, naturellement, nous avons des systèmes différents mais nous entretenons quand même des relations normales. »

« S'intéresse-t-on chez vous à ce qui se passe en URSS ? Pense-t-on qu'il y a un changement ? »

« C'est un thème quotidien de conversation. Toute la presse spéciale sur l'ampleur éventuelle des changements en Union soviétique. Or le problème est de savoir si le système peut résister à une véritable démocratisation. C'est ça la question. »

« Fidel Castro a une opinion intéressante là-dessus. Il dit que ceux qui croient que ces réformes vont déboucher sur une réforme bourgeoise se trompent. Il dit que ce n'est pas une réforme bourgeoise, mais un processus de démocratisation à l'intérieur d'une société marxiste qui ne va pas changer. »

« Pensez-vous que Cuba va évoluer ? »

« Du point de vue des relations internationales, il y a évolution. Après vingt-cinq ans de gouvernement, l'élan révolutionnaire ne peut naturellement plus être le même, et je pense que Cuba est maintenant soucieux de ses relations avec les pays d'Amérique latine. Nous avons nous-mêmes renoué avec Cuba, nous entretenons des relations diplomatiques normales et nous sommes en train de développer des relations commerciales. Il me semble que Cuba n'est plus aujourd'hui un exportateur de révolution. »

« Comment voyez-vous les Etats-Unis ? »

« Pour nous, les Etats-Unis sont évidemment un pays très important. Surtout sur le plan financier car, sur le plan économique, leurs relations sont plus étroites avec les nations des Caraïbes et avec le Mexique. Il me semble que les Etats-Unis considèrent le problème de la dette extérieure d'une manière beaucoup plus politique. C'est donc une évolution favorable. Je n'en dirais pas autant du courant protectionniste particulièrement puissant au Congrès de Washington qui présente un danger très grand pour toute l'Amérique latine. »

« Ce que nous aimerions, c'est que les Etats-Unis s'intéressent davantage au processus de démocratisation. Nous souhaitons la même chose en ce qui concerne l'Europe. Nous voudrions qu'elle soit plus attentive à nos problèmes. Nous ne disons pas que c'est la faute des Etats-Unis ou de l'Europe. C'est aussi la nôtre parce que nous devrions mieux expliquer nos problèmes. Et c'est pour cela que nous autres, présidents démocrates d'Amérique latine, nous voyagions davantage. Tout est lié. La démocratie et l'économie. Et la coopération de l'Europe est très importante. »

« Pensez-vous que les Etats-Unis vont vraiment pousser la Chili à la démocratisation ? »

« Je pense que oui. Mais la solution sera trouvée au Chili même. Ce qu'on peut craindre, c'est que l'accord d'intervention trop tard et que les partisans de formules radicales n'hypothèquent une solution réellement démocratique. »

« Comment, vu d'Amérique latine, appréciez-vous le sommet de Venise ? »

« J'y vois le début timide d'un chemin. On attend toujours des mesures capables de surmonter les problèmes du protectionnisme et de la dette extérieure. Mais c'est la première fois que l'on reconnaît que la dette pose un problème sérieux du point de vue politique et appelle des solutions très urgentes. »

« L'Uruguay n'est pas un pays désespéré : sa dette est convenablement financée, son économie est en croissance, il ne subit pas de récession, il a amélioré les salaires réels de 27% en deux années de démocratie. Mais, pour consolider ces progrès, il est nécessaire d'introduire dans le pays plus de technologie, de le moderniser, de transformer certaines structures afin de le rendre plus compétitif. Tout cela nécessite des investissements. A défaut, la situation actuelle risque de se renverser. »

« Les pays qui ont eu de grands excédents, comme le Japon et certains Etats membres de la Communauté, sont ceux qui, aujourd'hui, doivent faire un effort pour aider notre investissement. »

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

La Télécommunication de l'Écrit

C'est LE TELEX

Pour confirmer dans l'heure une commande à Hong-Kong, pour alerter le réseau de vente sur une rupture de stock ou réunir d'urgence le Comité de Direction... rien ne vaut le télex.

Avec 1700000 abonnés dans le monde, le télex, c'est le langage des affaires.

TELECOM

**NON !**

LA FRANCE PRIVÉE DE LA 5, M 6, CANAL +

**Fénix Émetteurs**  
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS

**DIT NON !**  
ET FOURNIT LA SOLUTION\*  
CLEFS EN MAIN

GRÂCE A SES RÉÉMETTEURS T.V. DÉJÀ EN SERVICE DANS DE NOMBREUSES VILLES

Documentation sur les produits et services

Fénix émetteurs  
BP 3006 - 66015 Perpignan Cedex  
Tél. 68 50 48 77 - Télex 500 438 Fenixem

ERRATUM

Suite à la parution de l'écrit publicitaire « Solidarité franco-argentine », dans nos éditions du 10 juin 1987, M. Alain Carignon, ministre délégué chargé de l'environnement, nous communique : « Mon nom figurant parmi la liste des premiers signataires, je m'excuse du titre de « secrétaire d'Etat à l'environnement », je ne dois de préciser qu'en dehors de l'exercice de ce titre, car je suis ministre délégué, je n'ai pu évidemment, quelles que soient mes opinions personnelles, engager par la simple mention de mon nom le gouvernement auquel j'appartiens. »

La Télécommunication de l'Écrit

C'est LA TELESCOPE

Pour envoyer à 8H du soir les plans des nouveaux bureaux, pour transmettre en urgence la photocopie d'un article, une note manuscrite, une courbe de vente ou la maquette d'une annonce, rien ne vaut la Télécopie.

Avec plus de 50% de progression, la Télécopie est en plein boom.

TELECOM



# Amériques

### PÉROU : terrorisme et trafic de drogue

## Sentier lumineux se pose en défenseur des petits producteurs de coca

LIMA de notre correspondant

Les guérilleros de Sentier lumineux se sont-ils alliés aux trafiquants de drogue de la vallée tropicale du Haut-Huallaga pour se partager le contrôle de cette région ? C'est à cette conclusion que sont arrivés policiers et journalistes locaux après l'assaut lancé contre le poste de police d'Uchiza, le dimanche 7 juin. Six policiers ont été tués et huit autres blessés. De leur côté, les guérilleros auraient perdu une cinquantaine d'hommes. Une supposition impossible à vérifier car les attaquants se sont retirés en bon ordre.

Le terme de « narco-terroristes », pour désigner les guérilleros de Sentier lumineux implantés dans cette vallée a remplacé celui de « délinquants subversifs » utilisé par l'armée dans les Andes. Il a été employé par l'ancien président Fernando Belaúnde, dès 1984, lorsque la présence de Sentier lumineux a commencé à se faire sentir dans cette région avec l'apparition des premiers graffiti sur les murs signés PCP-SL, les premières menaces de mort contre les autorités locales.

Cette « alliance » entre les deux principaux fléaux du Pérou - le terrorisme et le trafic de cocaïne - n'a pourtant jamais été prouvée, comme le reconnaît le général Zarate, le chef de la lutte antidrogue.

### Des objectifs contradictoires

C'est pourquoi, lorsque l'état d'urgence a été décrété dans la vallée, en 1984, l'armée a concentré son attention sur la guérilla alors que l'Umapar, le corps de police spécialisé dans la lutte antidrogue se repliait. C'est une période d'essor pour les trafiquants, qui ont tenté de faire croire que les guérilleros n'avaient pas battu en retraite. Des graffiti subversifs réapparaissent sur les murs, mais les crimes commis trahissent leurs auteurs : le symbole du marteau et de la faucille est à l'évidence, les « Vive le président Gonzalo » de Sentier sont signés MRTA, du nom d'un autre groupe insurgé.

Patiemment, à partir de 1985, le PCP-SL a repris son travail politique dans la région, se posant en défenseur des petits cultivateurs de coca, victimes à la fois de la campagne d'arrachage de la plante en application du programme Corah financé par les Etats-Unis, des exactions commises par les membres de l'Umapar et de la violence exercée par les différents mafias de la drogue.

Aujourd'hui, les guérilleros contrôlent le trafic des véhicules sur les 150 kilomètres de l'unique route, la marginale de la Selva. Les passa-

gers sont tenus de révéler leur identité. Les indésirables - à commencer par les journalistes - sont refoulés vers la ville de Tingo-Maria.

Le Sentier a peint ses consignes sur les murs. Comme « La coca ou la mort » et « Interdiction d'arracher la coca ». Ces consignes contre l'Umapar et le Corah sont nécessaires pour séduire les paysans. Est-ce à dire que guérilleros et trafiquants ont conclu une alliance, comme le soutiennent certains journaux locaux ? En fait, il semble qu'il n'y ait entre eux qu'un pacte, tacite, de non-agression. Le général Zarate estime que les trafiquants ont cédé du terrain, pour se replier plus au nord. Quant aux bandes paramilitaires à leur service, elles ont peu à peu battu en retraite.

D'ailleurs, une alliance entre trafiquants et guérilleros aurait réglé les problèmes financiers et d'approvisionnement en armes qu'affronte Sentier lumineux. Ce qui est loin d'être le cas.

En cours de l'assaut contre le poste d'Uchiza, le capitaine Michael Ponce assure cependant que les guérilleros ont reçu l'appui de la mafia. Ils auraient, en effet, utilisé des roquettes, alors qu'ils n'étaient équipés, jusqu'à présent, que des armes soustraites à la police et de bâtons de dynamite. Mais est-ce un indice suffisant pour conclure une collaboration logistique ?

De toute façon, « narcos » et « terroristes » ne devraient pas faire bon ménage bien longtemps parce que leurs objectifs et leurs stratégies respectives sont contradictoires. D'une part, le PCP-SL demande aux paysans de consacrer un tiers de leurs terres aux cultures maraichères, ce qui devrait diminuer notablement les surfaces plantées de coca. D'autre part, il a fixé un prix minimum de vente de la feuille de coca pour éviter l'exploitation des petits agriculteurs par la mafia et instauré un impôt sur la fabrication de la pâte de base, servant à fabriquer la cocaïne.

NICOLE BONNET.

### ÉTATS-UNIS

## Le « justicier du métro » a été acquitté

NEW-YORK de notre correspondant

Bernhard Goetz, le très célèbre « justicier du métro », a été acquitté, le mardi 16 juin, de douze des treize chefs d'accusation retenus contre lui. Innocent ou presque : balayés l'attaque à main armée et tentative de meurtre ; écartés le trouble à l'ordre public, menaces et voie de fait. Seule reste - symbolique ? - l'accusation de port d'arme prohibé : Bernhard Goetz est coupable de posséder une arme, point de s'en être servi.

L'affaire avait commencé le 22 décembre 1984 dans un wagon du métro de New-York, près de la 14<sup>e</sup> Rue. Cinq adolescents noirs repèrent leur victime, un ingénieur électronique âgé à l'époque de trente-sept ans (il avouera plus tard qu'il « attirait ce genre d'ennui »), pour lui demander, racket banal, 5 dollars (30 francs). Quelques secondes d'hésitation et les coups de feu partent, faisant fuir les assaillants, tandis que le train s'immobilise à la station. L'un d'entre eux est moins rapide : alors qu'il se trouve à terre, Bernhard Goetz s'en approche et tire de nouveau sur lui : « T'es l'air trop bien, en voici une autre ! »

Dans le cahos, Goetz s'enfuit par le tunnel et ne repart que huit jours plus tard, dans la New-Hampshire, où les policiers enregistrent sur une cassette vidéo sa première déposition. « Je voulais les faire souffrir autant que possible », dira-t-il, et, malgré la présence d'un avocat, il ajoutera : « C'était un meurtre de sang-froid... Je les haïssais. »

A l'ouverture du procès, le 27 avril dernier, l'accusé comparait libre, auréolé d'une gloire extraordinaire, encensé même par la mère de l'un des Noirs (« Je le comprends, vivre dans cette ville devient impossible pour d'honnêtes gens. ») Deux des victimes - c'est la terminologie de la cour - comparaissent menottées aux poings, car ils ont, entre-temps, l'un violé une femme, l'autre attaqué un voisin

à coups de chaîne. Le troisième sort à peine d'une cure de désintoxication de la cocaïne et prépare son bac. Le quatrième, Daniel Cabay, vingt et un ans, paralysé à vie par une balle logée dans la colonne vertébrale, est incapable de s'exprimer.

### Coloré de peur

Le jeune procureur Waples attaque d'emblée sur le terrain de la loi : personne n'a le droit de sa propre justice lui-même, et Goetz a avoué des intentions meurtrières, il doit donc être sévèrement puni. Parfaitement sûr du soutien populaire, l'avocat de la défense, Barry Slocnik, renversa immédiatement les rôles : la victime, c'est Goetz, il faut, en réalité, poursuivre ses quatre assaillants.

Le jury écouterait avec patience et, après avoir visionné la confession de Goetz, retiendra le côté trouble du personnage, le déséquilibre de son esprit... et la « justesse de ses idées ». Mais il refusera comme « inacceptables » les aveux meurtriers et les cris de haine, car, dit-on, les jurés, « Goetz était, au moment de l'enregistrement, encore sous le coup de l'émotion ». L'un d'entre eux affirmera, après la verdict, que « les études balistiques n'avaient pas prouvé la culpabilité de Goetz » et que, « dans ce pays, les individus ont le droit de se défendre, que cela plaise ou non ».

La maire de New-York, Edward Koch, qui n'a nullement besoin d'un nouveau conflit racial, répliqua sèchement que « le cas Goetz ne doit pas être compris comme une autorisation de tirer dans tous les sens ».

Bien que la racéisme n'ait qu'effleuré les débats, tout le monde, dans la salle et dehors, ne pensait qu'un terme de couleur de la peau. Malgré les dénégations vertueuses des jurés, personne ne croit, bien sûr, que leur verdict eût été le même si l'accusé avait été noir et les « victimes » blanches...

CHARLES LESCAUT.

### CHILI

## Douze opposants tués par la police à Santiago

Douze personnes, vraisemblablement des opposants de gauche, ont été tués lundi 15 et mardi 16 juin à Santiago, au cours de fusillades avec la police.

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Deux morts le 15 juin, dix le lendemain : tel est le bilan d'une vaste opération de police réalisée à Santiago. Selon les autorités, les douze victimes appartiennent au Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) et auraient trouvé la mort au cours d'affrontements avec les services de sécurité. « Etranges affrontements », commente un opposant, qui ne font que des morts et d'un seul côté. »

Sept des personnes tuées le 16 juin auraient été surprises à l'aube dans une « maison de sécurité » du quartier Recoleta de la capitale, et se seraient opposées, les armes à la main, à une perquisition. Une cache d'armes importante y aurait été découverte.

L'Eglise et de nombreuses organisations politiques ou sociales ont exprimé leur consternation et demandé que la vérité soit faite sur les circonstances ayant entouré ces douze morts violentes. La semaine dernière, les deux mouvements armés chiliens, le FPMR et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), avaient commis plusieurs attentats contre des établissements de la police, sans toutefois faire de victime.

La riposte du régime est autant un avertissement à l'extrême gauche

qu'un rappel à tous les opposants que le général Pinochet reste le maître du jeu. « Nous empêcherons les politiciens de s'emparer du pouvoir », a déclaré celui-ci quelques heures avant les premiers « affrontements ».

G. B.

Le sommet pour la paix en Amérique centrale pourrait avoir lieu en août. Les présidents du Honduras et du Guatemala ont proposé mardi 16 juin que la somme des chefs d'Etat des cinq pays d'Amérique centrale ait lieu au début du mois d'août. Ce sommet pour la paix, qui devait se tenir les 25 et 26 juin au Guatemala, avait été ajourné à la demande des présidents du Salvador, du Honduras et du Costa-Rica qui estimaient que la réunion n'avait pas été suffisamment préparée. - (AFP, Reuters.)

La Télécommunication de l'Écrit

C'est LA MESSAGERIE

Pour adresser une documentation à de multiples destinataires, chacun équipé d'un terminal différent, diffuser des fichiers entre équipements informatiques, échanger par boîte aux lettres des messages avec des correspondants peu disponibles ou en déplacement, rien ne vaut la Messagerie.

De plus aujourd'hui avec Atlas 400, toutes les messageries normalisées communiquent entre elles.

TELECOM

(Publicité)

BRAIN POTE

REMUE-MÉNINGES POUR UNE DÉMOCRATIE DES MÉLANGES

UN COLLOQUE ORGANISÉ PAR S.O.S. RACISME ET LE « NOUVEL OBSERVATEUR »

DE 10 H A 19 H

QUATRE TABLES RONDLES AUTOUR DE QUATRE GRANDS THÈMES : LA CITOYENNETÉ ; PEUR ET RACISME ; POLICE ET JUSTICE ; LA VIE DES BANLIEUES.

AVEC LA PARTICIPATION, NOTAMMENT, DE :

SIMONE VEIL

JEAN-MICHEL BELORGEY, PIERRE BERGÉ, JEAN DANIEL, CHRISTIAN DELORME, HARLEM DÉSIR, PATRICK DEVEDJIAN, FRANÇOIS FURET, ANDRÉ FROSSARD, JACQUES JULLIARD, GEORGES KIEJMAN, JACK LANG, EDGAR MORIN, SAMI NAIR, DANIEL SOULEZ-LARIVIÈRE, ETC.

VENDREDI 19 JUIN A LA SORBONNE

ENTRÉE LIBRE

ACADIE

La guerre de Cent Ans des Français d'Amérique aux Maritimes et en Louisiane

1670-1769

Robert SAUVAGEAU

Préface de Maurice DENIZIÈRE

15,5 x 24 cm - 254 p.

9 cartes - 175 F

Berger-Levrault

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

La Télécommunication de l'Écrit

C'est TELETEX

Pour adresser instantanément un courrier de qualité commerciale, communiqués, compte-rendus, commandes, rapports confidentiels, rien ne vaut Téletex. Avec sa transmission entre machines de traitement de texte, machines à écrire électroniques ou micro-ordinateurs et l'identification garantie des correspondants, Téletex, c'est vraiment le courrier électronique international.

TELECOM

## Proche-Orient

### IRAN : les tensions à Téhéran

# La dissolution du Parti de la République islamique : un nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir

La dissolution du Parti de la République islamique (PRI), le 3 juin dernier, se consomme pas à pas et provoque une surprise. Tout le monde savait à Téhéran que ce parti, fondé en 1979 par l'ayatollah Beheshti en vue de rassembler la plupart de ceux qui, religieux ou laïcs, voulaient lancer l'Iran sur la voie de l'islam et de l'imam Khomeiny, était devenu, au fil des ans, une sorte d'Assemblée de notables du régime où s'opposaient et se neutralisaient les différentes factions rivales du sérail politico-religieux au pouvoir en Iran. Le chef de l'Etat, le président Ali Khamenei, qui était en même temps le secrétaire général du PRI, avait d'ailleurs déploré, à la mi-mars, cet état de choses en affirmant qu'il se consacrait désormais entièrement à la réorganisation d'un « parti qui n'existe presque pas ».

C'est cependant le point de vue du président du Majlis, l'oppositionnel Rafsanjani, qui l'a emporté. Il a expliqué au lendemain de la dissolution du parti que cette mesure avait été prise parce que le PRI avait perdu sa « raison d'être » et qu'en conséquence son « effacement provisoire » était devenu inévitable. En effet, dans l'esprit de M. Rafsanjani, qui assumait en plus de ses autres nombreuses fonctions, la présidence du parti, le PRI n'a été que « gelé » et pourrait renaître de ses cendres si le consensus qui avait présidé à sa création en 1979 était de nouveau réalisé. Il a réaffirmé à cette occasion que si tous les membres du parti étaient des partisans sincères du régime islamique, ils étaient en revanche profondément divisés, en ce qui concerne la gestion de l'économie, en deux tendances opposées, l'une favorable à une économie dirigée par l'Etat, et l'autre préconisant le retour à l'entreprise privée avec un contrôle étatique limité.

M. Rafsanjani, qui patronne la première tendance, alors que M. Khamenei se pose de plus en plus en chef de file des « libéraux », a révélé que le problème de la « dissolution du pouvoir » au sein du PRI avait été porté, il y a environ un an, à la connaissance de l'imam Khomeiny. Ce dernier avait été prié de décider qui, de Rafsanjani ou de Khamenei, devait se retirer de la direction du parti afin d'entraîner le processus de polarisation. L'imam avait alors refusé de se prononcer et avait suggéré de « limiter les activités du parti ». Pès de la moitié des bureaux du PRI avaient depuis été fermés afin de réduire les divergences au minimum. Apparemment,

cette solution de facilité n'a pas été suffisante pour apaiser les tensions, et l'imam a finalement accepté de « geler » entièrement les activités du parti, qui, selon l'expression d'un

au début de l'année que l'inflation dépassait 60% par an et qu'avec l'accroissement du déficit de la balance commerciale dû à la chute des revenus pétroliers et la régres-

recommandations de cette instance qui comprend six religieux désignés par lui-même et six hommes de loi « enrégimés de l'islam » nommés par le Parlement, est resté sourd aux démarches des radicaux, qui lui ont fait valoir à plusieurs reprises que tant que ce « verrou » subsistera, aucune mesure sérieuse ne pourra être adoptée en faveur des *mostazafines* (les déshérités), qui sont supposés être les principaux bénéficiaires de la révolution islamique.

**Au fil des ans, le parti unique était devenu un instrument entre les mains de la droite religieuse. Sa disparition fait le jeu de l'hodjatoleislam Rafsanjani**

#### Tant que durera la guerre...

En fait, les deux tendances rivales au sein du pouvoir, tout en s'accusant mutuellement d'être à l'origine de la faillite économique du régime, savent fort bien qu'aucun progrès durable ne pourra être réalisé dans ce domaine tant que durera la guerre contre l'Irak. C'est ce que, selon de bonnes sources, l'ayatollah Mousavi Ardebili, le président de la Cour suprême, a dit à l'imam Khomeini, fin avril, en ajoutant que dans la situation actuelle l'Iran n'avait plus les moyens de continuer la guerre.

Deux jours plus tard, l'hodjatoleislam Rafsanjani, qui est le représentant de l'imam au Proche-Orient, a déclaré au Conseil supérieur de défense, informait le guide de la révolution que, après l'échec de l'« irangate », il était de plus en plus difficile de se procurer des armements. Cette double démarche était d'autant plus significative qu'elle était faite au nom du directeur occulte de cinq membres, une sorte d'état-major de crise qui se réunit presque quotidiennement depuis près de six mois, et qui comprend, outre M. Rafsanjani et Mousavi Ardebili, le président Khomeini, le chef du gouvernement M. Mir Mousavi, et le tout-puissant fils de l'imam, Ahmed Khomeini.

Cette belle unanimité — une fois n'est pas coutume — n'a apparemment pas réussi à ébranler l'imam Khomeini, qui a fait savoir à ses interlocuteurs qu'il n'existant pas d'autre solution que la poursuite de la guerre. « Il nous faut », a-t-il dit, « une paix victorieuse, c'est-à-dire la chute de Saddam Hussein. Si nous n'étions pas capables de réaliser cet objectif, rien ne nous n'a d'autres choix que de prendre la relève ». Cette prise de position catégorique que personne à Téhéran n'est en mesure de contester ne facilitera pas la tâche des dirigeants actuels, qui se trouvent confrontés à une mission impossible : assainir l'économie du pays, tout en poursuivant une guerre de plus en plus coûteuse.

JEAN GUEYRAS.

#### La guerre du Golfe

### Le plan américain de protection des pétroliers koweïtiens a été sérieusement critiqué au Congrès

Washington (AFP, Reuters). — L'administration américaine a justifié, mardi 16 juin, sa décision d'assurer la protection des pétroliers du Koweït naviguant dans le Golfe, en faisant valoir que toute « inaction » aurait entraîné le risque d'une escalade des menaces iraniennes contre les pays neutres du Golfe. Selon la version expurgée d'un rapport secret transmis jeudi au Congrès et rendu public mardi par M. Weinberger, le secrétaire à la Défense, les forces américaines « opérèrent conformément aux ordres stipulant que tout navire ou appareil aérien en position de tirer une missile, lâcher une bombe ou utiliser son artillerie sera considéré comme manifestant une intention hostile ». Les forces américaines seront alors autorisées à se défendre et à protéger les navires de commerce battant pavillon américain avec la force nécessaire pour « neutraliser » la menace.

M. Weinberger a déclaré que les risques encourus à cette occasion par les navires américains étaient « modérés ». Il a précisé que trois navires du golfe américain seraient envoyés en renfort dans le Golfe.

Malgré ces propos bénins, le plan gouvernemental de protection

des pétroliers koweïtiens devant passer sous pavillon américain a été soumis à un feu roulant de critiques au Congrès. « Le plan gouvernemental est mal ficelé et estimé le leadership de la majorité démocrate au Sénat, M. Robert Byrd. Il est clair que le gouvernement n'a pas pris en compte tous les risques pour les forces américaines ».

Le chef de la minorité républicaine à la chambre haute, M. Robert Dole, a été à peine moins sévère. « Je pense qu'il existe une certaine confusion au sujet de la politique dans le golfe Persique. Il n'existe pas de consensus à ce propos au sein des Républicains, et le gouvernement doit faire un meilleur travail d'explication », a-t-il dit peu après avoir déjeuné avec M. Reagan. Pour M. Clairborne Pell, président (démocrate) de l'influence commission des affaires étrangères du Sénat, le plan gouvernemental de protection des navires koweïtiens « a toutes les chances de nous entraîner dans la guerre » entre l'Iran et l'Irak. Selon M. Pell et Byrd, l'initiative de Washington a essentiellement pour objectif de gagner les faveurs des pays arabes modérés qui sont déçus par les ventes d'armes américaines à l'Iran.

### La détention des otages allemands au Liban

## La cellule de crise se réunit à Bonn pour décider du sort de Mohamed Hamadei

BONN  
de notre correspondant

La cellule de crise constituée en janvier après l'enlèvement à Beyrouth des deux Allemands de l'Ouest Rudolf Cordes et Alfred Schmidt devait se réunir le mercredi 17 juin au plus haut niveau à la chancellerie à Bonn. Outre les ministres des affaires étrangères, de l'Intérieur et le ministre à la chancellerie, M. Wolfgang Schäuble, chargé de coordonner l'action du gouvernement, le chancelier Kohl avait demandé aux leaders des trois partis de la majorité et du parti social-démocrate de prendre part aux délibérations.

L'objectif de la réunion était, selon les informations non confirmées rapportées ces derniers jours par les agences de presse, de décider de la marche à suivre avec Mohamed Hamadei, le présumé terroriste libanais incarcéré depuis janvier à Francfort. Hamadei, qui vivait jusque-là tantôt au Proche-Orient, tantôt en RFA où il avait une fille, avait été arrêté le 13 janvier dernier à l'aéroport de Francfort alors qu'il transportait avec lui de l'explosif liquide. Il est accusé par les Américains, d'avoir participé en 1985 au détournement sur Beyrouth d'un appareil de la TWA, opération au cours de laquelle un plongeur de l'armée américaine, Robert Steinhilber, avait été froidement assassiné.

L'arrestation d'Hamadei, dont la famille serait liée en Hezbollah, avait été suivie de l'enlèvement à Beyrouth de deux Allemands de l'Ouest, M. Cordes et Schmidt, puis de l'arrestation à l'aéroport de Francfort d'un de ses frères, Abbas. Résidant en Sarre, Abbas Hamadei, qui est de nationalité ouest-allemande, avait livré à la police une cache d'explosifs située non loin de la frontière française. Les renseignements obtenus au cours de l'enquête avaient également permis à la police française d'opérer un coup de filet dans les milieux islamiques à Paris.

Au cours des négociations menées par le gouvernement allemand avec l'intermédiaire, notamment, du gou-

vernement iranien, est apparu le principal objectif des ravisseurs de M. Cordes et Schmidt, qui semble avoir été d'éviter une extradition de Mohamed Hamadei vers les Etats-Unis et d'obtenir que celui-ci ne soit jugé en RFA que pour le délit relativement mineur de détention d'explosif.

#### Moyen terme

« Soumis à d'importantes pressions américaines — tout récemment encore lors du sommet de Venise, — le gouvernement ouest-allemand semblait ces derniers jours s'orienter vers un moyen terme. Hamadei ne serait pas extradé, mais serait jugé en RFA pour sa participation présumée au détournement de l'appareil de la TWA. La législation ouest-allemande permet, en effet, d'engager des poursuites contre les auteurs d'un détournement, même si la RFA n'y est pas impliquée ».

Avant de prendre sa décision, le gouvernement ouest-allemand avait d'abord tenté de faire une confrontation discrète, lundi, à Wiesbaden, entre Hamadei et plusieurs passagers de l'appareil de la TWA qui auraient été amenés tout spécialement des Etats-Unis.

Bien que le gouvernement, qui observe un silence total sur l'affaire, se soit refusé à toute confirmation, les agences de presse croyaient savoir, mardi, qu'Hamadei aurait été formellement reconnu par plusieurs des passagers.

HENRI DE BRÉSSON.

● ISRAËL : explosion d'une voiture piégée à l'est de Tel-Aviv. — L'explosion d'une voiture piégée mardi après-midi 16 juin dans la ville de Petah-Tikva, à l'est de Tel-Aviv, a fait un mort, apparemment l'horreur qui s'est produite la charge explosive à bord du véhicule. La responsabilité de cet attentat a été revendiquée par les « Forces 17 », organisation militaire du Fatah, principale composante du OLP, dans un coup de téléphone à une agence de presse internationale à Jérusalem. (AFP).

## Diplomatie

### A la conférence de Genève sur le désarmement

### La France précise sa position sur les armes chimiques

La France a proposé, mardi 16 juin, à la conférence de l'ONU sur le désarmement, le maintien de « stocks de sécurité limités, homogènes et vérifiables » pendant les dix ans qui suivront l'entrée en vigueur d'une éventuelle convention banissant les armes chimiques.

Intervenant devant la conférence, le représentant de la France, M. Pierre Morel, a souligné la nécessité de maintenir « un équilibre de sécurité » pendant la période de destruction des stocks existants et estimé qu'une éventuelle convention ne devra pas être, « à l'image du traité de non-prolifération, un traité de désarmement des pays désarmés, exigeant le maintien de l'armement des uns et le désarmement des autres ». La France, a encore dit M. Morel, reste favorable à l'élimination totale des armes chimiques, mais en attendant qu'un accord général ait lieu, elle s'est réservée le droit de se doter, dans sa loi de programmation militaire, d'une « capacité dissuasive appropriée ».

Cette document français suggère que les stocks de sécurité, « à vocation purement défensive », soient fixés à un niveau très bas, tout en conservant une signification militaire, c'est-à-dire entre 1 000 et 2 000 tonnes. Ces stocks seraient soumis à un régime spécifique inchangé jusqu'à la huitième année, pour être détruits par étapes au cours des deux dernières années de la période décennale. Pour faciliter le contrôle, le nombre d'emplacements pour ces stocks serait limité à cinq ; ils ne seraient pas publiquement identifiés, mais communiqués sous enveloppe scellée aux organes de surveillance de la convention. Le document français suggère encore qu'il n'y ait plus qu'une seule installation de production d'armes chimi-

ques par pays, installation qui serait détruite à la fin de la décennie.

La vérification des stocks se fonderait, pendant les huit premières années, sur le principe de l'inspection par des équipes internationales sur place, dans un très bref délai, en cas de soupçons d'activités interdites.

#### Le problème des Pershing-1 allemands

Tandis que, toujours à Genève, les Etats-Unis proposent officiellement à l'URSS, mardi, un accord sur les croquis selon l'option « double zéro » (liquidation de tous les ogives de portée entre 500 et 5 000 kilomètres), à Moscou le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a vivement critiqué, nous rapporte notre correspondant, le demande ouest-allemand de laisser les soixante-dix Pershing-1 appartenant à la Bundeswehr à l'écart d'un accord soviéto-américain.

Cette demande « viendrait en tel accord de toute substance », a dit M. Guerasimos, qui a ajouté : « Les Etats-Unis demeurent les propriétaires des ogives montées sur les Pershing-1A et conservent le contrôle de ces missiles. Les ogives ne peuvent en aucun cas être des « armements de pays tiers » et, par conséquent, il faut les considérer comme des ogives américaines susceptibles de destruction ». Le porte-parole a, enfin, agité une menace : « En théorie, les alliés de l'Union soviétique au sein du traité de Varsovie pourraient demander à l'URSS de laisser sur leur territoire des missiles SS-12 à mesure à leur disposition et de fournir des ogives nucléaires soviétiques pour ces missiles ».

**le boom 87!**  
*la*  
**405 PEUGEOT**

Venez la baptiser dès le 18 juin au MUMM Cordon Rouge chez **NEUBAUER**

qui sera ouvert exceptionnellement samedi 20 et dimanche 21 de 8 à 18 heures

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

**L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE EST-IL LE MEILLEUR ?**

Le Monde **L'ÉDUCATION**

NUMÉRO DE JUIN EN VENTE PARTOUT

دعوات الراسل

Le contrôle du budget social de la nation par le Parlement

Le « hara-kiri » de M. d'Ornano

La proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), qui, à l'origine, prévoyait d'autoriser le Parlement à contrôler étroitement le budget social de la nation, sera examinée à l'Assemblée nationale, le jeudi 18 juin, avec le projet Séguin sur le financement de la Sécurité sociale.

Tout est perdu, for l'hommeur ! M. Michel d'Ornano s'apprête à se faire « hara-kiri ». Sa proposition apparaît bien noir sur blanc à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en même temps que le projet Séguin. Mais, au regard de l'ambition originelle de ce texte, il n'est pas de constater que le dispositif paraît bien diaphane après la cure d'amalgamation que la commission des finances a pratiquement vidé de l'essentiel de sa substance.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, M. d'Ornano a accepté de se faire « hara-kiri ». « Mon projet sera globalisé. Je suis ouvert à un grand nombre d'amendements », expliquait-il mardi après-midi dans les couloirs de l'Assemblée nationale. L'ancien ministre giscardien s'est défendu de donner corps, par ce recul, aux « procédés d'intention » qui voulaient le faire passer, lui, « un libéral », pour un tenant de l'étatisation de la Sécurité sociale et un partisan du court-circuitage des partenaires sociaux.

Mais, compte tenu du climat social, un peu lourd ces derniers temps, notamment après l'adoption à l'Assemblée de l'amendement Felchat-Lamassoure sur la grève dans la fonction publique, le président de la commission des finances a préféré se montrer réceptif aux arguments du groupe RPR et du ministre, Philippe Séguin, qui jugeait sa proposition inopportune sur le plan politique au moment où le gouvernement engageait la concertation au sein des États généraux de la Sécurité sociale.

Mardi matin, le bureau du groupe RPR avait renouvelé son hostilité à la discussion de la proposition d'Ornano. Le député UDF a donc cédé, sans se demander, dans son for intérieur, si le gouvernement ne lui avait pas opposé des arguments de circonstance pour éviter, une fois de plus, que le Parlement vienne mettre son nez dans le

Après son passage devant la commission des lois, ne devrait, en effet, subsister qu'un dispositif léger prévoyant l'examen et le vote chaque année par le Parlement d'un rapport du gouvernement relatif aux comptes prévisionnels de la Sécurité sociale. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Séguin, a finalement gagné au finish ce match arbitré par Matignon.

contrôle du budget social de la nation.

Le problème posé par la proposition d'Ornano avait été longuement évoqué au cours du traditionnel déjeuner du mardi qui rassemble à Matignon les chefs de la majorité. Ayant pris la mesure des réactions syndicales (notamment de la CFDT) qui faisaient de cette affaire un inacceptable casus belli, le premier ministre ne souhaitait pas charger une barque sociale déjà bien lestée.

Une version expurgée

Il restait à trouver le biais adéquat pour donner satisfaction à M. Philippe Séguin, sans pour autant avoir l'air d'infliger à l'allié UDF un camouflet public. Et ce d'autant que, dans un premier temps, M. Chirac avait arbitré en faveur de M. d'Ornano. L'intéressé ayant accepté de faire machine en arrière, il fallait que Matignon concocte un communiqué pour bien cadrer les choses.

Deux projets ont été préparés dans l'après-midi : l'un, assez sec pour M. d'Ornano, par M. Séguin ; l'autre, nettement plus conciliant, par M. Marie-Hélène Bérard, conseiller à Matignon pour les affaires sociales. Dans ce dernier projet, l'expression « loi de finances sociales » était utilisée à propos de la proposition d'Ornano. Au même moment, à l'Assemblée, le député UDF résumait vigoureusement cette expression.

C'est à M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, qu'est revenu le soin de lire mardi soir à la sortie de la conférence des présidents le communiqué de synthèse. M. Rossinot devait expliquer que la proposition d'Ornano, version expurgée par la commission des lois, ne serait examinée qu'en première lecture pendant

cette session. Son adoption définitive ne pourra intervenir qu'après la tenue des États généraux.

« Cette lecture ne constitue pas une intervention de l'État dans le fonctionnement des régimes sociaux, comme on aurait pu le penser », a précisé M. Rossinot. Et cette discussion « ne saurait en rien préjuger de la consultation des États généraux ». Pour que les choses soient bien claires, le ministre, M. Séguin, prendra la parole longuement jeudi, en début de débat. Le projet Séguin et la proposition d'Ornano seront soumis ensuite à une discussion générale commune. Puis les députés voteront le texte du gouvernement et ensuite celui du député UDF.

De leur côté, les députés socialistes, tout en étant favorables au principe du contrôle des dépenses sociales par le Parlement, n'ont pas l'intention de soutenir la proposition d'Ornano. « Il existe des contradictions internes dans la majorité (...), une sorte de guérilla sur la façon dont les projets lui sont soumis. Notre problème n'est pas d'entrer dans le jeu de ces discussions », a précisé le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Anciant.

P. S.

(1) Lorsqu'il s'agit d'une proposition de loi, les députés en séance publique sont saisis des conclusions de la commission qui l'a examinée et non du texte de départ.

Première réunion de la « commission Nucci »

Le rapporteur, M. Fanton (RPR), s'oppose aux auditions de MM. Pasqua, Aurillac et Chaliel

Réunis pour la première fois sous la présidence de M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), le mardi 16 juin, les quinze membres de la commission chargée d'examiner l'avenir éventuel de M. Nucci devant la Haute Cour de justice (six PS, quatre RPR, trois UDF, un PC, un FN) ont élu M. André Fanton (RPR, Calvados) comme rapporteur. Les difficultés ont commencé quand il a fallu mettre au point l'organisation des travaux.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, a demandé l'audition de M. Yves Chaliel et de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. M. Georges Hage (PC,

Nord) a souhaité entendre M. Charles Pasqua. M. Fanton a déclaré qu'il n'en était pas question.

Il a expliqué que les éléments en possession des commissaires (le réquisitoire du parquet et l'ordonnance du juge d'instruction concluant tous les deux que seule la Haute Cour pouvait juger l'ancien ministre socialiste pour les délits dont il est soupçonné) étaient suffisants pour leur information, sans que la moindre audition soit utile. Il a toutefois accepté que le principal intéressé, M. Nucci, soit entendu « par courtoisie ».

Le PS, s'étonnant de ne pouvoir disposer au moins du dossier pénal pour vérifier les attendus des décisions de justice, M. Fanton a fait remarquer que ce dossier était couvert par le secret de l'instruction. Il a ajouté que la commission de l'Assemblée nationale n'était pas chargée d'instruire le dossier au sens pénal du terme, mais simplement de déterminer si les faits reprochés sont justiciables de la Haute Cour. L'instruction proprement dite sera, éventuellement, le fait d'une commission de cinq magistrats de la Cour de cassation.

Les socialistes ont encore protesté et ont quitté la salle avant le vote sur l'organisation des débats.

Furieux, M. Joxe assurait dans les couloirs que « cela ne se passerait pas comme ça ». Il a rappelé que la proposition « porte mise en accusation » et que l'on ne peut accuser sans avoir sérieusement examiné le dossier. « On procédait ainsi sous le III<sup>e</sup> République », affirmait, pour sa part, M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures.

L'attitude de la majorité est curieuse, aussi fondée qu'elle soit en

droit. En refusant des auditions, elle semble vouloir empêcher tout débat en commission. Mais, en renvoyant la suite de ses travaux à la semaine suivante, elle rend difficile un vote dans l'hémicycle avant la fin de la session ordinaire, le 30 juin à minuit, et, en tout cas, pratiquement impossible un vote conforme par les deux Chambres du Parlement avant l'état sur la mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice. Souhaite-t-elle relancer l'affaire à l'automne ?

La majorité ne se presse pas plus pour l'autre versant du dossier. Ce n'est que le mercredi 24 juin que le bureau de l'Assemblée nationale examinera la nouvelle demande socialiste de Haute Cour pour M. Charles Pasqua et celle visant M. Robert Pasquaud.

THIERRY BRÉHIER.

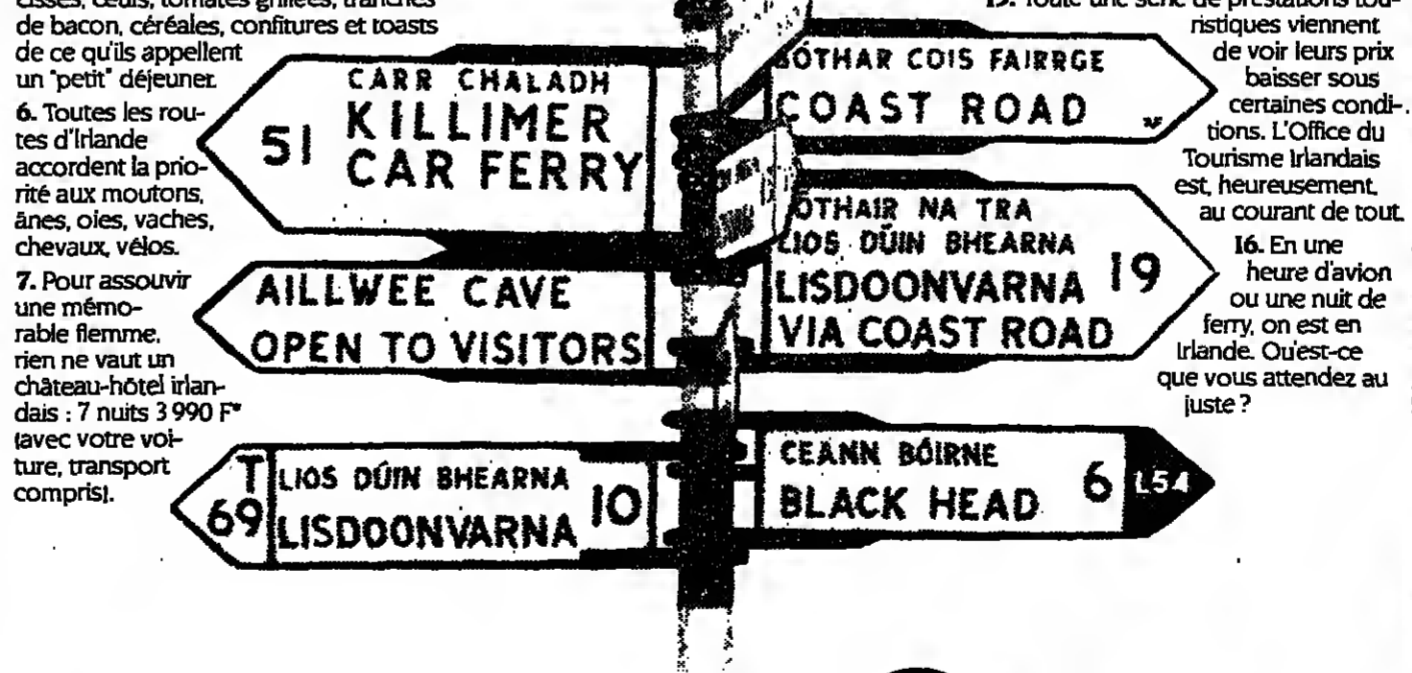
● L'avocat de M. Nucci récusé. — M. Francis Spinar, avocat de M. Christian Nucci dans l'affaire du Carrefour du développement, proteste contre le fait que quatre des signataires de la proposition de résolution portant mise en accusation de l'ancien ministre de la coopération devant la Haute Cour de justice sont aussi membres de la commission chargée, à l'Assemblée nationale, d'examiner cette proposition. « S'ils ont la volonté de rendre véritablement la justice, ils doivent se récuser eux-mêmes », estime-t-il.

Ces quatre députés sont MM. Jean-François Deniau (UDF, Cher), Michel Hamois (UDF, Var), Albert Marry (UDF, Tam) et Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines).

Ne rêvez plus de l'Irlande.

Voici 16 raisons conminatoires pour y aller tout de suite.

- 1. On compte 150 plages, au bas mot, en Irlande. En été, la densité moyenne y est de 1000 oiseaux, 2 vaches et 1 humain.
2. Pour 1490 F\* A.R. environ, vous êtes en Irlande avec votre voiture. Chaque jour, un car-ferry direct relie la France à l'Irlande.
3. Il pleut moins à Dublin qu'à Biarritz. Mais personne ne le croit, même pas à Dublin.
4. L'aller et retour avion démarre à 2080 F. Mais, bien plus malin, avec 2415 F\*, vous avez l'avion et une voiture de location pendant 6 jours.
5. 450 fermes irlandaises vous accueillent pour 88 F environ la nuit, plus les saucisses, œufs, tomates grillées, tranches de bacon, céréales, confitures et toasts de ce qu'ils appellent un « petit » déjeuner.
6. Toutes les routes d'Irlande accordent la priorité aux moutons, ânes, oies, vaches, chevaux, vélos.
7. Pour assouvir une mémoire flemme, rien ne vaut un château-hôtel irlandais : 7 nuits 3990 F\* (avec votre voiture, transport compris).
8. L'Irlande n'est qu'un gigantesque terrain de golf : pour 55 F vous avez une leçon, pour 75 F vous faites un parcours. Et pour 5615 F\* vous avez le grand jeu : l'avion, la voiture de location, 7 nuits d'hôtels somptueux et 4 green fees.
9. Un arbre gigantesque pousse en plein milieu de la rue principale de Castle-townshend. Pourquoi pas ?
10. Pour 2530 F\*, si vous partez en ferry avec votre voiture, vous passez 7 nuits dans les fermes de votre choix (3 780 F\* pour des hôtels). La même chose si vous partez en avion avec une voiture : de location : 3 320 F\* (4150 F\* pour les hôtels).
11. Un chef de gare irlandais a vraiment dit : « Au bon avoir deux horloges dans la gare si c'est pour qu'elles indiquent toutes deux la même heure ? ».
12. Une ribambelle de restaurants affichent des menus touristiques à 49 et 67 F env. Un « snack » dans un pub : 20 F.
13. Une des façons les plus économiques de passer des vacances en Irlande est d'y louer un cottage. Environ 2000 F la semaine pour un cottage de 4/5 personnes. Tourbe en sus.
14. Dans le sud-ouest de l'Irlande, une espèce de pétanque itinérante bloque parfois les routes quand deux villages décident de s'affronter. On a vu pire.
15. Toute une série de prestations touristiques viennent de voir leurs prix baisser sous certaines conditions. L'Office du Tourisme Irlandais est, heureusement, au courant de tout.
16. En une heure d'avion ou une nuit de ferry, on est en Irlande. Ou est-ce que vous attendez au juste ?



Irish Continental Line 8 rue Auber, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. 42 66 90 90. Aer Lingus 47 avenue de l'Opéra, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. 47 42 12 50. ou votre agent de voyages. Office National du Tourisme Irlandais - 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris - Tél. 42 64 84 26.

Patronat et syndicats unanimement hostiles

Patronat et confédérations de salariés ont vigoureusement protesté contre la proposition de « loi organique » de M. d'Ornano qui, selon eux, aboutirait à une « étatisation » de la Sécurité sociale. Le patronat n'a pas été le moins engagé, puisque c'est à l'initiative d'un représentant du CNPF que les administrateurs de la Caisse nationale d'assurance maladie des salariés (CNAAMTS), qui examinent en commission le projet de décret relevant de 0,4 point la cotisation d'assurance-maladie dans le cadre des « mesures d'urgence » pour 1987 et 1988, ont, à l'unanimité, « élevé une vive protestation » contre la proposition de loi d'Ornano et demandé au gouvernement qu'elle ne soit pas inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Pour M. Paul Marchelli, président de la CGC, dans une interview au Figaro du 16 juin, la « logique de l'Etat responsable de tout est condamnable (...) Il est tout de même paradoxal que l'on pérennise et que l'on accentue le rôle de l'Etat alors que, par ailleurs, on tient un discours général de moins d'Etat ».

Au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, a qualifié cette proposition de « initiative surprenante » : « le financement du régime général à 90 % par des cotisations assises sur les salaires et prélevés à la source est pour lui « difficilement compatible avec un contrôle du Parlement » : « Si nous continuons à payer et que les autres gèrent, non ! », a-t-il lancé.

De son côté, la CFDT, qui, comme la CFTC, avait annoncé qu'elle ne participerait pas aux États généraux de la Sécurité sociale si l'amendement d'Ornano était adopté, avait souhaité rencontrer les présidents des deux Assemblées « pour leur demander de rétablir le principe de décision parlementaire digne de notre état de droit ».

Le centre gauche veut s'élargir en se... séparant

Les deux branches de la famille radicale de gauche organisent désormais des manifestations séparées. Le MRG, et son président M. François Doubin, ont envisagé, lors d'une rencontre à Nantes, un rapprochement avec d'autres formations du centre gauche. MM. Michel Crépeau et Roger-Gérard Schwartzenberg, qui ont pris leurs distances avec une formation dont ils sont présidents d'honneur, ont tenu à Paris le premier colloque de Libertés pour demain, mouvement qu'ils ont lancé le 21 mars dernier.

La Nouvelle Alliance, réunis le samedi 13 et le dimanche 14 juin, a permis de poser les premiers jalons d'une coordination. « Les premiers éléments d'une plateforme commune sont acquis », a affirmé M. Doubin, avant de préciser que ces grandes lignes devraient être entérinées par chaque partenaire. Quant à l'élection présidentielle, les participants sont convenus de ne pas soutenir un candidat qui ne s'engagerait pas « à sortir au lendemain du scrutin de la mouvance dont il est issu pour devenir l'homme de la nation entière et pour former une majorité élargie sans confondre les extrêmes ». Pour M. Hamon, qui résumait cette position et qui n'a pas exclu l'éventualité d'une candidature de M. Doubin, le choix de l'Alliance ne se fera pas avant la fin de l'année.

A. Ch.

Le débat de politique étrangère

M. Giscard d'Estaing et M. Dumas pressent le gouvernement de préparer l'Europe de 1992

Le premier débat de politique étrangère de cette législature a été pour l'essentiel consacré, mardi 16 juin à l'Assemblée nationale, au dossier européen et à celui du désarmement. Les problèmes posés par l'endettement des pays du tiers-monde ont également été évoqués.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a prononcé un discours très dense de près de cinquante pages, faisant le point sur la politique française dans tous les compartiments internationaux. Le débat, qui s'est poursuivi

tard dans la nuit, s'est déroulé dans un climat serein, presque studieux. Si, sur l'Europe, des convergences certaines ont rapproché le président de la commission des affaires étrangères, M. Valéry Giscard d'Estaing, et son prédécesseur à ce poste, l'ancien ministre socialiste Roland

Dumas, des divergences tout aussi claires ont opposé sur le dossier du désarmement le responsable de la diplomatie française à M. Alain Peyrefitte, député RPR. Quant à M. Michel Debré, il a manifesté son habituel scepticisme devant les chances de la France de trouver son salut dans l'Europe.

« Mobilité ». Pour M. Raimond, ce mot caractérise, à lui seul, la situation internationale en ce mois de juin 1987. C'est vrai, a-t-il dit, pour les relations Est-Ouest, le Proche-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine et le Pacifique sud. Face à ce mouvement qui, dans les relations Est-Ouest, est, pour l'instant, essentiellement, voire exclusivement, le fait des Soviétiques, le ministre des affaires étrangères a appelé les Européens à se mettre à leur tour en marche pour « sortir de la logique soviétique et rétablir les vraies priorités du désarmement ».

A l'exception des députés communistes, ce point de vue a été partagé par les autres orateurs, qui ont souligné, sur le dossier du désarmement, l'Europe avait semblé piégée, le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, gardant toujours la main. « Après une période de discussions intenses entre les alliés, il s'agit pour les pays de l'alliance de recadrer leur approche de la maîtrise des armements et de cesser de définir cette dernière un peu trop exclusivement par rapport à la logique soviétique ou aux échéances de politique intérieure ». En outre, la constitution à l'horizon de 1992 d'un grand espace économique et social de 320 millions d'Européens doit être également, selon M. Raimond, un stimulant supplémentaire pour que l'Europe sorte de sa torpeur.

Après la décision des Européens de répondre positivement à l'option double zéro (missiles intermédiaires et missiles à plus courte portée, de 500 et 1 000 kilomètres-SRINF), M. Raimond a affirmé à la tribune que l'hypothèse d'une option triple zéro, qui concernerait cette fois les missiles d'une portée de moins de

500 kilomètres, était « formellement écartée par le chancelier Kohl ». Il s'agirait plutôt de parvenir, dans ce domaine, « à des plafonds égaux, à des niveaux réduits », a précisé le ministre.

« Des interlocuteurs pragmatiques »

S'agissant du récent voyage effectué par le premier ministre, M. Jacques Chirac, à Moscou, le ministre des affaires étrangères a affirmé que M. Chirac avait eu en face de lui « des interlocuteurs pragmatiques qui ne recourent qu'exceptionnellement à l'idéologie, qui se prêtent à une discussion rapide et synthétique et souhaitent, de toute évidence, faire de leur pays une puissance industrielle de pointe dans tous les domaines et pas seulement dans celui des applications militaires (...). Souhaitons mobiliser les énergies (M. Gorbatchev) et pris dans le domaine des droits de l'homme certaines initiatives (...). Autant de faits qui ont eu pour nous un poids important et qui nous ont permis de constater que le dialogue est, dans le domaine des droits de l'homme, nous voulons le croire, suivies de bien d'autres ».

« Conduite avec réalisme et continuité, la politique du gouvernement s'inspire des principes fondamentaux qui ont fait la grandeur de notre pays : le souci de l'indépendance, la solidarité avec nos alliés, la fidélité à nos engagements dans le monde, et notamment en Afrique », a conclu le ministre.

S'agissant de l'Europe, on a pu voir resurgir dans l'hémicycle la ligne de fracture qui, lors de la discussion de l'Acte unique européen, avait séparé les giscardiens et les socialistes des RPR débrétistes. Le

président de la commission des affaires étrangères, M. Giscard d'Estaing, et le député socialiste Roland Dumas, ont manifesté tous deux leur souci de voir la France préparer activement le rendez-vous de 1992. Ils ont regretté que le gouvernement fasse preuve, peu en proie, de pusillanimité. M. Giscard d'Estaing a exprimé en langage diplomatique ce que M. Dumas a exprimé en termes plus crus.

Tout en prenant bonne note de la volonté affichée par les gouvernements français et allemand, M. Giscard d'Estaing a estimé que l'on ressentait ici ou là « des doutes qui se résument dans la formule : « Cet in pergit nussi un freinage. Ces doutes et ce freinage tiennent au fait que, dans le convoi européen, l'ordre des voitures est inversé : les wagons sont en tête et la locomotive en queue ! On trouve, de l'avant à l'arrière : l'opinion publique, notamment les jeunes, puis les milieux économiques et, enfin, les milieux politiques et administratifs, partant entre le scepticisme et le désir de protéger leurs pouvoirs ». « Pour soutenir votre volonté politique, appuyez-vous sur le Parlement », a lancé le député du Puy-de-Dôme au ministre, déclenchant les applaudissements des députés de la majorité.

M. Giscard d'Estaing a également regretté que l'Europe se soit présentée en ordre dispersé face aux Soviétiques et a souhaité que, l'avenir, le gouvernement fasse en sorte qu'avec ses partenaires européens « la concertation précède la réponse ».

« La sécurité de la France est appelée à se distinguer de moins en

moins de celle de ses partenaires de la Communauté, et en particulier du plus important d'entre eux, l'Allemagne fédérale », a ajouté l'ancien chef de l'Etat. La mise en place de l'espace unique européen rend irréaliste, à terme, la survie libre et indépendante de notre pays au milieu de nos partenaires dont les territoires seraient occupés. M. Giscard d'Estaing a aussi rappelé que la France devait prendre en compte la sensibilité au nucléaire de l'opinion publique allemande.

M. Debré se désarme pas

Regrettant pour sa part l'absence dans ce débat de M. Chirac, M. Dumas (PS, Dordogne), a déploré lui aussi le manque de cohérence de l'Occident face à l'Union soviétique : « L'Europe a laissé passer une occasion d'émerger de belle façon dans une discussion qui la concerne au premier chef ». L'ancien ministre socialiste a ironisé sur la cacophonie du gouvernement Chirac au sujet des propositions de M. Gorbatchev. Contrairement à ce qu'a affirmé M. Raimond, le député socialiste a estimé, per silleas, que l'option triple zéro était souhaitée par l'Allemagne fédérale, « pas par nous ! », a-t-il rappelé. « La France, et la France seule, peut lancer une grande concertation sur la sécurité en Europe. Elle ne peut se faire que sous l'égide et la conduite du président de la République. Nous oublions pas que c'est le défaut de concertation qui a réveillé les craintes d'une dérive de la République fédérale d'Allemagne vers la création d'une zone désarmée au centre du Vieux Continent. C'est avec la RFA que doivent commencer les consul-

tations sérieuses, comme cela fut le cas lors du sommet franco-allemand de février 1986 », a ajouté l'ancien ministre socialiste.

Quant à la volonté du gouvernement de faire avancer l'Europe, elle est apparue à M. Dumas comme davantage marquée par un souci électoraliste que par une ferme volonté. « Le gouvernement gère au jour le jour l'acquis européen (...). Une certaine nonchalance quant à l'acceptation de la date de 1992 rend les choses plus difficiles (...). Le ministre délégué aux affaires européennes ne donne l'impression souvent d'être mis en selle comme si l'on redoutait le zèle de sa jeunesse et la contagion de sa foi européenne. » « Merci pour mon zèle. Quant à ma tutelle, elle me paraît bien légère », a répondu le ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Bernard Bosson. « Mais c'est vrai, a-t-il ajouté en regardant M. Dumas, que vous êtes jeune depuis plus longtemps que moi... De plus, le ministre a estimé que c'était faire « une mauvaise querelle » an gouvernement que lui reprocher de ne pas faire avancer la France vers 1992. « Le mouvement doit partir de la base, des entreprises. Mais si on ne cesse de dire que rien n'avance, le doute va effectivement s'instiller », a-t-il prévenu. « La voix de l'Europe est presque inaudible, a protesté quant à elle M. Lehoucq, ancien ministre socialiste des affaires européennes. Que faites-vous pour renforcer l'expression politique de l'Europe ? »

M. Michel Debré, lui, n'a pas désarmé. Il se, so il de son intervention, brandit les thuriferaires de l'Europe : « une orbère espagnole » — un moment où la France

Les Arméniens se mobilisent pour obtenir de l'Assemblée européenne la reconnaissance du génocide de 1915

La communauté arménienne est en émoi. Six années d'efforts de quelques représentants socialistes et d'un régionaliste belge, avec l'appui des communistes, vont aboutir à ce que l'Assemblée européenne soit saisie en séance plénière, le 18 juin prochain, de la question arménienne, c'est-à-dire du refus de la Turquie de reconnaître le génocide perpétré sous l'autorité du gouvernement turc « Yürs d'Enver » Paçha, en 1915, contre ce peuple.

Après la brèche ouverte dans le silence des instances internationales par le rapport de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, en août 1985, qui classait les massacres de 1915 parmi les génocides, les Arméniens vont remporter une victoire plus décisive si la Turquie, candidate à la CEE, se voit opposer par les représentants des Douze, entre autres conditions préalables, celle de se mettre en règle avec son passé ?

Rien n'est moins sûr. Si elle a franchi les étapes du travail en commission, la résolution présentée sur le rapport de M. Jaak Vandemeulebroeck, membre du groupe Arc-en-ciel de l'Assemblée européenne, a été sérieusement édulcorée, le terme de « génocide » ayant été remplacé, dans le texte, par ceux de « tragédie » et d'« injustice », sur la base d'amendements présentés par des socialistes allemands. Il est vrai que, depuis la position prise le 22 avril par le bureau exécutif du PS français, lequel est intervenu auprès des ses homologues européens, les deux

représentants socialistes les plus attachés à cette question, MM. Henri Saby (France) et Ernest Gilme (Belgique), ont obtenu, le jeudi 4 juin, l'accord de l'ensemble du groupe sur quatre amendements qui visent à réintroduire la notion de génocide dans la résolution.

Soutenu par les socialistes et par les communistes, le retour au texte initial de la résolution l'est aussi par les représentants grecs et par certains membres d'autres groupes de l'Assemblée. Hommage a été rendu, au cours d'une réunion qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes, jeudi soir, à Paris, à M. Pierre Vanlerberghe, chef de la délégation des représentants du CDS au sein du groupe PPE, ainsi qu'à M. Alfred Conte-Floret, qui siège parmi les représentants du RPR au groupe des démocrates européens, et à M. Alain Marié, responsable du RPR. « Il est très important, a dit M. Gilme, de ne pas considérer le problème en termes d'affrontement entre la gauche de l'Assemblée et le centre ou la droite, ni comme une expression du différend gréco-turc ».

En revanche, l'attitude de M. Simeux Veil, président du groupe libéral, a été dénoncée par le porte-parole du Comité de défense de la cause arménienne (CDCA), proche du Parti socialiste arménien), M. Ara Kérorian, et par celui de Solidarité franco-arménienne (SFA), M. Christian Der Stéphanian. Les Arméniens espé-

raient de M. Veil, victime des persécutions antijuives de la dernière guerre, son soutien à l'Assemblée européenne, mais l'ancienne présidente de cette instance estime que celle-ci ne doit pas être appelée à trancher de questions de cet ordre, sous peine d'être dévoyée de sa fonction.

M. Der Stéphanian a critiqué aussi la position du gouvernement français qui, par la voix de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a refusé de prendre à son compte la qualification de génocide et d'exiger la reconnaissance de celui-ci par la Turquie.

Il s'agit pourtant, a dit le cinéaste Henri Verneuil, qui présidait la réunion, de la seule « sépulture morale » que leurs descendants dispersés à travers le monde, un nombre de trois cent mille en France, puissent apporter aux victimes des massacres de 1915. A côté de MM. Gilme et Saby, ainsi que de M. Pierre Franchère (PCF), M. Paul Tibbani, directeur d'Esprit, et l'écrivain Alain Finkielkraut, auteur, notamment, d'une étude sur la négation « révisionniste » du génocide juif, ont assuré les Arméniens de leur solidarité. Le 18 juin, à Strasbourg, le CDCA et SFA organiseront une manifestation pour appuyer la revendication arménienne auprès des représentants européens, qui ont tous reçu, déjà, une lettre du cbanter Charles Aznavour.

PATRICK JARREAU.

Devant les élus du RPR

M. Jacques Chirac s'inquiète de l'apparition de diplomatie régionale

La région doit être « une collectivité territoriale à vocation déterminée et à responsabilités limitées ». Deux cents conseillers régionaux du RPR, sur les quelques quatre cents élus le 16 mars 1986, qui étaient réunis pour la première fois, le samedi 13 juin à Paris, à l'initiative de M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement, ont défendu leur conception régionale, ainsi résumée par M. Didier Julia, délégué national chargé des affaires régionales.

Sans remettre en cause l'existence de quatre niveaux d'administration, M. Jacques Chirac a d'abord réaffirmé que les régions ne devaient pas « exercer une compétence tutélaire sur les collectivités locales traditionnelles, départements et communes » et a mis en garde les élus contre « le risque de multiplication inutile de échelons de gestion ». Selon M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, « la région doit prolonger l'action de l'Etat en matière d'aménagement de l'espace et d'environnement économique » et demeurer un « échelon incitatif disposant d'un budget d'investissement ».

Cette conception n'aboutit pas pour autant à « se désaffaiblir » des problèmes de gestion sur les départe-

tements qui disposent déjà d'« une tradition de gestion du portmouche », a précisé M. Paul Violet, adjoint au maire de Paris, avant d'ajouter : « La compétence de la région doit être exclusive » afin d'éviter « la dissolution des responsabilités » entre les différentes collectivités locales.

« Je dis casse-cou... »

Enfin, M. Chirac a mis en garde les élus régionaux contre « les initiatives un peu incontrôlées » qui conduisent certaines régions à « prendre des contacts avec d'autres régions d'Europe ou du monde ». « La diplomatie est un métier, a-t-il souligné. Il faut faire attention qu'ici ou là il n'y ait pas de bavure. Certaines régions multiplient aujourd'hui, parce que c'est amusant, les contacts. (...) Je dis casse-cou. Cela donne à notre politique étrangère une image totalement brouillée et nous met dans une situation de faiblesse préjudiciable aux intérêts nationaux ».

Le premier ministre a conclu en souhaitant qu'aucune initiative ne soit prise sur ce sujet, sans être concertée avec le Quai d'Orsay.

PIERRE SERVANT.

LES INVITÉS D'EUROPE 1

# GEORGES MARCHAIS

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE JEAN-PIERRE ELKABBACH

JEUDI 18 JUNE DE 8H A 9H

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT.

Politique

à l'Assemblée nationale

POINT DE VUE

La double clé franco-allemande

par Jean-Pierre Chevènement  
Membre du bureau exécutif du PS, animateur de Socialisme et République

ALLEMAGNE bouge. Les Français feraient bien de s'en souvenir. La « double option zéro » axée sur l'arme allemande un équilibre dont les effets commenceront à se faire sentir, par ondes successives.

En acceptant de supprimer, par priorité, les fusées à portée intermédiaire, dont la destination n'est pas, par principe, le territoire allemand, et on laisse subsister les autres, les Etats-Unis ne font qu'appliquer la règle non écrite qui depuis quarante ans régit le condominium des deux superpuissances : éviter à tout prix une confrontation directe entre elles. Mais le gouvernement américain est également cohérent avec l'évolution de sa propre doctrine, qui consiste à retarder autant que possible l'emploi des armes nucléaires. Ce faisant, il rappelle aussi implicitement à l'Allemagne son rôle de « objet » dans les relations Est-Ouest.

L'approbation donnée du bout des lèvres par le gouvernement allemand à la « double option zéro » manifeste sa crainte d'aller à l'encontre des vues américaines et plus encore à contre-courant de l'opinion publique allemande.

Côte à côte ou dos à dos ?

Celle-ci salua naturellement toute réduction des armements comme un pas vers la détente, condition de l'avenir d'une Allemagne étendue comme une vaste Suède au cœur de l'Europe, pont entre l'Est et l'Ouest. Qui va le comprendre ? Le rêve d'un nouveau « Drang nach Osten », pacifique cette fois-ci, et qui, en prime, apporterait à l'Allemagne, sous une forme encore mal définie, sa réunification, est aujourd'hui plus fascinant pour l'âme allemande que le « mythe américain ».

— Ce fantasme nourrit le rêve d'une dénucléarisation de l'Europe. A le double option zéro, l'opinion allemande répond ainsi par une double indécision : elle s'interroge à la fois sur le réalisme de la menace soviétique et sur la fiabilité de la protection nucléaire américaine.

De cette double indécision découle cependant, comme on pouvait le prévoir, un fait positif : la revalorisation de l'alliance française du point de vue de l'Allemagne. Ceux qui sont convaincus qu'il n'y a de défense possible de l'Europe que nucléaire souhaitent l'extension de la garantie française au territoire de la République fédérale. L'accroissement de l'engagement conventionnel de la France est — bien sûr — unanimement souhaité. L'ancien chancelier Helmut Schmidt va plus loin encore : il désire la création d'un système de défense européen autonome, se substituant à l'actuelle structure de l'OTAN et placé sous commandement français.

Dans le même ordre d'idées, j'ai été frappé de voir la sensibilité d'un homme comme Oskar Lafontaine à l'idée d'une défense européenne autonome fondée non pas sur un concept de bataille, potentiellement nucléaire, comme dans la doctrine américaine, mais sur un concept de dissuasion, seul conforme à l'intérêt européen et allemand, car seul de nature à préserver la paix sur le continent.

Une hirondelle pourtant ne fait pas le printemps. Nul ne peut oublier que, jusqu'à présent, la France et l'Allemagne ont fondé leur défense sur des principes opposés et qu'il existe en Europe de l'Ouest deux systèmes indépendants : celui de l'OTAN d'une part, le système français de l'autre. L'établissement d'un concept européen de défense autonome implique donc une transition. Elle sera longue et difficile.

Ons le dira : la France et l'Allemagne, en maints domaines, marchent plutôt dos à dos que côte à côte. Malgré l'éclat des sommets et les gestes hautement symboliques comme celui accompli par F. Mitterrand, saisissant à Verdun le main du chancelier Kohl, les avancées de la coopération franco-allemande (Airbus, par exemple) sont loin de compenser les évolutions divergentes en matière d'économie, de culture, d'opinion publique.

Depuis bientôt dix ans, notre intégration au système monétaire européen — qui n'est qu'une zone mark élargie — s'exerce sur l'économie française au puissant effet déflationniste. Notre production industrielle a stagné loin derrière celle de l'Allemagne. Notre commerce extérieur est de plus en plus déséquilibré (le déficit à l'égard de l'Allemagne représente chaque année un point de PNB). La faiblesse récurrente du franc à l'égard du mark pousse nos taux d'intérêt vers le haut, freinant ainsi la modernisation. Bien plus, pour l'instant, notre capacité de croissance est plafonnée par une croissance de l'Allemagne, qui n'eût même pas

besoin d'être forte pour réduire le chômage dans ce pays en raison de l'évolution démographique qu'il connaît. Que dire enfin de l'horizon 1992, celui du « marché unique », qui, s'il se résout au désamiantement des législations nationales et à l'ouverture aux produits américains et japonais — comme tout, hélas ! le laisse prévoir, — créera entre la France et l'Allemagne un « grand écart » tout de dangers ?

Nos opinions publiques suivent des chemins divergents, qu'il s'agisse de sécurité ou de technologie. Les « grands projets » qui restent populaires en France suscitent plus de méfiance en Allemagne : je ne pense pas seulement au nucléaire mais aussi à l'espace. Bref, la réconciliation franco-allemande a été un tel succès des années passées que l'autosatisfaction risque de nous dissimuler le vrai danger : la montée de l'indifférence, mélange d'ignorance et de vaine condescendance réciproques.

Bref, l'alliance franco-allemande ne peut se maintenir qu'en s'approfondissant. Le moment est donc venu d'une initiative française destinée à sceller la communauté de destin entre les deux peuples.

Il s'agit de fonder sur des bases solides à la fois la défense ouest-européenne et la sécurité sur notre continent. A l'époque des satellites, des fusées, des avions supersoniques et des armes nucléaires, la France et l'Allemagne, mariées de toute éternité par les liens indissolubles de la géographie, sont sur le même bateau. Il est temps que les Européens pensent à assurer par eux-mêmes leur propre défense. Ils en ont les moyens. Seule la volonté leur fait encore défaut. La vraie vocation de la force nucléaire stratégique française est de garantir le paix et la stabilité en Europe. La paix passe par la discussion, et nos intérêts vitaux ne s'arrêtent pas sur le Rhin.

Voilà un principe qui, à l'occasion de la campagne présidentielle, mériterait d'être ratifié par le suffrage universel.

Encore faut-il bien entendu que les conditions de cet engagement soient réunies :

- que l'Allemagne le souhaite ;
- que la loi entre une discussion, par nature défensive, et la sécurité européenne soit clairement établie ;
- que, si la France enfin doit accroître son engagement conventionnel en Allemagne, cela se fasse dans un cadre franco-allemand ; la unité de l'Elysée, par exemple, et non au sein d'une structure de commandement « atlantique », de plus en plus obsolète.

Un rôle de locomotive

Les Etats-Unis sont réticents : mais n'est-ce pas le temps d'édifier le second pilier de notre alliance ? Peut-on demander aux Européens de supporter la charge de leur défense s'ils n'en assurent pas la responsabilité ?

L'Union soviétique aussi verra sans doute d'un mauvais œil le ressarcement du couple franco-allemand. Mais préférerait-elle voir la France devenir une simple tête de pont américaine plutôt que l'Europe s'autonomiser progressivement ?

La France tient aujourd'hui la clé de tout progrès réel vers une défense européenne autonome. Elle doit savoir s'en servir.

Encore faudrait-il que l'Allemagne accepte, elle aussi, de jouer son rôle « européen » dans le domaine où elle-même détient la clé, celui de l'économie, en jouant le rôle de locomotive principale de la croissance européenne et en acceptant de reconnaître l'ECU comme monnaie de réserve internationale.

Une véritable initiative européenne de croissance est aujourd'hui nécessaire. Sans la double clé franco-allemande, le fusé européen restera clouée au sol.

La compte à rebours a commencé.

Seule une puissante impulsion politique pourra faire que, dans notre Europe déclinante, le pessimisme de l'intelligence recule devant l'optimisme de la volonté. Qui ne voit que l'élection présidentielle de 1988 peut être l'occasion de ce sursaut ?

« L'enjeu européen ». — M. Chevènement a participé au début du mois à un colloque organisé à Hambourg par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine, l'Institut français des relations internationales, l'Institut franco-allemand de Ludwigshurg et la Société allemande de politique extérieure. Sous le titre « L'enjeu européen », ce colloque a permis à des chercheurs et des hommes politiques de France et de RFA de confronter leurs points de vue sur l'évolution des relations entre les deux pays ; la politique de défense et de sécurité y a tenu une grande place.

# Clin d'œil

**LIQUIDATION TOTALE AVANT TRAVAUX**  
(par Autorisation Préfectorale)

**COUTURE HOMMES ET FEMMES**

BALMAIN, BALENCIAGA, CERRUTI, DIOR, ESCADA, LOUIS FERAUD, LAPIDUS, MAX MARA, SMALTO, Y.S.L., UNGARO, VALENTINO, ZEGNA

Ouvrez tous les jours de 10 h à 20 h, Dimanche inclus.

David Schiff CLUB des 10 RABAIS ENORMES

PARIS 8<sup>e</sup> : 4, RUE MARBEUF (1<sup>er</sup> ÉTAGE) N° ALMA-MARCEAU  
PARIS 8<sup>e</sup> : 58, FBG SAINT HONORÉ (1<sup>er</sup> ÉTAGE) N° CONCORDE  
ST-GERMAIN-EN-LAYE : 60 bis, RUE DE PARIS (1<sup>er</sup> ÉTAGE)  
LYON 2<sup>e</sup> : 5, RUE DES ARCHERS (1<sup>er</sup> ÉTAGE)

**SWAROVSKI Boutique**  
50, RUE DU FOUR, PARIS-8<sup>e</sup> Tél. 48-48-73-58

**SWAROVSKI** CRISTAL, BLOUX et OBJETS DÉCORATIFS HAUT DE GAMME

**cobbler chausseur SOLDES**  
à partir du 20 juin

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 43-29-02-60  
40, rue Saint-Honoré, 75001 42-33-98-48  
30, rue de Miromesnil, 75008 42-65-82-09  
14, avenue Mozart, 75016 45-47-41-46  
50, rue du Bac, 75007 42-22-52-21  
5, place des Terres, 75017 42-27-09-23  
Printemps Haussman - Parly 2 - Vélisy

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**LA MODE EN SOLDES !**

Des milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, lin, etc.

**Clin d'œil...**  
SUR LA MODE ET LA DÉCORATION

11 adresses en vogue...

— CERRUTI fait vivre la mode au simple et au quotidien en lui laissant tout son besoin d'esthétisme. Il suffit de regarder l'unité des créations ; tout s'y coordonne, couleurs et matières sont en harmonie.

— Profitez des soldes d'HEMISPHERES : vêtements traditionnels avec une petite note folklorique pour les femmes. Chemises classiques ou originales pour les hommes ; et pour chacun, pulls anglais Lemberwood ou cachemira.

— ALFI bouillonne l'art de l'associé. Ce siège insolite, inspiré de la tradition japonaise, garantit une assise naturelle et soulage votre dos. Venez l'essayer ou demander le documentation chez ALFI.

— Dans les cinq boutiques du CLUB DES 10, une griffe à votre taille. Femme élégante et femme fraîche dans les robes Pierre Balmain et les robes Christian Dior. Homme d'affaires ou de week-end, dans les costumes et ensembles Ted Lapidus et Valentino, au meilleur prix.

— COBBLER : sept boutiques à Paris et proche banlieue pour découvrir l'image d'une grande marque et une sélection d'articles.

— Nouveau à Paris : REDWAY vous propose un vaste choix de produits de luxe. Choisissez sans vous déplaire, l'objet de vos rêves en composant le 36 14 code RED. Livraison à domicile.

— La boutique SWAROVSKI vient de faire peau neuve. Son nouvel agencement présente une gamme de cadeaux en cristal : Bijoux fantaisie, joailleries, presse-papier... jeux d'échecs une idée et fête des parents.

— CHARVET, toute la mode pour elle et lui : Chemises, tailleurs, robes, coques, pyjamas. La garde-robe de votre idéal se trouve place Vendôme.

— PARINGER, créateur de meubles et de sièges table le bois et le cuir selon ses rêves et vous invite à découvrir un mode de vie qui réunit Tradition et Avant-garde.

— STEPHANE MENS : Le luxe à prix discount. La costume signé d'un nom prestigieux est vendu 695 F. Au 5, rue Washington, les grands et les forts pourront profiter de la collection. Au 130, boulevard Saint-Germain, chemises 100 F, coton 100 F les deux, pantalons 100 F et robes Lanvin 175 F les deux. 20 % sur tout le reste de la collection.

— Un festival de couleurs, de motifs, de formes, au 36, Charpe-Élysées : RODIN soldes des milliers de mètres de tissus pour les femmes qui créent leur propre style.

**CERRUTI 1881**  
LIGNE POUR FEMME PARIS

**Soldes**  
15, Pl. de la MADELEINE  
39, r. VICTOR-HUGO  
42, rue de GREVELLE

**TAPER**  
3614 CODE RED

Vente directe perles et diamants par minute!

PRIX EXCEPTIONNELS

**PARINGER RECRÉE SON ESPACE**

30 % à 50 %

CANAPÉS CUIR  
SIÈGES  
FAUTEUILS  
BAGAGES CUIR  
BIBLIOTHÈQUES ET BUREAUX DE SA FABRICATION

12, rue de-la-Chaise, M° bac. - Tél. : 45-44-10-44  
121, rue du Cherche-Midi. - Tél. : 42-22-22-08

**HEMISPHERES**

SOLDES

22, AVENUE DE LA GRANDE ARMÉE 75017 PARIS  
1, BOULEVARD FEMLE AUGIER 75016 PARIS

**STEPHANE MEN'S** DISCOUNT DE LUXE  
LES PLUS BELLES AFFAIRES DU PRET-A-PORTER MASCULIN

CHAMPS-ÉLYSÉES N° GEORGE V 5, RUE WASHINGTON  
RIVE GAUCHE N° ODEON 130, BD ST-GERMAIN

**SOLDE A - 50 %** DU PRIX NORMAL  
PIERRE BALMAIN - GUY LAROCHE TED LAPIDUS-COURRÈGES ETC.

**LIQUIDATION TOTALE**  
AVANT TRAVAUX OERNIERE DEMARQUE

3 MAGASINS OUVERTS DU MARDI AU SAMEDI DE 12 H A 19 H 30

**L'ASSIS À GENOUX**

Une révolution dans l'art de s'asseoir inspirée de la tradition japonaise. Sur ce siège insolite, les fesses se posent sur le coussin supérieur, les genoux s'appuient sur l'autre, une assise naturelle qui redresse la colonne vertébrale et détend tous les muscles. Idéal pour se relaxer en travaillant ou devant sa télé. Documentation sur demande. Livraison gratuite dans toute la France.

albi 8, rue de l'Orme 75019 Paris  
Tél. : 42.45.7.99

# Société

## Le procès Barbie devant la cour d'assises du Rhône

### La confusion des peines, « sujet de méditation »

LYON  
de notre correspondant régional

Le procès de Klaus Barbie est entré, mercredi 17 juin, dans sa phase finale. Il ne s'agit plus, selon la phase qu'on y occupe, que de présenter à la cour et aux jurés, dans un exposé le plus convaincant possible, ce qu'on a retenu de tout ce qui s'est dit depuis le 11 mai et qui soit de nature à convaincre, soit pour les parties civiles et le ministère public, de la culpabilité, soit, pour la défense, de l'innocence, puisque M. Jacques Vergès entend toujours plaider l'acquiescement.

Cette phase n'en sera pas moins longue et n'ira pas sans redites, les avocats représentant les parties civiles, après avoir vainement tenté de s'accorder pour ce seuls quelques-uns s'expriment au nom de l'ensemble, étant finalement trentenaires à prendre la parole. Certes, chacun d'eux doit traiter de la partie du dossier qui le concerne. M. Serge Klarfeld et Charles Libman ayant en charge, mercredi, la raffe des enfants d'Izieu, mais chacun aussi entendra exprimer sa réflexion sur la signification à donner de ce procès, sur les questions de droit qu'il soulève, puisqu'il s'agit d'une première juridique, sur sa dimension historique.

La difficile unité des parties civiles, déjà constatée selon leur nature, associations juives d'une part, associations de résistants, de l'autre, risque encore d'être à l'épreuve. Une fois entendus ces plaidoiries, se succéderont, jusqu'au soir du 26 juin, ce sera le 29 et 30 juin, la réquisitoire du procureur général, M. Pierre Truche, suivi, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, de la plaidoirie de M. Vergès, qui, elle aussi, est prévue pour deux journées.

Mais déjà, mardi 16 juin, l'avocat de Klaus Barbie a présenté, à l'occasion de ce qu'on appellera une journée de transition et qui fut brève, ce qu'il a appelé « un sujet de méditation » pour ses adversaires et aussi pour la cour et le jury. Il a donc annoncé qu'il entendait, par ses conclusions écrites, demander que, dans l'éventualité d'une déclaration de culpabilité de son client, suite d'une peine, cette peine soit confondue avec celle qui avait été prononcée contre Klaus Barbie le 25 novembre 1954 par le tribunal militaire de Lyon : c'était l'habituel alors condamné à mort par contumace après l'avoir déclaré coupable de crimes de guerre.

Cela revient à soutenir que, même condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises du Rhône, pour crimes contre l'humanité, Klaus Barbie devrait être libéré aussitôt, sa condamnation ne pouvant être, de toute façon, qu'inférieure à la peine de mort qui lui fut infligée par contumace, et se trouvant ainsi automatiquement « absorbée » par la peine la plus forte.

#### La condamnation de 1954

Encore faut-il pour cela admettre que la condamnation de 1954, prescrite depuis le 29 novembre 1974, peut être considérée comme ayant été exécutée. Pour M. Vergès, qui invoque différents arrêts de la Cour de cassation sur le sujet, il ne saurait y avoir de doute.

« Quelle que soit, a-t-il soutenu, la peine que vous prononcerez au terme de votre délibération, vous vous retrouverez dans un cas de confusion de peines obligatoire. La première, celle de 1954, absorbe automatiquement la votre qui, de ce fait ne pourrait être exécutée. On m'objectera, ajouta-t-il, qu'aujourd'hui, ce ne sont pas des crimes de guerre prescrits qui sont reprochés, mais des crimes contre l'humanité, imprescriptibles et entraînant une peine, elle aussi imprescriptible. A Nuremberg, on jugeait vingt et un dignitaires nazis pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Mais ceux qui ont été déclarés coupables de plusieurs de ces trois crimes, différents par leur nature, n'ont pourtant jamais été condamnés à une peine unique et non à plusieurs... »

M. Vergès devait conclure : « Je suis très bien que la question que je souleve peut paraître prématurée et que la cour ne saurait y répondre avant d'avoir délibéré sur le fond de ce procès. J'ai pensé pourtant qu'il était plus convenable que je le présente avant que plaident les parties civiles et que s'exprime le procureur général, afin que chacun puisse dès maintenant réfléchir à cette éventualité. »

Invoité à donner son avis sur ce sujet attendu, car M. Vergès avait déjà fait connaître ses intentions depuis quelques jours, le procureur général, M. Truche, s'adressa d'abord aux jurés et entreprit de leur expliquer très simplement ce qu'était en droit commun la confusion des peines.

« On arrête quelqu'un, expose-t-il, en flagrant délit pour un vol à main armée. On le condamne à dix ans de réclusion criminelle. Pendant cette détention, on découvre qu'il a commis aussi un vol simple, qui était resté ignoré et, pour cela, un tribunal correctionnel lui inflige trois ans de prison. La question est simple : doit-il rester en prison dix ans plus trois ans ? Notre législation dit que non. Il ne subira que la plus forte de ces deux peines, soit dix ans. Transposons maintenant le cas à Klaus Barbie. Il a été condamné à mort par contumace, peine effectivement prescrite aujourd'hui. Pour d'autres faits, dont on a découvert l'existence, il encourt devant vous une autre sanction, obligatoirement aussi forte que la précédente puisque la peine de mort a été entre-temps abolie. »

« Et l'on vient nous dire, ajoute M. Truche, que, même condamné par vous, il devrait être libéré puisqu'il est déclaré coupable et que la loi de 1964, constatant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, avait rétroactivement rendu imprescriptibles les faits reprochés à Touvier. »

« Il serait impensable, devait dire M. Rannoci, que celui qui, comme Barbie, a réussi pendant quarante ans à échapper à la justice, soit mieux traité que d'autres. Une peine prononcée pour un crime contre l'humanité ne saurait faire l'objet d'une confusion. Ce serait abaisser la volonté exprimée par la communauté internationale. »

#### Au nom de toutes les parties civiles

« C'est pourquoi », M. Alain Jacobovitz, au nom, je pense, de toutes les parties civiles, s'exposa sans attendre. Il fit précéder de deux remarques. « N'oubliez pas, dit-il pour commencer, que l'accusé que vous avez à juger est encore absent aujourd'hui, au motif qu'il conteste votre droit de le juger. Et pourtant, le volé qui vient invoquer en sa faveur cette législation française qui ne le concernerait pas. En outre, on peut se demander si, en admettant l'éventualité d'une condamnation, comme le fait son avocat, nous n'assisterions pas au consentement d'une sorte d'aveu de culpabilité. »

Pour le reste, M. Jacobovitz reconnaît bien volontiers que la peine de mort par contumace, prononcée en 1954, est aujourd'hui prescrite par le délai de vingt ans. Mais cette prescription ne vaut pas à son avis extinction. Et, surtout, la peine qui sera éventuellement prononcée par la cour d'assises du Rhône sera obligatoirement, elle, une peine imprescriptible, puisqu'elle sanctionnera des crimes contre l'humanité déclarés eux-mêmes imprescriptibles. Comment dès lors une peine imprescriptible pourrait-elle être considérée comme moins forte qu'une peine prescrite, celle de 1954, fût-elle la peine de mort ?

Quant à M. Ugo Rannoci, il allait encore plus loin en rappelant la position prise par la Cour de cassation dans l'arrêt Paul Touvier, ce militaire condamné à mort par contumace et que le président Georges Pompidou avait fait bénéficier d'une grâce partielle. La prescription avait joué ; là aussi, jamais la chambre criminelle ne considéra par la suite que la loi de 1964, constatant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, avait rétroactivement rendu imprescriptibles les faits reprochés à Touvier.

« Il serait impensable, devait dire M. Rannoci, que celui qui, comme Barbie, a réussi pendant quarante ans à échapper à la justice, soit mieux traité que d'autres. Une peine prononcée pour un crime contre l'humanité ne saurait faire l'objet d'une confusion. Ce serait abaisser la volonté exprimée par la communauté internationale. »

« A ces propos, contrairement au sien à tout interrompre dans le cadre d'un procès, le président André Cerdini s'est levé et a fait savoir que la Cour répondrait « en temps opportun », ce qui signifie que cette question de la confusion des peines sera ajoutée à la longue liste de toutes celles auxquelles il faudra répondre le jour de la délibération.

JEAN-MARC THÉOLLEURE.

Dans la file d'attente devant le palais de justice

### La mémoire et la rancune

LYON  
de notre correspondant régional

« Ce n'intéresse pas les gens... Les Lyonnais ne se sentent pas concernés... » : les auteurs de ces fortes formules ne sont sans doute pas venus traîner leurs oreilles dans la file d'attente, quotidienne, sage, canalisée par un service d'ordre et des barrières métalliques qui débordent devant le palais de justice, juste assez sévère pour décourager des manifestants révisionnistes, juste assez débonnaire pour assurer sans incident le bon ordre des relations des candidats spectateurs à l'intérieur de la salle d'audience.

Jeunes ou vieux, actifs ou retraités, lycéens ou enseignants ; l'intérêt pour l'histoire permet toutes les cohabitations. Dans la file d'attente, on essaie de grappiller des nouvelles auprès des porteurs de badges-journalistes ou invités des parties civiles... On se moque du temps. Celui qui passe et celui qui lisse. Ni la - rare - chaleur ni la pluie n'ont fait reculer les patients et les impatientes.

« Le procès m'intéresse. Pendant la guerre, j'étais engagé dans l'aviation maritime. Alors, moi, je ne sais pas ce qui s'est passé à Lyon pendant ce temps. Donc, je viens pour apprendre : ce retraité de soixante-six ans a gardé et tous les journaux depuis le début du procès ». Sous son bras, un paquet contient un journal juivi de 1940 évoquant « Lyon sous la botte ». Il aurait bien voulu le montrer aux jurés...

« Moi, je viens pour venger nos pères, petits qui ont été tués », c'est Lyonnaise et patriote à tout pour tout : « Je veux savoir ce que j'ai fait et ce que j'ai subi ». Elle a sans doute fait partie de celles et de ceux qui ont murmuré dans la salle au moment de l'un des assauts déferlants de M. Vergès. On n'oublie pas le bombardement de Toul pendant « sept jours et sept nuits » pas plus que l'époque où il fallait dire : « Heil Hitler » pour « avoir un bol de riz... ». Elle, c'est sûr, ne pardonnera jamais : « Je leur en veux. »

Sa voisine, une Lyonnaise de soixante-deux ans, qui avait quatorze ans pendant l'occupation et qui a « toujours été protégée par...

ses parents » - est surtout venue pour « voir un procès », et elle s'estime « moins rancunière... ». D'ailleurs, au cours d'une audience précédente, elle a trouvé que, vraiment, « ça traîne un peu en longueur... »

#### Vertus pédagogiques

Mais sans divergences s'estompent dès qu'il s'agit d'évoquer les vertus pédagogiques d'un procès dont personnel, dans le rang du public, ne paraît discuter l'opportunité : « Pour les jeunes, c'est très utile. »

Les jeunes. Ils sont très nombreux. Attention. Surtout. Surtout « assommés », « bouleversés », « au moins impressionnés » par les témoignages des victimes, vieilles dames dignes ou rescapés handicapés. Sabine, seize ans, et Myriam, dix-sept ans, sont venues spécialement, le 9 juin, de l'école juive Yabne de Paris. Elles sont un peu déçues par les témoignages dits « d'intérêt général » (Le Monde du 11 juin) : « C'est barbant », dit Myriam. Sabine, elle, juge Jacques Vergès très sévèrement. Avec sa camarade, elles réorganisent la partie civile, tentent d'imaginer l'avocat idéal qui « assurerait réponse à Vergès... ».

Le défenseur de Barbie fascine aussi Frédéric, dix-neuf ans, étudiant en droit à Lyon-III, peut-être bientôt avocat : « Vergès s'attaque à un procès joué d'avance. Je veux voir comment il fait, avec toutes ses astuces. C'est très intéressant à voir. C'est un jeu. Je ne suis pas du tout intéressé par la technique de la défense. Il prépare un mémoire sur les crimes contre l'humanité et il trouve que les témoignages des victimes sont « plus que tout autres »... « piégeants ». Même si, pour lui, ce procès n'est pas le « lieu exact » pour parler de la Résistance, « ici, on juge d'abord un homme... ».

« A portée du câble qui suspend la passerelle du palais de justice, des postales qu'on barbouille d'insultes ont déjà jugé : « Libérez Barbie ! libérez les innocents », ont-ils écrit sur les murs, avec, pour faire bonne mesure, la reproduction d'un casque allemand et d'une croix gammée. Le procès de la mémoire ? s'agit-il de relever des années ?

CLAUDE RÉGENT.

#### Deux semaines après son arrestation

### M. Jean-Dominique Fratoni au Paraguay

M. Jean-Dominique Fratoni a quitté Cursœan dans la soirée du 15 juin pour le Paraguay après des escalades à Caracas et à Buenos Aires, à la suite de l'accord du Paraguay pour recevoir l'ancien président-directeur général du casino Rubi à Nice.

M. Fratoni avait été arrêté en Suisse, il y a 10 à 15 jours, pendant quelques jours dans l'attente de l'autorisation paraguayenne.

### Les clés de Mauzac

Il ne faut pas manquer d'audace, cette attitude qui mène le courage et la provocation, pour vouloir attirer l'attention sur les tristesses françaises en filmant la plus horrible d'entre elles. C'est ce que vient d'oser Carole Rousseau en réalisant un document de vingt-cinq minutes sur le centre de détention de Mauzac.

Situé en Dordogne, ce centre est né d'une idée (on pourrait dire un coup de cœur) de l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, M. Myriam Eratzy, que remplaçait l'ancien garde des sceaux, M. Robert Badinter. De cette idée est né le seul exemple d'un établissement répondant à peu près au principe qu'énonçait son temps M. Giscaud d'Estaing : « La prison, c'est la détention à rien d'autre. »

Chacun y trouve son compte et la plupart la reconnaissent, à visage découvert, devant la caméra de Ned Burgess. « On arrive facilement à engager une conversation et à la tenir. Un surveillant, ce n'est plus un porte-clés », dit l'un d'eux. Pour autant, dit un autre : « Les gens ici ne viennent pas en vacances. C'est vraiment la prison. »

Cela pour répondre aux comparaisons idiotes avec le Club Méditerranée, parce qu'il est composé de petits pavillons abritant chacun une douzaine de détenus, qui y pratiquent une forme d'eurodiscipline.

Dans la journée, tous circulent librement en ayant dans le poche la clé de leur cellule. Ce qui fait dire à l'un d'eux : « On a la possibilité de s'isoler. »

Club ou pas, ça marche, et même, pour ce qui concerne la construction, à un moindre prix qu'un établissement traditionnel, puisque chaque « pièce » est revenue à 325 000 francs, contre 400 000 à 450 000 francs d'ordinaire.

« Pour [raffer] des hommes, il faut des Mauzac », remarque un autre détenu. Cependant qu'un troisième souligne qu'ailleurs « on est assisté en permanence ». Ce qui, évidemment, ne prépare pas du tout à une entrée dans la vie normale.

A Mauzac, rien de tel. « Nous sommes soumis à un contrôle permanent », dit l'un des prisonniers affectés à l'exploitation agricole de la prison.

Ce changement d'état d'esprit (et non pas de législation) est bien traduit par un détenu transféré ici, qui confesse avoir « eu la vertige » en arrivant à Mauzac, au point, dit-il, qu'il « a failli que je prenne des médicaments ».

Par chance, le document a plu au ministre de la justice, qui souhaite l'échater pour le présenter aux maires de France. Son intérêt rejoint celui de la Ligue des droits de l'homme et de la Fédération protestante, qui ont décidé de patronner cette enquête.

En revanche, les chaînes de télévision ne s'empressent pas. Sans doute parce qu'elles ont l'équivalent en stock et qu'elles vont le programmer bientôt... PHILIPPE BOUCHER.

#### A la cour d'assises de Paris

### La naïveté coupable de M. Bourdiol

Devenu agent de renseignement de l'URSS - par contumace - selon les psychiatres, « par vanité » pour l'avocat général, l'ingénieur Pierre Bourdiol, soixante ans, a été condamné, mardi 16 juin, à cinq ans de prison dont trois avec sursis. Il n'a pas fallu plus d'un quart d'heure de délibération à la cour d'assises de Paris, présidée par M. Xavier Verlaque et composée uniquement de magistrats professionnels, pour prononcer une peine couvrant exactement les deux ans de détention provisoire subis par l'ingénieur après son arrestation (Le Monde du 17 juin).

Accusé d'« intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire aux intérêts économiques essentiels de la France », M. Bourdiol risquait une peine de vingt ans de détention, mais l'ingénieur n'était pas de ceux qui agissent par idéal ou par esprit de lucre. Son seul souci était de mieux comprendre à ses interlocuteurs que leur régime n'était qu'une mauvaise déviation de la révolution de 1917.

Pendant plus de dix ans, il a rencontré, deux ou trois fois par an, des agents du KGB - qu'il prenait pour d'honnêtes fonctionnaires d'une déléguation commerciale - afin de leur remettre des documents techniques de semi-conducteurs obtenus au Salon des composants électroniques. Spécialiste incontesté des transistors et circuits intégrés destinés à équiper certains missiles civils et militaires, son choix pouvait avoir aidé les techniciens russes à faire le tri parmi les meilleurs composants électroniques.

Des Bourdiol, il y en a des centaines dans l'Hexagone, des milliers dans le monde. Ce sont les renseignements qu'ils fournissent qui, mis bout à bout, renseignent l'URSS, avait déclaré l'avocat général Guiloux, en s'élevant contre ce « sabotage de l'économie du pays ».

Toutefois, le magistrat, dans une attitude rare en cour d'assises, n'avait pas demandé de sanctions précises.

Pour M. Henri Leclerc, M. Bourdiol s'était seulement « piqué au jeu de la discussion politique » et s'il avait fait preuve de « légèreté », il n'avait pas pour autant « mis en péril l'économie française ». D'ailleurs, par un curieux paradoxe, quel-ques mois après son arrestation, un fabricant français livré, était en main, une usine de semi-conducteurs à l'URSS.

Naïf M. Bourdiol ? Sans doute, puisque ses dernières paroles ont été pour affirmer à la cour : « Je n'avais pas conscience d'apporter une aide à un régime que je n'aime pas. »

#### A la cour de cassation

### La révision du procès d'Yves Ponthieu

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a demandé au procureur général de la Cour de cassation de se saisir du dossier de demande en révision du procès d'Yves Ponthieu, condamné en avril 1983 par les assises de l'Ain à vingt ans de réclusion criminelle pour le viol et le meurtre d'une infirmière, le 16 juillet 1981, Monique Soubeyran.

Economiste à l'hôpital d'Hauterive (Ain), Yves Ponthieu avait reconnu son crime devant les policiers, puis devant le juge d'instruction, avant de se retrancher. Depuis cinq ans et demi, il a toujours affirmé son innocence. Dès 1983, plusieurs comités de soutien et une association pour « la recherche de la vérité dans l'affaire Ponthieu », s'étaient constitués.

A la Cour de cassation, la révision du procès d'Yves Ponthieu. M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a demandé au procureur général de la Cour de cassation de se saisir du dossier de demande en révision du procès d'Yves Ponthieu, condamné en avril 1983 par les assises de l'Ain à vingt ans de réclusion criminelle pour le viol et le meurtre d'une infirmière, le 16 juillet 1981, Monique Soubeyran.

Economiste à l'hôpital d'Hauterive (Ain), Yves Ponthieu avait reconnu son crime devant les policiers, puis devant le juge d'instruction, avant de se retrancher. Depuis cinq ans et demi, il a toujours affirmé son innocence. Dès 1983, plusieurs comités de soutien et une association pour « la recherche de la vérité dans l'affaire Ponthieu », s'étaient constitués.

Naïf M. Bourdiol ? Sans doute, puisque ses dernières paroles ont été pour affirmer à la cour : « Je n'avais pas conscience d'apporter une aide à un régime que je n'aime pas. »

### Une lettre de M. Jérôme Dupuis

A la suite des informations publiées dans Le Monde du 21 mai, M. Jérôme Dupuis, ancien directeur du cabinet de M. Christian Piarret, nous demande de publier la mise au point suivante :

J'ai investi mon épargne personnelle dans la société C. Informatique en considérant que la « création d'entreprises de services était née à l'économie de la région de Saint-Dié. Nous considérons, avec Christian Piarret, que le rôle d'État ou de responsable politique est aussi de montrer concrètement le voie de la consolidation et de la création d'entreprises par l'investissement dans son économie locale.

Cette société, qui certes travaillait pour la CIPA, devait élargir son champ d'affaires à d'autres entreprises de la région lorraine, comme elle l'a d'ailleurs engagé dès le premier semestre 1986.

J'étais actionnaire de cette société à hauteur de 38 % sans en être administrateur, ni exercer un quelconque pouvoir de gestion. Je n'ai, à ce titre, reçu de cette société, ni salaire ni remboursement de notes de frais ni dividendes. Comment peut-on faire croire à l'absence de volonté politique délibérée dans cette affaire en impliquant un simple porteur de parts sociales dans une SA, si ce n'est en procédant à des dévaluations ?

La prime d'aménagement du territoire a été attribuée à hauteur du tiers de la somme totale en vue des investissements réalisés et des emplois par la DATAR, après visa

du préfet des Vosges et après instruction des pouvoirs publics concernés.

Dès lors, l'insinuation sur la destination de cette aide relève du fantasme et révèle le climat dans lequel se déroule cette enquête.

En effet, nous sommes confrontés à un véritable complot politique qui tend à vouloir torquer les faits dans un certain sens.

Les procédures utilisées sont inqualifiables dès lors que l'on vous indique que la cible est Christian Piarret et que vous êtes le fusible qu'il s'agit de faire sauter par nos moyens.

Enfin, je tiens à dire qu'en aucun cas, je n'ai déclaré que les rapports, études, conseils et travaux de la société Idex aient été réalisés de toute pièce a posteriori.

La nature politique de cette affaire est claire et mon inculpation n'a comme objet que d'attaquer directement Christian Piarret, député des Vosges, ancien rapporteur général du budget, président des élus socialistes de Lorraine et des Vosges, conseiller régional, conseiller général.

Je suis aujourd'hui une des victimes de ce complot politique délibérément monté contre mon mouvement politique, le Parti socialiste.

**SOCIETA' ITALIANA TRASMISSIONI INDUSTRIALI**  
RECHERCHONS AU PLUS VITE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES REVENDEURS EXCLUSIFS ET DES AGENTS REGIONAUX  
  
Via Brodolini, 16  
40069 ZOLA PREDOSA - (Bologna) ITALIA



# Société

## L'assassinat d'un dirigeant anti-indépendantiste après le voyage de M. Pasqua

### Le gouvernement veut « mettre à la raison » les responsables du terrorisme en Corse

(Suite de la première page.)  
Les tuteurs, embusqués derrière une baie de lauriers, après avoir tiré plusieurs coups de feu, ont immédiatement pris la fuite malgré la présence de deux policiers à quelques dizaines de mètres du lieu du crime. Le docteur Max Simeoni, conseiller à l'Assemblée régionale de Corse et dirigeant autonomiste, qui assistait au débat, s'est précipité pour donner les premiers soins au docteur Lafay. En vain.

L'assassinat a été revendiqué, mercredi à l'aube, par un inconnu se réclamant de l'ex-FLNC et, déjà, chacun parlait ici de « défi de l'ex-FLNC » au gouvernement et au ministre de l'Intérieur. Pour M. Joël Thoraval, préfet de région, « une étape supplémentaire venait d'être franchie ». Mais, vers 9 heures, l'ex-FLNC démentait formellement la revendication.

#### « Laissez faire ces comiques ! »

Jean-Paul Lafay, vétérinaire à Corte, père de deux enfants, avait créé, il y a trois ans, l'Association d'aide aux victimes du terrorisme dont il était président. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il intervenait dans le débat organisé par FR3, comme il l'avait précédemment fait au colloque tenu début juin à Bastia sur le thème « Racisme et violence », avec la participation de M. Claude Malluret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme.

Jean-Paul Lafay ne mâchait pas ses mots contre les nationalistes : il avait d'ailleurs été plastiqué à plusieurs reprises et même blessé par balle, au mois de décembre 1982 ; l'enquête n'a jamais pu faire une totale clarté sur cette agression. Malgré ces attaques et son relatif isolement,

le docteur Lafay avait continué son activité de vétérinaire dans les fermes du Cortonais.

L'assassinat du vétérinaire a été commis à la fin d'une journée particulièrement tendue. Dès mardi matin, devant l'Assemblée régionale, le discours de M. Pasqua avait été perturbé par la sortie des élus nationalistes. Au moment où le ministre déclarait vouloir remplir son « devoir d'assurer la sécurité publique » et appelait « la population à coopérer avec la police », les trois conseillers régionaux de l'ex-MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) quittaient la

salle, bâillon sur la bouche et menottes aux poignets en signe de protestation. « Laissez faire ces comiques ! », lançait M. Pasqua. Peu après, les trois élus autonomistes s'en allaient, silencieux, une affiche à la main : « Non à la démocratie du SAC et à ses barbouzes ! ». « On va enfin pouvoir travailler », devait conclure M. Pasqua.

Dès la fin de l'intervention à l'Assemblée régionale, le service d'ordre quittait les lieux. Mais une vingtaine de représentants de la force publique se trouvaient confrontés, devant l'entrée, à une trentaine de militants nationalistes déterminés, hurlant

« FLN » (il s'agit du FLNC). Les injures fusaient. M. Pascal Arrighi, dirigeant du Front national, était traité de « vrai petit Mussolini ». Les manifestants quittaient les lieux avant l'arrivée des renforts.

À 18 h 30, place des Palmiers, devant l'hôtel de ville, c'est le moment du discours public de M. Pasqua. Sous les frondeuses de la place, deux mille personnes applaudissent l'arrivée du ministre de l'Intérieur. Banderolles au nom de la CFR (l'association pour la Corse française et républicaine, créée en janvier 1984 contre l'indépendantisme). Dès les premiers mots du maire d'Ajaccio, M. Charles d'Ornano, des sifflets se mêlent aux applaudissements. Le maire hausse le ton. Sifflements, cornes de brume et pétards vont crescendo. Le service d'ordre intervient pour faire taire les tribuns, qui ne se dispersent que pour mieux poursuivre leurs harcellements.

Quand, enfin, M. Pasqua prend la parole, les applaudissements crépitent. Mais le bronhaba devient rapidement tel que les mots ne sont plus audibles. Les partisans du « FLN » lancent des gaz lacrymogènes. Le service d'ordre, les gardes mobiles, les CRS, appréhendent les plus virulents. Un CRS et plusieurs manifestants sont blessés. Dès la fin de son discours, M. Pasqua part en trombe pour l'aéroport afin de regagner Paris.

Douze personnes interpellées lors des incidents de mardi sont toujours en garde à vue au commissariat d'Ajaccio. Parmi elles, deux jeunes femmes, l'abbé Mondolini, un prêtre proche des nationalistes d'une petite commune non loin de Ponte-Leccia, interpellé en fin d'après-midi devant les grilles d'un commissariat — et M. Jean-Baptiste Rotily-Forcio, enseignant et militant, qui fut jadis condamné comme membre du FLNC par la Cour de sûreté de l'Etat.

DAMELLE ROUARD.

#### A Ajaccio

### « Ici, tous les Français sont chez eux » déclare le ministre de l'intérieur

« Ici, tous les Français sont chez eux, comme sont chez eux les Corsais qui vivent à Paris, Marseille, Basse-Terre ou Pépente, dans tous les lieux où flotte le drapeau français », a déclaré M. Charles Pasqua à l'occasion de son discours sur la place des Palmiers à Ajaccio. « Je suis venu pour mieux comprendre la nature de l'inquiétude de la Corse et de son malaise, lui apporter au nom de notre patrie la France le témoignage de la nécessité et irremplaçable solidarité nationale », a-t-il ajouté. M. Pasqua a aussi précisé que « les Corsais du continent — dont il fait partie, étant né à Grasse — sont restés corsais autant et mieux que ceux qui, sans pouvoir, ventent [leur] drapeau des îles ».

« Ce terrorisme », a souligné M. Pasqua, « est accablé à la forme de gangstérisme la plus lâche, celle qui s'en prend la nuit à des femmes et des

enfants, aux fonctionnaires qui enseignent ou protègent les plus faibles, les plus isolés, » impossible, alors que se succèdent les incidents, Charles Pasqua a ensuite longuement évoqué les perspectives économiques de la Corse « dans la grande Europe de 1992 », ses atouts et ses handicaps. « Qui mieux que la Corse, a dit le ministre, pourrait dans l'avenir devenir le trait d'union entre l'Europe du Sud, le Maghreb et l'Afrique, le nouveau centre de rencontres de toutes les civilisations de la Méditerranée et le creuset où se forgera la coopération de demain ? »

« Dans cette ville où est né l'empereur », a conclu M. Pasqua, « je tiens à dire que la Corse n'a jamais été aussi grande que lorsqu'elle a donné à la France ses meilleurs fils. » Aussitôt le discours terminé, M. Pasqua a entonné l'Ajaccienne puis la Marseillaise.

#### A Paris

### Le président de la Fédération des travailleurs du Kurdistan est tué par un inconnu

M. Husseyn Akadunduz, vingt-sept ans, de nationalité turque, président de la Fédération des travailleurs du Kurdistan, a été tué de plusieurs balles tirées par un inconnu, dans l'après-midi du mardi 16 juin, boulevard de Strasbourg à Paris 10<sup>e</sup>.

Pour les policiers, il s'agit d'un règlement de comptes, comme il s'en produit fréquemment dans ce quartier de Paris où vit une communauté turque et kurde et où des rixes, souvent sanglantes, se produisent régulièrement

entre les différents courants et mouvements d'extrême gauche.

La Fédération des travailleurs du Kurdistan, d'obédience communiste, est proche du Parti socialiste du Kurdistan turc (en turc TSKP), une des nombreuses tendances du mouvement communiste turc et kurde. Cette fédération et ce parti sont violemment opposés au Parti communiste kurde (PKK) qu'ils jugent d'un « nationalisme » outrancier, selon des responsables de l'Institut kurde de Paris.

### La catastrophe de Luz-Ardiden (six morts, une centaine de blessés)

#### Un rapport qui se fait attendre

TARBES de notre correspondant

Le dossier de la catastrophe de Luz-Ardiden reste toujours secret, le service de l'équipement des Hautes-Pyrénées n'ayant pas encore rendu public le rapport réalisé par le Bureau départemental des appareils et remontées mécaniques, sur les causes de la catastrophe du télésiège de Luz-Ardiden (six morts, une centaine de blessés). Le ministre chargé des transports, M. Jacques Doufflaugues s'était engagé à le faire lors de sa visite dans la station haute-pyréennaise, le lendemain du 1<sup>er</sup> mars 1987. Sur place, le ministre avait déclaré : « Il ne fait nul doute que les responsables auront à se justifier ».

Selon le rapport du BDRAM, le constructeur du télésiège, la société grenobloise Montaz Mautino se serait, en premier lieu, « trompée » dans ses calculs de la conception du télésiège quatre places, qui s'échelonnait sur ses racelles jusqu'à deux cents sièges, de 1 700 mètres à 2 350 mètres, au sommet de la Caprette. Deuxième élément : l'entreprise du génie civil, commanditée pour la réalisation des socles en béton des pylônes, la Société de bâtiments de travaux publics de Montagne, dirigée par M. Pradessus, dont le siège est à Luz-Saint-Sauveur, serait responsable d'erreurs de montage sur le socle du pylône d'arrivée : n'ayant pas réussi à décrypter les notes « illisibles » fournies par le constructeur, le socle du pylône incriminé qui a cédé le 1<sup>er</sup> mars, n'aurait pas résisté en raison

de malfaçons dans la préparation du béton.

Enfin, l'administration elle-même est jugée responsable, puisque l'arrêté de construction a été signé le 19 décembre 1986, alors que les travaux ont été exécutés plus de deux mois auparavant, le 4 septembre. L'autorisation de mise en service a été délivrée le 7 février 1987, et les techniciens du BDARM des Hautes-Pyrénées n'auraient visité l'installation que quelques jours plus tôt.

Le rapport d'épargne même pas le maître d'ouvrage, le SIVOM (Syndicat intercommunal à vocation multiple) de Luz-Ardiden, qui a, semble-t-il, voulu accélérer — par souci de rentabilité — la mise en service de ce télésiège, celle-ci ayant été retardée par un premier incident d'une rupture de poutre en décembre. Quant au rapport judiciaire, les trois experts désignés par un juge d'instruction de Tarbes, doivent le rendre cette semaine, mais couvert par le secret de l'instruction, il ne sera pas connu du public avant le procès.

Aujourd'hui, trente parties civiles dont le SIVOM de Luz-Ardiden se sont constituées auprès du magistrat-instructeur. Quant à la compagnie d'assurances la Lyônaise, elle a assigné tous les intervenants en rétiré et a nommé trois experts pour une bataille juridique qui s'annonce longue. Mais la montagne et la fatalité ne resteront pas les seules accusées de la mort de six personnes, et des blessures d'une centaine d'autres.

JEAN-JACQUES ROLLAT.



# VOIR PLUS LOIN

Avec les ingénieurs de Télésystèmes vous percevez mieux les mutations des systèmes et des techniques afin de les intégrer dans des solutions d'avenir. Cette vision prospective, ils l'ont acquise au contact des différents métiers qu'ils pratiquent chez Télésystèmes sur des centaines de chantiers de pointe en France et dans le monde :

**Banques de données :** Avec sa division Questrel, leader en France et en Europe, Télésystèmes vous fournit l'information dont vous avez besoin dans le domaine des marques, des brevets, de la vie des sociétés.

**Télématique :** Télésystèmes offre les plus grands serveurs au service de la télématique professionnelle mais aussi de la télématique grand public.

**Gestion de centres informatiques :** Télésystèmes vous

apporte conseil et assistance pour l'exploitation de vos centres informatiques, pour répondre à vos besoins d'infocentres et pour prendre en charge la gestion de vos ordinateurs.

**Logiciels :** Nous vous proposons notre maîtrise des techniques de développement d'applications et des outils de génie logiciel. Nous réunissons pour vous des prestations de haut niveau dans le domaine du conseil et de l'assistance technique.

**Ingénierie de réseaux et de systèmes :** Nous nous situons aujourd'hui à la toute première place en matière de réseaux locaux et systèmes de communication d'entreprise.

Nous développons des logiciels bancaires et offrons un niveau d'expertise élevé dans le domaine de la sécurisation des transactions et de la carte à mémoire.

Mais, si importante soit-elle, la technique n'est pas tout.

Télésystèmes a été l'une des premières entreprises à comprendre l'importance d'une relation de qualité entre les hommes. Formés dans cet esprit, nos ingénieurs sauront s'adapter harmonieusement à vos équipes.

Télésystèmes fait partie du groupe COGECOM (Compagnie Générale des Communications). Télésystèmes - 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. : (1) 45.44.38.98.

**Telesystemes**  
Gagnons ensemble.

Banques de données - Télématique - Centres informatiques - Logiciels - Ingénierie.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# Société

Réunis en congrès à Saint-Jean-de-Monts

## Les protecteurs de la nature séduits par la gestion locale

**SAINT-JEAN-DE-MONTS**  
*de notre envoyé spécial*

Pour son dix-huitième congrès axé sur les communes et l'environnement, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) avait éhoïsi un lieu symbolique: le littoral vendéen. La Vendée, dont les deux tiers de la côte sont protégés par un cordon dunaire fragile, a été le théâtre d'affrontements multiples entre maires bâtisseurs - pour ne pas dire bétonneurs - et associations de défense du littoral.

Les protecteurs de la nature y lutent aussi contre les projets de drainage du marais intérieur, dont ils estiment qu'il est vital pour l'équilibre du plateau continental. C'est, en effet, dans les anciens marais salants que sont produits les micro-organismes qui nourrissent la mer, et donc huîtres, moules et poissons.

Les maires présents au congrès - dont un Espagnol et plusieurs Belges - ont confirmé à quel point il est difficile pour des élus de ne pas céder au réflexe bâtisseur à tout va, ce que M. Léon Gendre, maire (RPR) de La Flotte-en-Ré, appelle le « *capitalisme communal* ». « Chaque commune, a-t-il rappelé, a intérêt à construire au maximum pour augmenter ses revenus ». On peut aussi donner dans la démagogie, comme l'a rappelé M. Jacques Fioch, maire (PS) de Rezé, dans la banlieue de Nantes: « Un maire a intérêt à faire deux terrains de foot plutôt qu'un réseau d'assainissement ». Et lorsque M. Gendre explique que « la clé de tout, c'est la maîtrise du foncier », le maire de Sommeval (Aube) observe qu'il est

difficile de faire respecter un POS (plan d'occupation des sols): « Quand les bulldozers arrivent sur un terrain déclaré non constructible et que le propriétaire dit: « Je suis chez moi » il n'y a plus que le recours en justice... »

Les élus à fibre « environnementaliste » - ils existent - comptent donc sur les associations pour les aider à sauvegarder le patrimoine naturel. Et les responsables de la FFSPN comptent sur ces élus pour les aider à mettre en place un réseau qu'ils ont baptisé « mille communes pour l'environnement européen », à l'occasion de l'Année européenne de l'environnement.

### Une manifestation antinucléaire

Même si elles ne sont encore qu'une douzaine, ces communes montrent l'exemple. Liège, la métropole wallonne (200 000 habitants), a mis en place, sous l'impulsion de ses trois élus écologistes, une commission environnement de vingt membres qui intervient à tout propos et emporte souvent la décision du conseil d'échevinat. Une petite ville comme Saint-Gilles-Croix-de-Vie (6 500 habitants) a pu sauver ses dunes parce que son maire, principal de collège, épaulé par les associations et un adjoint dévoué, a mis les enfants des écoles au travail et fait replanter des centaines de milliers d'oyats pour fixer le sable. Preuve que des municipalités, petites ou grandes, peuvent s'associer aux « écoles » pour gérer leur environnement.

Ce n'est pas M. Alain Carignon, le ministre de l'environnement, qui

va s'en plaindre. Lui-même n'a-t-il pas associé la FFSPN au plan de restauration du Rhin après l'accident de Sandoz? « N'hésitez pas à venir me voir, leur a-t-il lancé au congrès de Saint-Jean-de-Monts. Les portes de mon cabinet vous seront toujours ouvertes ». A cet égard, le président de la Fédération, Pierre Delacour, a rendu hommage à la « sincérité » et au « courage » du ministre dont la politique de « transparence » a pu lors des multiples accidents (Sandoz, Creys-Malville) ou polémiques (Nogent-sur-Seine) surgir dernièrement.

Ce qui n'empêche pas la FFSPN - une « première » pour cette prudence fédérale - d'appeler à la manifestation antinucléaire du 20 juin à Paris. C'est que localement, dans les associations, Soherenobryl a réveillé des ardeurs souvent assoupies, au point que les premières « communes » pour l'environnement européen sont parfois aussi des localités qui se sont déclarées « dénucléarisées » comme Lutcherbach (Haut-Rhin) ou Arganda-del-Rey (Espagne).

Ayant fait la paix avec les élus de bonne volonté, les protecteurs de la nature se concentrent sur leur nouvel adversaire: l'énergie nucléaire (1). Au moment précis où les Verts, conduits par Antoine Waechter - discrettement présent au congrès - se tournent vers la gestion écologique. Une convergence qui n'est pas seulement électorale.

ROGER CANS.

(1) Le prix Gentiane - les félicitations de la FFSPN - a été décerné à la GRIRAD (Commission régionale indépendante d'information sur les radiations nucléaires), créée en 1986 à Montélimar. Le prix Chardon - le blâme - a été attribué à TSO (Thierry Sabine Organisation).

## La fête de SOS-Racisme sera partiellement financée par la Cinq

La fête de SOS-Racisme, qui doit avoir lieu sur l'esplanade du château de Vincennes dans la nuit du 20 au 21 juin, sera financée aux deux tiers (2 millions sur 3 millions de francs) par la cinquième chaîne de télévision et par la société de production européenne de M. Silvio Berlusconi.

Le million restant doit être collecté grâce à des ventes de vignettes et d'espaces publicitaires. « Pour la première fois cette année », a expliqué M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, nous n'aurons pas de subventions publiques. Nous n'avons pas reçu de vœux de soutien du secrétaire aux droits de l'homme ou du ministre des affaires sociales, comme l'an dernier à la Bastille et l'année précédente à la Concorde.

Les images de cette fête de l'Europe en couleurs, précède, le vendredi 19 juin, d'une journée d'études sur « la démocratie du mélange », seront diffusées en France et dans différents pays d'Europe à la mi-juillet. Interrogé sur sa coopération avec la chaîne de M.M. Berlusconi et Hensart, Harlem Désir a expliqué que la Cinq offrirait les conditions financières les plus intéressantes et la diffusion la plus large.

### Pour deux lièvres

SOS-Racisme dénonce la peine de quinze jours de prison ferme infligée à deux ressortissants turcs par le tribunal de grande instance de Moulins. Les deux bûcherons répondaient du braconnage de deux lièvres, commis en novembre dernier sur les terres d'un grand propriétaire du Bourbonnais. Le procureur de la République, avait requis quinze jours de prison avec sursis. — (Corresp.)

## HISTOIRE

Le millénaire capétien de la France

## Quelques-unes des manifestations...

Amiens (jusqu'en septembre). — Le spectacle son et lumière de la cathédrale, dont le texte a été écrit sous la supervision de l'ancien recteur Robert Mallet, a lieu quatre jours par semaine (durée 45 minutes, prix d'entrée de 20 à 40 francs, versions anglaise et allemande, tél. 22-91-66-00).

Paris (jusqu'en octobre). — Exposition sur le sacre des rois de France. Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris ou auprès de l'Association du millénaire (M. Patrick Vermeulen, 9, rue Mansart, 78000 Versailles).

Le millénaire capétien dans le Monde. Nous avons publié dans nos éditions datées du 2 janvier des « bonnes feuilles » de l'ouvrage du comte de Paris. L'œuvre dure longtemps, avant sa parution. Dans nos éditions datées 6 avril, à l'occasion du début des manifestations marquant l'année capétienne, nous avons publié des articles de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz et Yvonne Rebeyrol consacrés respectivement à la signification historique du millénaire et à Hugues Capet.

Lyon: (juin-septembre): exposition « Lyon et les Capétiens ». Orléans: (novembre-décembre): exposition « Les premiers Capé-

tiens » à la collégiale Saint-Pierre-le-Puellier. Paris (début 1988): exposition à l'hôtel de ville sur les chefs de la dynastie capétienne et leurs épouses depuis Hugues Capet. Beaucoup d'autres manifestations sont prévues à Paris et en province. Des renseignements peuvent être obtenus auprès du Comité du millénaire (M. Jean Favier, Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris) ou auprès de l'Association du millénaire (M. Patrick Vermeulen, 9, rue Mansart, 78000 Versailles).

LE MONDE diplomatique de juin EST PARU

**CLASSES PREPARATOIRES Sciences-Po**  
Cours annuels, Sessions du soir de Février à Juin, Sessions d'été  
MEILLEURS RESULTATS NATIONAUX H.E.C.: 44% D'ADMIS.  
**INTEGRALE** 17, rue St-Sobns 75015 PARIS  
(1) 45 77 35 80  
Institut d'enseignement supérieur privé

**Institut Florimont**  
37, avenue du Petit-Lancy - CH-1213 GENÈVE Tél.: 22/92 09 11  
**Collège Marie-Thérèse**  
24, avenue Eugène-Lance - CH-1212 GENÈVE Tél.: 22/94 26 20  
**Institut Notre-Dame du Lac**  
17, ch. Nam-d'Argent - CH-1223 GENÈVE Tél.: 22/52 13 44  
Établissements catholiques ouverts aux élèves de toutes religions  
JARDINS D'ENFANTS - CLASSES PRIMAIRES ET SECONDAIRES  
INTERNAT-EXTERNAT  
**BACCALURÉAT FRANÇAIS - MATURITÉ SUISSE**

Au Sénat

## La réforme des tribunaux de commerce est adoptée

Deux heures auront suffi au Sénat, le mardi 16 juin, pour examiner et voter après l'avoir modifié le projet de loi modifiant les conditions d'exercice du mandat des juges consulaires ainsi que les modes d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie.

Les communistes se sont abstenus. En revanche, les socialistes dont quelques amendements ont été approuvés avec le soutien de M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois et ce contre l'avis du gouvernement, ont voté avec la majorité pour cette réforme.

Le texte présenté par M. Albin Chalonon au conseil des ministres du 22 avril (Le Monde du 24 avril) est le fruit d'une réflexion qui avait en son temps fait l'objet de deux projets de loi (en 1919 et en 1965) non examinés d'ailleurs. Nul ne conteste leur caractère d'exception aux juridictions qui traitent du commerce. Reste que depuis la mise au point du code de commerce en 1807 et les textes pris pour son application, aucune réforme d'ensemble de la juridiction commerciale n'a été réalisée. Seul un décret de 1961, qui avait institué un double degré pour l'élection des juges consulaires, avait subi une douzaine de modifications rendues nécessaires par l'évolution du droit des sociétés.

Nul ne conteste non plus, devant l'augmentation sensible des défaillances d'entreprises, la nécessité d'améliorer le régime de ces juridictions. Il s'agit d'abord comme l'a dit M. Albin Chalonon, garde des sceaux, ministre de la justice, de remédier à un « grave inconvénient » du système actuel: l'essoufflement des tribunaux de commerce se trouve dans une série de décrets. Il était important de donner un fondement juridique plus assuré au sys-

tème, mieux même « une assise législative » comme le précise M. Rudloff. Le consensus n'exclut pas les regrets: ainsi M. Germain Anthié (PS, Ariège) aurait souhaité une modification plus « révolutionnaire » avec l'adjonction de juges professionnels et une révision de la carte des tribunaux de commerce. Sur ce dernier point, M. Chalonon se déclare ouvert aux adaptations qui nécessiteraient créations, suppressions ou fusions de ces tribunaux.

M. Chalonon ne s'occupe pas de ce que les modifications du code de l'organisation judiciaire qu'il prépare soient elles-mêmes retouchées à la demande de M. Rudloff. Ainsi n'est pas retenu l'exigence de deux années d'ancienneté pour les juges consulaires chargés de procéder aux liquidations judiciaires. En revanche, il n'était pas favorable à ce que soit limitée à trois mois la période pendant laquelle le président sortant reste en fonction avant l'installation de son successeur, comme le demandait M. Félix Ciccolini (PS, Bouches-du-Rhône) en accord avec M. Rudloff.

M. Chalonon était tout aussi opposé à ce que la commission des lois précise que dans le cadre de l'introduction du vote plural (pour l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie, les électeurs disposent d'autant de voix qu'ils ont de qualités, pour être électeurs), pour l'élection des délégués consulaires, chaque électeur aura une seule voix dans le ressort du tribunal. Les socialistes ont souhaité, mais en vain, le remboursement des frais de déplacement pour les magistrats consulaires et non pour les seuls juges consulaires.

Quant à M. Paul Girod (Ganche dév.), il a réintroduit dans le texte une limite d'âge minimum (trente ans) d'éligibilité des juges des tribunaux de commerce, la limite supérieure est maintenant à soixante-dix ans.

A. Ch.

## La concierge et les délateurs

Quelque trois cents Parisiens, membres de professions libérales, ont reçu au mois de février dernier une lettre du procureur général dans un français très soigné, commençant ainsi: « Vous avez un nom qui fleurit bon la France. En citoyen concien et responsable, vous êtes inscrit sur les listes électorales. C'est pourquoi nous vous avons contacté »

Suivait une présentation de l'association France propre, auteur de la missive, « groupe de simples citoyens français de souche », dont le rôle consistait à « couvrir les yeux des élus sur l'état de décadence ou des années de permissivité à outrance ont plongé notre beau pays ».

Pour ce faire, l'association se proposait d'établir « un livre blanc des négligences, des abus et des turpitudes », et demandait la consécration des destinataires de la lettre.

Il s'agissait tout bonnement d'une incitation à la délation des voisins et des collègues de travail, qu'ils soient homosexuels, usent de stupéfiants, reçoivent chez eux des étrangers ou fassent preuve de « comportements déviants ».

Le 20 février, Libération faisait des gorges chaudes du fait que l'adresse de l'association France propre n'était autre que celle de Pierre Charpy, membre du conseil politique du RPR et éditorialiste à la Lettre de la Nation.

Le lendemain, Libération publiait un rectificatif indiquant que la lettre de la France propre était l'œuvre de Gilles Charpy, fils de Pierre et journaliste indépendant, qui réalisait une enquête sur la façon dont les membres de classes sociales « sensibles » réagissent à la

délation, mais pour le compte du journal satirique L'Esprit des semaines.

Gilles Charpy, furieux, a dû abandonner son projet. De Livre blanc et d'association France propre, il n'était plus question.

Insultes et admonestations C'est du moins ce que croyait le journaliste. Car le malheureux concierge du 20, rue Mirabeau, domicile fictif de l'association, continue, elle, d'en entendre parler: coups de téléphone inquiétants, visites de curieux, convocations aux PTT, puis au commissariat, et des lettres, encore des lettres, toujours des lettres à l'adresse de la France propre, en provenance de Paris et de la province.


C'est elle que les PTT admonestent pour n'être pas venue chercher des papiers recommandés, c'est à elle que la police demande des comptes au sujet d'une association qui n'a pas déposé de statuts, c'est elle qu'on insulte lorsqu'elle se défend, pour protéger Gilles et Pierre Charpy, de connaître les véritables auteurs de la campagne de délation.

Et ce n'est pas fini. Car, pour le malheur de cette fidèle concierge, la missive continue de circuler, sous forme de photocopies que des personnes bien intentionnées distribuent au hasard dans les boîtes aux lettres, jusqu'en province! Bien malgré lui, Gilles Charpy a lancé là une boule de neige qui n'est pas près de s'arrêter. Au grand dam de la concierge.

ISABEL PARENTHOËN.

**LA MODE MASCULINE DES GRANDS COUTURIERS**  
**VENTE SANS INTERMÉDIAIRE = - 50 %**  
Les griffes les plus célèbres des couturiers italiens et français se côtoient dans un choix exceptionnel  
Du 38 au 64 - atelier de retouches -  
Les créateurs: 5, villa Wagram-Saint-Honoré - 233, rue du Faubourg-Saint-Honoré  
M<sup>e</sup> Ternès, 47-63-35-01.  
DÉM: 115, rue de la Banque, M<sup>e</sup> Bourée, 42-96-99-04  
RECOMMANDÉ PAR « PARIS PAS CHER »

**ABONNEMENTS VACANCES**



FRANCE ÉTRANGER (voie normale)

2 semaines	76 F	2 semaines	145 F
1 mois	150 F	1 mois	261 F
2 mois	260 F	2 mois	482 F
3 mois	354 F	3 mois	687 F

Tarifs par avion, nous contacter: tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules. DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à:

**LE MONDE ABONNEMENTS**  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du ..... au ..... au .....  
NOM ..... Prénom .....  
Mon adresse de vacances: .....  
N<sup>o</sup> ..... Rue .....  
Localité .....  
Code postal: ..... Ville .....  
Pays .....  
Cr-joint mon versement ..... F AV57

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement ..... ou votre adresse actuelle

**Le Monde sur minitel**  
**VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**  
Bourse: suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.  
**36.15 TAPEZ LEMONDE**



# Le Monde EDUCATION

## Tout se joue à sept ans

Les élèves qui redoublent le cours préparatoire n'ont pratiquement aucune chance d'entrer au lycée. Un remède : pouvoir apprendre à lire en deux ans.

TOUT se joue entre six et sept ans, à l'âge du cours préparatoire. « Tout », c'est-à-dire le succès ou l'échec scolaire, et peut-être la réussite ou les difficultés de la vie d'adulte. Les statistiques l'indiquent avec brutalité : 10 % des élèves redoublent le cours préparatoire. Or la quasi-totalité d'entre eux n'entrent jamais au lycée. Le redoublement du CP est une épreuve dont on ne se remet pas.

« Des mécanismes irréversibles et cumulatifs apparaissent dès le cours préparatoire et probablement avant », écrit M. Claude Seibel, responsable de département à l'INSEE et coauteur d'une étude sur l'évaluation de l'enseignement à l'école primaire, réalisée par le ministère de l'éducation nationale (1). Comment envisager sérieusement l'accès de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat si on ne prend pas le mal à la racine au cours préparatoire.

En 1979, le service des statistiques de l'éducation nationale dirigé alors par Claude Seibel avait analysé l'évolution des performances de 1 100 élèves de CP. Ses premières conclusions, publiées en 1983, révélaient qu'à niveau faible égal au CP, les enfants admis dans la classe supérieure (le CE1) progressaient beaucoup plus rapidement que leurs camarades redoublants. Les aptitudes de ces derniers stagnent, voire régressent dans les premiers mois de leur second CP. Les différences sociales, perceptibles dès l'origine dans les performances scolaires, ne font que s'amplifier du fait de la décision de redoublement. L'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle défavorisée apparaît nettement comme un facteur de redoublement, alors que, de façon surprenante, le fait d'être dans une classe aux effectifs plus lourds que la moyenne n'a pas d'incidence.

L'exploitation affinée de cette même enquête vient de donner lieu à une nouvelle étude (2), rendue publique lors du colloque « Réussir à l'école » qui vient d'organiser la Ligue de l'enseignement et l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP). Ce travail a permis d'analyser l'évolution des performances des élèves dans quarante-cinq compétences (vingt-neuf en mathématiques et seize en français). Pour les connaissances les plus complexes — comme la dictée ou l'orthographe — l'effondrement

des redoublants au début de leur second CP est spectaculaire, tandis que les élèves faibles qui ont néanmoins été admis en CE1 « décollent » (voir schéma).

### Continuité pédagogique

Ainsi peut être dressée une typologie complète et dynamique des modes d'acquisition des connaissances dans les premiers mois de la scolarité obligatoire, au moment où doivent être maîtrisés les langages — notamment l'écriture — qui fondent l'institution scolaire.

Le remède au redoublement apparaît implicitement : c'est l'idée d'une « continuité pédagogique » entre les classes de CP et de CE1 (et même dès la dernière année de maternelle) consistant à accueillir en CE1 la plupart des élèves jugés faibles en fin de CP. A condition que l'instituteur se mobilise pour solliciter les aptitudes dont on sait, grâce à l'enquête, qu'elles sont sur le point d'éclater. Ce schéma suppose un fonctionnement très collectif de l'équipe des maîtres, ou même un suivi des élèves par le même enseignant pendant les deux années érudites (voir notre reportage).

Si, malgré tout, un redoublement doit intervenir en CP, la décision peut désormais être prise en fonction des critères plus précis, lorsqu'on estime par exemple que le niveau atteint par un élève est trop bas pour pouvoir bénéficier d'un passage dans la classe supérieure. Mais elle doit rester exceptionnelle. « Quitte à redoubler », explique M. Seibel, « vaut mieux le faire au CE1 qu'au CP, où l'enfant est au milieu du gué pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture ». Il n'est pas question pour lui d'interdire le redoublement,

mais plutôt de « faire découvrir aux parents de l'école son caractère ségrégatif ».

« Il faut à tout prix faire baisser (...) le taux de redoublement du cours préparatoire », écrit de son côté M<sup>me</sup> Francine Best, directrice de l'INRP (3), qui propose d'axer sur ce thème pendant un an l'ensemble des actions de formation continue proposées aux maîtres du primaire et d'inciter les instituteurs à modifier l'organisation de leurs classes, dans le sens de la « continuité ». Des propositions qui, précise-t-elle, « n'engendrent ni dépenses supplémentaires de formation (...) ni moyens en postes d'instituteurs mais des efforts de convergence importants dans les écoles normales ».

Mais les idées simples sont parfois les plus dérangeantes et donc peu susceptibles d'être écoutées. Le temps presse pourtant : c'est maintenant que les bacheliers de l'an 2000 rentrent au cours préparatoire.

PHILIPPE BERNARD.

## On respire à Albert-Camus

L n'était pas rare, voilà encore quatre ou cinq ans, que des enfants « triplent » ou même « quadruplent » leur cours préparatoire à l'école Albert-Camus de Caen. Pour un élève sur trois, le redoublement était la règle. L'équation « ne sait pas lire = redoublement », dogme non écrit de la première année d'école élémentaire, fonctionnait à plein, sans déranger personne. Ni les instituteurs, sûrs de leur bon droit, ni les parents des HLM environnants, qui ne sont pas du genre à secouer l'école. Fatalité sociale d'un quartier pauvre avec ses blocs d'habitation délabrés et ses ordres sur les tables de la cour. Et ses élèves de douze ans qui peuplent des classes de « perfectionnement » parce qu'ils n'ont pas su lire à sept ans.

« Quand on a vu au bout de quatre ans de CP que certains élèves ne savaient toujours pas lire, on s'est posé des questions. On ne pouvait plus travailler comme d'habitude », dit aujourd'hui une institutrice. Ces questions, M<sup>me</sup> Claudine Chotteau se les posait depuis longtemps.

Après vingt-trois ans d'enseignement en cours préparatoire et une expérience de conseillère pédagogique, elle a décidé de s'attaquer au scandale des redoublements de CP à répétition, lorsque, en 1984, elle a pris ses fonctions d'inspectrice départementale dans la circonscription scolaire de Caen sud.

### Redoublements diminués de moitié

Dire qu'un miracle s'est produit depuis lors heurterait la modestie de cette militante des pédagogies modernes, coauteure de l'étude sur la continuité des apprentissages. Et pourtant, à la dernière rentrée, le taux de redoublement a presque diminué de moitié. La quatrième classe de perfectionnement réclamée par les instituteurs n'a pas ouvert, et la troisième, qui n'accueille plus que quatre élèves, va être fermée. Le secret de ces transformations semble résider dans la renouveau de l'équipe enseignante, grâce à une nouvelle organisation inspirée de l'idée de « continuité pédagogique ».

Depuis 1985, les institutrices de CP suivent leurs élèves en CE1. Les enfants qui, sans savoir vraiment lire, sont « au bord » de la lecture passent désormais dans la classe supérieure au lieu de repartir de zéro, en redoublant avec une autre institutrice. En CE1, la maîtresse connaît le niveau de chaque enfant et peut s'appuyer sur ce qui a été déjà acquis, en tenant compte de la maturation des vacances. Elle peut aussi réunir en petits groupes les élèves les plus faibles, pendant

que les autres sont confiés à une institutrice « volante », nommée dans le cadre de la « zone prioritaire ».

L'école a gagné en sérénité : les enfants fréquentent désormais la classe correspondant à leur âge, au lieu de se retrouver à huit ou neuf ans avec des petits débourent de la maternelle. Les instituteurs n'ont plus la crainte d'envoyer au collègue de la classe supérieure des enfants ne sachant pas lire correctement.

« Si un élève est tardif, je me dis que je pourrai le rattraper et le faire passer », explique M. Fabrice Reineur. « Nous ferons ainsi moins d'exclus, moins d'élèves à l'écart de l'école », ajoute l'une de ses collègues, M<sup>me</sup> Colette Lefrançois.

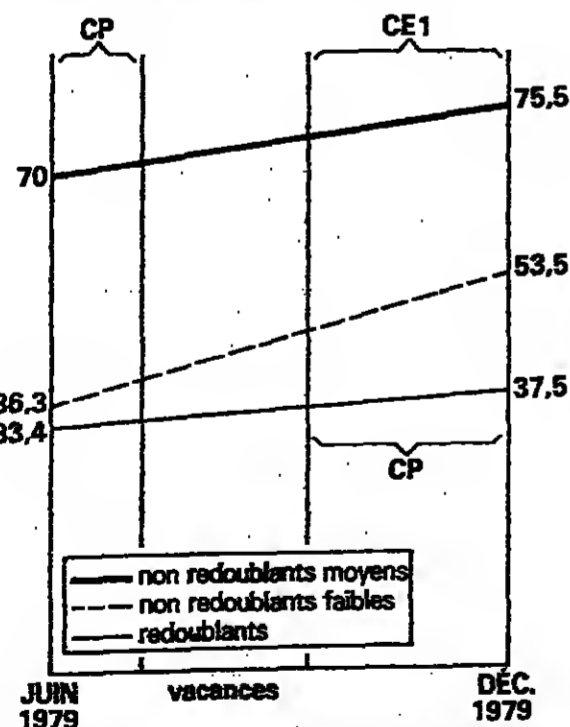
La nouvelle structure n'a pas suffi à balayer tous les obstacles comme par enchantement. Le redoublement lui-même n'a pas été banni, mais il n'est décidé qu'à des cas extrêmes, et ne concerne plus que deux ou trois élèves par classe. Selon les instituteurs, la partie est loin d'être gagnée. « On ne fait que déplacer le problème », constate l'un d'eux. Les élèves qui avaient redoublé le CP vont redoubler en CE1, toujours pour la même raison : la lecture.

C'est pourquoi cette réorganisation s'est accompagnée de l'introduction d'une nouvelle pédagogie de la lecture. On a banni le B-A-BA des manuels traditionnels, les mots énoncés sur des phrases stupides, uniquement construites pour faire répéter les syllabes. Les élèves travaillent désormais sur de l'écrit « vrai » : livres et journaux d'enfants, recettes de cuisine, publicités... C'est en cherchant à comprendre le sens des mots placés dans un contexte intéressant qu'ils découvrent les mécanismes de la combinaison des lettres et donc la lecture. « Dans un CP traditionnel, un élève qui n'a pas compris que T et t font T en novembre est considéré comme perdu pour le reste de l'année », constate Claudine Chotteau. Si on lui apprend d'abord à reconnaître certains mots et à les réutiliser, il peut continuer de progresser jusqu'à ce qu'il ait compris la mécanique de la lecture, jusqu'à ce que la mayonnaise prenne. »

Documment mais sûrement, l'école Albert-Camus change. Une bibliothèque vient d'ouvrir. Les institutrices sont imminemment pressées qu'apparaissent de demander leur mutation, bien que cette école ne soit pas un cadeau », comme l'observe l'une d'elles. Dehors, les HLM de La Guérinière, en cours de réhabilitation, s'habitent de couleurs nouvelles.

Ph. B.

### Les performances en français des redoublants et des non-redoublants



Les résultats en français des élèves faibles admis en CE1 s'améliorent, alors que ceux des redoublants du cours préparatoire stagnent.

## An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS

DOYEN ET PROFESSEURS DE L'UNIVERSITE DE HARTFORD DETACHES A PARIS

### MBA

Diplôme de Master in Business Administration

- L'Université de Hartford offre, à Paris, l'expérience unique de préparer un MBA 100 % Américain, dans un environnement international (participants de plus de 20 nationalités pour la promotion 86-87).
- Un programme intensif de 11 mois dispensé à plein temps par le Doyen et les Professeurs de l'Université de Hartford.
- Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford fondée en 1877 (100 ha, 350 professeurs et 6.300 étudiants) situé entre New York et Boston.
- Formation informatique sur IBM PC, adaptée à la gestion des entreprises.
- Admissions :
  - Etudiants diplômés des Grandes Ecoles ou du 2<sup>e</sup> cycle Universitaire.
  - Professionsnels désireux d'acquies une maîtrise de la gestion au plus haut niveau, d'optimiser leurs connaissances « managériales ».
  - Crédit Spécial Etudiant.

Documentation sur simple demande

**UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL**

21, rue Van Loo - 75016 Paris  
Tél. 42.88.97.79  
Télex RVL 615 890 F

RECEPTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE JUSQU'AU 17.07.87

Tous les élèves, même les meilleurs, ont besoin que l'on s'occupe d'eux

6<sup>e</sup> à Bacs A, B, C, D, G  
Préparation Vétô

- Corps professionnel de très haut niveau
- Prêts d'étude

### COURS DUQUESNE

Enseignement privé

Opéra Nation  
1, rue Talibout 242, rue Fb-St-Antoine  
PARIS 9<sup>e</sup> PARIS 12<sup>e</sup>

Tél. 47 70 28 43 +

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

### MBA

Master of Business Administration

Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

### 3<sup>e</sup> CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

### 2<sup>e</sup> CYCLE

Intensif : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America  
3 Imp. Royer Collard (M. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

Education

A Angoulême

Référendum sur les classes du samedi

ANGOULEMÉ de notre correspondant

Elèves et enseignants, personnel de service et parents d'élèves, plus de dix mille usagers ont voté le 15 juin dans une cinquantaine d'établissements scolaires publics d'Angoulême.

Globalement, 60 % des votants sont partisans de la suppression des cours du samedi matin, avec une participation au scrutin significative (56 %).

Le résultat global a paru suffisamment clair au maire d'Angoulême, qui a transmis à l'inspecteur d'académie un avis favorable au transfert de la classe du samedi matin pour les écoles primaires.

Quatre écoles de commerce créent un concours commun

Quatre écoles de commerce de statuts différents ont décidé de créer dès 1988 un concours d'entrée commun : l'EDHCC (Ecole des hautes études commerciales du Nord), à Lille, qui est privée, l'ICN (Institut commercial de Nancy) établissement public rattaché à l'université de Nancy-II et les ESCAE (Ecoles supérieures de commerce), de Rouen et de Reims, qui dépendent des chambres de commerce et qui étaient jusqu'à présent intégrées au réseau des ESCAE (qui ont un concours national commun).

Ces quatre établissements entendent ainsi apparaître comme un groupe intermédiaire, entre les quatre "grandes" (HEC, ESSEC, ESCP Paris et ESC Lyon), et l'ensemble des ESCAE. Ils veulent avoir une vocation européenne affichée et « privilégier l'indépendance d'esprit plutôt que les connaissances scolaires et comptables ».

ÉCOLE DES CADRES D'INFORMATIQUE ET DE GESTION (1) 43 72 11 60 L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE. BTS - 3<sup>e</sup> année Création et gestion des PME. GROUPE DUQUESNE. ACTION COMMERCIALE ASSURANCE COMMERCE INTERNATIONALE. 242, Fg St-Antoine - 75012-PARIS

Sports

FOOTBALL : la Norvège bat la France (2-0)

Le naufrage d'une équipe fantôme

L'équipe de France de football, championne d'Europe en 1984, ne défendra pas son titre l'été prochain en RFA.

OSLO de notre envoyé spécial

C'était le 16 juin 1986. La cité olympique de Måstaden avait de cadre grandiose aux ambitions d'une équipe de France conquérante qui déclinait l'Italie, encore détentrice de la Coupe du monde, avant de se mesurer au Brésil en quarts de finale.

Mardi 16 juin 1987, c'est à l'Ullevål Stadion d'Oslo, devant huit mille spectateurs et sous le pluie, que l'équipe de France, championne d'Europe, a été prématurément éliminée.

tout sur une pelouse martyrisée par l'hiver et propice aux guct-apens tendus par la petite horde de Vikings. L'Argentine et la Danemark n'y étaient indifférents juste avant de jouer les tarrours au Mondial.

Henri Michel, directeur technique et sélectionneur, redoutait d'autant plus ce déplacement qu'il ne dispose plus de ses lieutenants et de ses vieux grognards de la campagne mondiale.

Bleus de gala et bleus de travail

Pour l'équipe de France, le test norvégien n'était certes pas le premier match sans Michel Platini, qui avait manqué vingt-six rendez-vous depuis ses débuts en septembre 1976, mais bien le premier de l'après-Platini.

Mais désormais Henri Michel doit résoudre la problème de la succession de l'incorruptible meneur de jeu et buteur de la sélection alors qu'il n'a pas encore réussi à régler le remplacement d'Alain Giresse, l'ancien joueur de son ancien milieu de terrain offensif, malgré un grand nombre d'appels passés en revue depuis le début des éliminatoires du championnat d'Europe.

En Norvège, la sélectionneur comptait sur un délice provoqué par l'annonce de la retraite de Michel Platini, « il appartient désormais à cette jeune génération de se prendre en charge, d'affirmer sa personnalité, de montrer qu'elle forme un groupe uni et solidaire », disait-il.

Il misait beaucoup sur l'épanouissement de Gérard Passé, le Toulousain de père congolais, révélé un soir d'octobre dernier en marquant trois buts à Dasseliev, le gardien du Spartak de Moscou, en Coupe d'Europe.

L'état du terrain, l'ardeur manifestée par les footballeurs scandinaves, ont certes mis en développement du jeu, plus technique, des Français.

Mais ils n'expliquent pas le manque de mobilité, de spontanéité de Jean Tigana et de ses partenaires, ni surtout leurs déconforts et leurs fautes grossières dans leur organisation.

C'est la meilleure chose qui pouvait arriver aujourd'hui disait sans rire Michel Platini à la fin du match. Avec ces deux buts, le championnat d'Europe est terminé et Henri Michel va pouvoir préparer son équipe pour la prochaine Coupe du monde.

GÉRARD ALBOUY.

Circulation

A Paris

Des élus dans les embarras

M. Jean Tibéri (RPR), premier adjoint au maire de Paris, a annoncé, lundi 16 juin, la création d'un comité d'études municipal sur la circulation.

Comment mieux circuler sans porter atteinte à l'environnement, alors que la création de places de stationnement et les travaux de voirie sont de plus en plus coûteux pour la municipalité ?

Un cadre de travail a été défini qui ne prend pas en compte la récente proposition de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), adjoint au maire, d'interdire le cœur de la capitale au stationnement.

Selon les experts les difficultés et l'anarchie de la circulation et du stationnement ont

pour cause essentielle le trop grand nombre de véhicules entrant - sortant - dans Paris (220 000 chaque jour). D'autre part, les possibilités de stationnement offertes par les parcs publics, hors voirie, n'ont été accrues, au cours de ces dernières années, que de 22 000 places, dans les secteurs les plus sensibles.

Les prochains grands travaux de voirie qui vont être lancés par le maire sont en effet situés, soit aux portes de la capitale, soit le long de la Seine. Il s'agit notamment de la construction d'un pont entre les secteurs de la gare de Lyon et de la gare d'Austerlitz, du doublement du pont de Bercy, (douzième arrondissement), de la création d'infrastructures dans la zone de rénovation des terrains Citroën (quatrième arrondissement) et de l'aménagement du quai Henri-IV qui poursuivra, alors, le voie Georges Pompidou.

J. P.

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES - PARIS-V Année 1987-1988. Formation pédagogique des formateurs d'adultes. Centre de Formation Continue 12, rue de l'École-de-Médecine, 75006 PARIS

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT ENSEIGNEMENT PRIVÉ. Secrétariat de direction, Secrétariat médical, Traitement de texte. UNE VRAIE SECRÉTAIRE A UN AVENIR ASSURÉ. 40, RUE DE LIÈGE - 75008 PARIS

UNIVERSITÉ René DESCARTES - PARIS V. MAGISTÈRE DE SCIENCES SOCIALES. Formation pluridisciplinaire et spécialisation poussée sur une des grandes régions du monde et compris l'apprentissage linguistique.

Le Monde sur minitel. PROCÈS BARBIE Questions à André Frossard. 3615 TAPEZ LEMONDE et BAR.

EN BREF

- Nouvelle sortie dans l'espace pour les Soviétiques. - Les deux cosmonautes soviétiques, Yuri Romanenko et Alexander Lavatchine, qui occupent depuis le 6 février la station orbitale Mir, ont effectué une troisième sortie dans l'espace, mardi 16 juin, dans la baie de la station spatiale. Les deux hommes sont restés trois heures quinze minutes dans l'espace pour monter un nouveau panneau solaire, sachant ainsi l'opération qu'ils avaient commencée lors de leur précédente sortie, le 12 juin (Le Monde du 16 juin).
- Un CAP-10 s'abîme dans la Loire : deux disparus. - Un avion d'entraînement CAP-10 de la base aérienne de Salon-de-Provence, qui volait à basse altitude en raison du mauvais temps, est abîmé, mardi 16 juin, dans la Loire, près de La Charité-sur-Loire (Nièvre). Les deux occupants ont disparu dans les eaux boueuses du fleuve. Il semble que le CAP-10 ait heurté une ligne à haute tension. L'identité des deux aviateurs n'a pas encore été révélée.

PRÉPARATION AUX BTS Action commerciale, BTS Comptabilité et Gestion d'Entreprise, BAC G2 Techniques quantitatives de Gestion, BAC G3 Techniques Commerciales. 2<sup>e</sup>, 1<sup>er</sup>, terminale. INSTITUT TECHNIQUE PRIVÉ LESCHI. 15, rue Chape 13004 MARSEILLE

Religions

Des précisions sur le mariage religieux de M<sup>me</sup> Eric de Rothschild

La conversion et le mariage religieux, le 3 juillet 1985, de M<sup>me</sup> Eric de Rothschild avaient divisé la communauté juive de France. Sur cet épisode, rappelé à propos de l'élection du nouveau grand rabbin (Le Monde du 16 juin), M. Jacob Kaplan, ancien grand rabbin de France, nous écrit que la conversion de M<sup>me</sup> de Rothschild a été décidée par le grand rabbin de Rabat, « dont personne ne conteste l'autorité en matière de droits religieux. Cette conversion est jugée comme un rendu possible le mariage religieux; que j'ai moi-même célébré à Paris ».

Le Monde IMMOBILIER chaque samedi dans LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION. une sélection de programmes immobiliers en résidences principales et de loyers en vente ou en location. RENSEIGNEMENTS : 45-55-91-82, poste 41-38.

COURS DEVIENNE. Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERAIE" à CIMIEZ (NICE). Professeurs hautement qualifiés. Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D. COURS DE VACANCES du 3 Août au 26 Août. 50 h de Maths du 26 Août au 5 Septembre. 2, avenue Villedouard, MONTROU (NICE) - Tél. 93 81 42 82.



# La Société des Lecteurs du Monde

vous invite à participer au développement du Monde

LE secteur de la communication est en profonde mutation. Le Monde se doit donc de saisir toutes les chances nouvelles de développement. Dès la fin de l'année prochaine, il mettra en service une nouvelle imprimerie — l'une des plus modernes d'Europe, — ce qui lui permettra de diversifier sa production et d'accroître ses possibilités tant rédactionnelles que publicitaires. Il trouvera aussi sa place dans le paysage audiovisuel français et européen en créant un département audiovisuel.

Constituée il y a deux ans, la Société des Lecteurs du Monde s'est donné pour mission d'accompagner Le Monde dans son développement en consolidant son indépendance, et notamment son indépendance financière. Elle entend l'aider aujourd'hui à relever le défi de la modernisation.

Elle procède actuellement à une augmentation de capital pour fournir au Monde une partie des ressources nécessaires à cette entreprise et l'aider à bâtir un grand groupe de communication moderne.

Note d'information de la Commission des Opérations en Bourse et dossier de souscription sur simple demande en nous renvoyant le coupon ci-dessous

La note COB est parue dans le Monde daté 5 Juin 1987. La notice légale a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 1<sup>er</sup> juin 1987.

**SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE**

**AUGMENTATION DE CAPITAL**

Si vous êtes déjà actionnaire, utilisez le mandat que vous avez reçu par courrier séparé.

**DEMANDE D'INFORMATION**

Veuillez me faire parvenir par retour de courrier et sans engagement de ma part le dossier complet sur l'augmentation de capital de la Société des Lecteurs du Monde.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

Bulletin à renvoyer à : Société des Lecteurs du Monde, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

VOIE DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE  
PRÉSPICER DES ARTICLES 6 ET 7 DE L'ORDONNANCE N° 832 DU 20 SEPTEMBRE 1967, LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE A ACCORDÉ SUR LE PRÉSENT MANDAT LE N° 87.187 DU 20 JUIN 1987.

مركز الدراسات والبحوث

# Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

La dynamique du succès conduit ce groupe agro-alimentaire européen à renforcer ses équipes. Son projet : être le leader européen sur un marché très porteur de biens de grande consommation. Il recherche un homme de challenge, qui sera son futur :

## Directeur Commercial

Paris - FM 445 B

Réaliser des objectifs ambitieux : lancer de nouveaux produits aux marchés déjà renommés, animer et fédérer des équipes de vente motivées, gérer votre centre de profit, assurer la rentabilité des investissements commerciaux croissants, progresser, réussir et accroître vos responsabilités, tel est le challenge qui vous est proposé.

Nous recherchons un leader de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, rompu à l'animation d'équipes de vente dans des entreprises performantes, connaissant parfaitement la grande distribution.

La rémunération motivante, comprend un fixe de 400 KF minimum. Discretion totale assurée.

Merci d'envoyer votre manuscrit + CV + photo + prétentions, en indiquant la référence du poste à :

### HEAD

BOULEVARD LA BOÉTIE 75008 PARIS

La filiale française d'un important groupe américain de haute technologie et leader sur son marché recherche son :

## Directeur Financier

Sud-Ouest FF 450.000 + +

Le candidat sélectionné supervisera les fonctions suivantes : comptabilité générale et analytique, reporting, trésorerie, contrôle de crédit, gestion des stocks et audit interne.

De plus, cette personne sera une personne-clé du Directoire et aura à diriger une équipe très importante.

Ce profil ne peut correspondre qu'à un candidat occupant déjà un poste de direction financière dans une grande société internationale - de préférence américaine - et rompu à des méthodes de travail rigoureuses. La maîtrise parfaite de la langue anglaise est essentielle.

Adresser un CV + n° de tél + rém. actuelle à Ivor N Alex à Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris, sous réf INA/902.

### MP

Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-Sydney

## X, ECP, MINES, HEC...

### Conseil de haut niveau et aussi manager

Un des premiers cabinets conseil en France et en Europe dont les domaines d'intervention sont diversifiés, recherche son équipe de conseil de Direction générale pour assurer son expansion et pour structurer ses structures futures de direction.

Ce cabinet souhaite intégrer et faire évoluer rapidement un candidat de tout premier plan, capable de réaliser d'ambitieuses missions de haut niveau et d'assumer des responsabilités de développement commercial et d'activités pluridisciplinaires.

Outre une formation Grande Ecole, il aura 7 à 10 ans d'expérience professionnelle, soit comme conseil en stratégie et management dans un grand cabinet, soit comme manager d'un centre de profit, soit comme membre de l'équipe de direction d'un groupe en essor et des fonctions larges dans une direction centrale (stratégie, plan, gestion, finance, marketing, ressources humaines, politique industrielle).

La réussite dans ce poste et le développement prévu implique une compréhension intime du fonctionnement de l'entreprise, une culture internationale, de réelles motivations pour être performant dans un milieu de conseil et la capacité d'y entreprendre de nouvelles activités. Connaissance de l'anglais indispensable.

La réussite dans ce poste et le développement prévu implique une compréhension intime du fonctionnement de l'entreprise, une culture internationale, de réelles motivations pour être performant dans un milieu de conseil et la capacité d'y entreprendre de nouvelles activités. Connaissance de l'anglais indispensable.

Ordre de grandeur de rémunération : 500.000 F +

Envoyez sous réf. AL 486 AMD  
Discretion absolue  
Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

### etap

## Directeur financier Arabie Saoudite

Emplacement permanent au sein d'un grand groupe industriel français, cette société, chargée de la coordination des activités locales et du suivi de contrats, connaît un très fort développement et réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs par an. Pour bien gérer cette croissance et renforcer l'équipe de direction, elle crée le poste de directeur financier. Rattaché au directeur de la filiale, il sera responsable d'un service de six personnes et assurera la globalité de la fonction. Il mettra en place la comptabilité générale, élaborera puis assurera le contrôle budgétaire et sera responsable de la trésorerie ainsi que des relations bancaires. Il participera également de façon très active au montage de nouvelles affaires et entretiendra des relations étroites avec les milieux financiers locaux. Ce poste, basé à Riyad, s'adresse à un candidat de formation grande école de gestion ou ingénieur + MBA, possédant certains dix ans d'expérience dans une fonction de directeur financier. L'expérience de l'expatriation est souhaitée. La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'arabe un atout. La rémunération et les avantages liés à l'expatriation saoudite sont motivants de valeur. Après quatre ou cinq ans dans cette fonction, des perspectives d'évolution au sein du groupe sont envisagées. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2861MD. (PA Minitel 36.14 code PA)

### PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Président Directeur Général

PARIS 1.000.000 F±

Notre client, un important groupe multinational, désire s'adjoindre la collaboration d'un homme de haut niveau, dirigeant confirmé et entreprenant, qui aura l'entière responsabilité de l'ensemble des activités en France et à l'étranger de cette entreprise à forte rentabilité. Le candidat idéal aura une formation supérieure, Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce et sera totalement bilingue français-anglais. L'homme que nous recherchons, habitué à travailler dans un contexte international aura une expérience particulièrement réussie dans une fonction similaire. Une carrière essentiellement axée marketing et commercial et des qualités de leader seront des points déterminants dans le choix de ce dirigeant de très haut niveau.

Adresser dossier de candidature, C.V., et téléphone personnel, sous réf. 6965 au journal "Le Monde" publicité - 5 rue de Montessuy - 75007 Paris, qui transmettra.

## Directeur Général Financier

Capitale d'Afrique francophone

Au sein d'une importante entreprise de production et de distribution électrique, il a en charge la direction financière en relation permanente avec différents organismes internationaux et la direction de la distribution incluant la gestion de la clientèle. Membre du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion, il a également une responsabilité globale et solidaire dans la conduite de l'entreprise et joue un rôle de Conseil auprès du Président pour ce qui concerne la stratégie de l'entreprise, son organisation et le contrôle de son activité.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, et de préférence également expert-comptable, il a déjà exercé d'importantes responsabilités opérationnelles dans la fonction financière et l'organisation. Une première expérience de l'Afrique et une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables. Une expérience du conseil et/ou du secteur seraient des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre CV, et lettre manuscrite et prétentions, sous référence GO17/MSD à Danièle FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92128 MONTROUGE.

### SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

## directeur général

MEDICO-CHIRURGICAL BANLIEUE OUEST

Notre groupe implanté dans le monde entier, fabrique du matériel médico-chirurgical qui s'est imposé par sa qualité. Nos clients sont les établissements hospitaliers, les cliniques, les laboratoires d'analyses. Nous recherchons le directeur général de notre filiale française.

Gestionnaire rigoureux, leader naturel, vous connaissez l'univers de la santé et plus particulièrement, celui de l'hôpital. Vous avez l'habitude des entreprises multinationales. De formation supérieure, vous êtes prêt pour un nouveau challenge car vous êtes très ambitieux.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier en précisant votre niveau de rémunération souhaité, à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité. Réf. GP 21.

COGEPAN  
Conseil en recherche de Cadres et de Dirigeants  
2, rue Louis David - 75016 PARIS.

### COGEPAN

## patifrance

Société de FABRICATION et de DISTRIBUTION d'AVANTS-PRODUITS destinés aux BOULANGERS-PÂTISSIERS. C.A. 530 MF - Effectif 500 personnes - 3 Usines de fabrication - 10 Succursales de Vente/Distribution - 90 Vendeurs - recherche son

## directeur commercial

Faisant partie du Comité de Direction, il assurera la responsabilité de l'ensemble de l'activité commerciale : Marketing, Promotion, Direction des Ventes et Distribution. Il participera par ailleurs étroitement aux activités de développement et de diversification des produits et des marchés, ainsi qu'aux opérations de relations publiques visant à établir une meilleure communication avec les utilisateurs.

Ce poste de réflexion et d'action conviendrait à un DIPLOME GRANDE ECOLE COMMERCIALE, 35 ans minimum, ayant une solide expérience de l'organisation d'un service commercial, de la fabrication et de la formation d'une équipe de ventes, ainsi que de l'élaboration d'études et d'analyses permettant de définir une stratégie marketing performante. La connaissance des produits alimentaires serait un atout.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3359 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

### DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Votre savoir-faire pour distribuer notre style

10 milliards de francs et 900 points de vente dans le monde, notre Groupe accède son développement et souhaite vous confier l'expansion de ses 30 magasins français.

## DIRECTEUR DES OPERATIONS COMMERCIALES

Reportant au D.G., vous prendrez en main la progression des ventes sur nos magasins, ainsi que l'accroissement de leur contribution. Associé à notre Devenir, vous assurerez d'autre part l'ouverture des nouvelles unités.

Diplômé d'études supérieures, c'est autant à votre expérience du management qu'à celle de la Distribution que vous devez votre réussite actuelle. En vous offrant une équipe de 500 personnes dont 30 cadres, dans un secteur très porteur, votre avenir peut ainsi rejoindre le nôtre.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la réf. 07/DOC/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira une totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants  
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Prestigieuse Société Internationale

PROVINCE

400.000 F +

## Responsable de Marque France et International H/F

Son rôle consistera à optimiser la pénétration de la marque (produits textiles) par une stratégie marketing adaptée aux marchés et aux pays, et donner ainsi les impulsions des nouvelles tendances au niveau des collections.

Expérience de plusieurs années comme Chef de Produit ou Chef de Groupe dans une société particulièrement reconnue pour la qualité de son marketing (textile ou biens de consommation, alimentaire exclusif).

Très bonne connaissance des réseaux de distribution.

Formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent et parfaite maîtrise de l'anglais impératifs.

De 35 ans env., le candidat devra être un professionnel du marketing alliant rigueur et sens de la mode.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour une réponse plus rapide), sous référence 07/2 M à

### MRI conseil

Danièle Chapuis  
13, rue Madeleine Michélin, 92522 Neuilly.

## DIRECTEUR FINANCIER

PARIS FF 450 000 +

Un important groupe international recherche le Directeur Financier de sa filiale française. Sous l'autorité du Président Directeur Général, il aura l'entière responsabilité des Services Comptables (comptabilité générale et analytique, systèmes et procédures) et informatique. Il assurera le Reporting, la fonction Finance/Trésorerie et les relations avec les banques. Le poste s'adresse à un professionnel confirmé, âgé d'environ 35/45 ans, de formation supérieure, parlant couramment anglais. Le candidat retenu devra justifier d'une expérience similaire acquise au sein d'entreprises réputées pour employer les méthodes de gestion les plus modernes. Nous recherchons une personnalité affirmée, un homme habitué à négocier avec les banques, sachant communiquer et capable de s'imposer par ses qualités humaines et ses compétences professionnelles.

Adresser rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. CF/06 à notre Conseil

Patrick BRUNETEAU

### International Management

8, rue Georges-Ville, 75116 Paris.

## HAY RECRUTE :

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS (Stratégie, Organisation, Communication, Ressources Humaines), premier Consultant International en Gestion des Ressources Humaines et membre du Groupe SAATCHI, première affaire mondiale en Publicité, connaît depuis plusieurs années une très forte croissance (40 % d'augmentation de son chiffre d'affaires annuel).

Dans ce contexte dynamique, nous offrons plusieurs possibilités de carrières, dans l'un ou l'autre de nos départements (ou filiales), à des éléments de valeur ayant à la base une formation solide (C, Centrale, HEC...) et bilingues, français-anglais de préférence.

1 directeur de département (RM, DD)  
Paris

et plusieurs consultants seniors (RM, CS)  
Paris-Ivy

Ces postes sont à pourvoir au 1<sup>er</sup> octobre 1987.

Nous souhaitons rencontrer des candidats compétents et autonomes, motivés par notre métier, ayant déjà une bonne maîtrise de leur spécialité, soit en tant que Directeur des Ressources Humaines et/ou de la gestion des cadres au sein de grands groupes internationaux, soit comme « Managers » ou Consultants de haut niveau.

Les dossiers (sous la référence choisie) avec C.V., photo, rémunération actuelle, seront traités en toute confidentialité.

Sonia Lefevre

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

JEUNE MA...  
Parlement e...  
Trad...  
SEMA-SELECTION  
amnesty international  
SERVICE COMPAN...  
OIL BUSINESS  
AN ACCOUNTING...  
FINANCIAL CONTROL

INTERNATIONAL

أسوان للإعلان

AGRO-ALIMENTAIRE AFRIQUE FRANCOPHONE
Construisez votre carrière par l'International !
Société étrangère en pleine expansion recherche
JEUNE MANAGER
Son profil: Formation technique ou commerciale supérieure. Bonnes connaissances en gestion, Grande ouverture à la technique. Expérience de l'encadrement souhaitée.

Factory Mutual International
L'assurance en soi c'est pas tout.
Factory Mutual International fait partie du Factory Mutual System établi depuis 1835 aux Etats-Unis.

Conseil international
mission pour Ingénieur Grandes Ecoles
Par une solide formation spécifique - et permanente - au sein de notre groupe, vous devenez un spécialiste - puis des experts - en prévention des risques industriels.

Le Secrétariat général du
Parlement européen
à LUXEMBOURG organise un concours général pour
le recrutement de
Traducteurs (f/m) de langue française
Principales conditions d'admission:
- Formation universitaire adéquate sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle dans le domaine de la traduction d'au moins cinq ans garantissant le même niveau.

PRODUCT MANAGEMENT
PROGRAMMABLE CONTROLLERS
GE FANUC AUTOMATION EUROPE (SA) is a joint venture company between GE (USA) and Fanuc of Japan combining the Factory Automation strengths of these two great companies. Due to its expanding programmable control business within Europe an opportunity exists for a High End Product and Industrial Computer Product Manager to be based at the European headquarters in Frankfurt, reporting to the European Marketing Manager.

AMNESTY INTERNATIONAL
recherche pour son secrétariat international à Londres un(e) assistant(e) pour le service de langues françaises.
Ce (te) assistant(e) sera chargé(e) d'assurer:
- La relecture des documents traduits en français;
- La dactylographie et le classement du Bulletin international et de tous les autres documents traduits en français;

L'Ecole inter-états d'ingénieurs de l'équipement rural de Ouagadougou recherche pour septembre 1987 un enseignant responsable recherche et formation 3e cycle hydraulique. Poste convenant à un universitaire ou un ingénieur grandes écoles. (GREF par exemple) très expérimenté et connaissait pays en développement si possible. Env. curriculum vitae, photo et pub. récente à: E.I.E.R., BP 7023 - Ouagadougou (Burdina Faso), Tél.: 5266 BF, tél.: 33-36-29-29.

DEMANDES D'EMPLOIS
Secrétaire dactylo, exp. 25 ans. Connaissance angl., néo-pas. courtois, belle infirm., sèches, tableaux. Préf. place st. ou confort climatisé ou ind. Tél. : 42-82-20-51.
Cadre 41 ans, autodidacte, expérience 18 ans. Expérience clientèle particulière. Haut de gamme. Recherche établissement désirant développer ce secteur. Apport clientèle possible. Ecrire sous le n° 1.363 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

L'AGENDA
Alarme
CONTRE LE VOL et LE VANDALISME
Partez tranquille en W.E. ou en vacances NE SOYEZ PLUS CAMBRIOLABLE, grâce aux systèmes d'alarme SANS FIL SANS INSTALLATION, le défenseur de votre habitation:
PROTECTION 2000
Codage électronique secret, matériel simple à utiliser et éprouvé même en présence d'animals. Adressez-vous à un PROFESSIONNEL qualifié. SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

amnesty international

FABRICANT ITALIEN DE CRAVATES
Papillons, Echarpes, Foulards
Production uniquement en soie
Cherche REPRESENTANT bien introduit auprès de la clientèle PARIS / FRANCE CENTRE / NORD
Conditions très intéressantes.
Ecrire sous le n° 7 050 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, PARIS-7.

Séjours linguistiques
L'ANGLAIS dans un HOTEL
Personne compétente dans notre hôtel lui avec une famille Anglaise. Facile à la mer. Logés en groupes moyenne neuf étudiants - à partir de 200 par dortoir.
20% REDUCTION pour un séjour de 30 jours plus.
30% REDUCTION pour les groupes de 5 étudiants ou plus.
Ouvert toute l'année. Pas de limite d'âge. Cours spécialisés Noël, Pâques etc.
Ecrire à Registry School of English, Ramsgate, Kent, England. Tel: 843 89212 ou: Mr Bazilio, 4, rue de la République, 93000 Bobigny, France. Tél.: 39 97 26 33 ou: Registry Languages, 1 Rue Ferdinand Duval, 75004 PARIS. Tél.: 48 04 99 97

Stages
STAGES de dentistes aux frais de l'ALGERIE. La Fontaine-de-Tholozan, 53630 St Germain-Tholozan. Tél. 73-72-02-18.
Vacances
Tourisme
Loisirs
SAINT-PAUL, 70 m<sup>2</sup>, 3 pces, 20 m<sup>2</sup> de terr., tout confort, pl. soleil, 15 juin/15 août 2 500 \$ net. Tél. 42-78-01-45.
PARIS - PONT-NEUF
App. 2 pièces, bois, soleil, calme sur cour. Fin juin 15 août/15 sept. franc. (1) 43-26-76-66 le soir.
Loue juillet et/ou août 2 pces 110 m<sup>2</sup> - 12<sup>e</sup> arrdt 4 200 F/mois. Tél. 46-28-80-85.
LE D'ISCHIA (près de Naples). Apt. 2 pces, 10 m<sup>2</sup> de terr. Libre juillet - 12 000 F. Téléphone: 46-28-50-77.

A SERVICE COMPANY IN OIL BUSINESS
is looking for his subsidiary in arabic speaking country:
AN ACCOUNTING/ FINANCIAL CONTROLLER
Profil:
- University graduate or equivalent with 3 years minimum accounting/financial experience in a major Arab firm.
- International Financing and Banking technical experience.
- Data processing experience.
- Fluent English.
- Age 35 or above.
PHONE: (1) 47.76.42.34 - Madame TOULOUZE extension 144 or 162.

OFFRES D'EMPLOIS
Collectivité territoriale
- organisateur et gestionnaire du réseau départemental d'activités (32 bases réparties) et 422 circuits scolaires commandés en industrie, à 6 000 000 km/an. C.A. transport: 98 MF.
recherche son
CHEF DU SERVICE TRANSPORT
pour encadrer une équipe d'une douzaine de pers. chargées de:
- poursuivre le développement du réseau et sa gestion;
- analyser sa fréquentation;
- mener à bien de grands projets d'évolution.
Posts basés à Dijon. Tél.: 80-73-61-61, p. 461.

Bijoux
GILLET
ACTUELLEMENT - 20 % sur les BIJOUX D'ART ANCIENS
Bagues ornées... ACHATS OR
18, rue d'Arcole - Paris 6<sup>e</sup> - M<sup>e</sup> Croix de la Tour - Tél.: 43-64-00-85.
BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. « Que des pierres exceptionnelles », écrit le guide « Paris pas cher » en alliance, brillants, solitaires, etc. bagues, rubis, saphirs, émeraude, etc la bijouterie de PERRONO OPERA
Angle bd. des Italiens 4, chaussée d'Antin
Achat et bijoux ou échanges. Autre moyen, autre gré choix. Etoile, 37, av. Victor-Hugo

Enseignement
ECE recherche professeurs d'action commerciale, commerciaux internationaux, spécialistes BTS, adoss. CV à ECE, 17, place J. Amyot, 77000 Meaux.
Cours de vacances Séjours de révision et perfectionnement MATHS, FRANÇ., ANGLAIS de la 7<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année. JUILLET, AOUT en Bretagne à St-Lunaire (bords de Dinard). Demander documentation à VACANCES EDUCATIVES, 320, rue St-Hippolyte, PARIS 11<sup>e</sup> ou tél.: 43-40-52-33
Piano
Vds PIANO GAVEAU cadre fer, très beau son, 10 000 F. Tél. 46-43-86-23 sp. 18 h.

Le haut niveau si manager
Financier

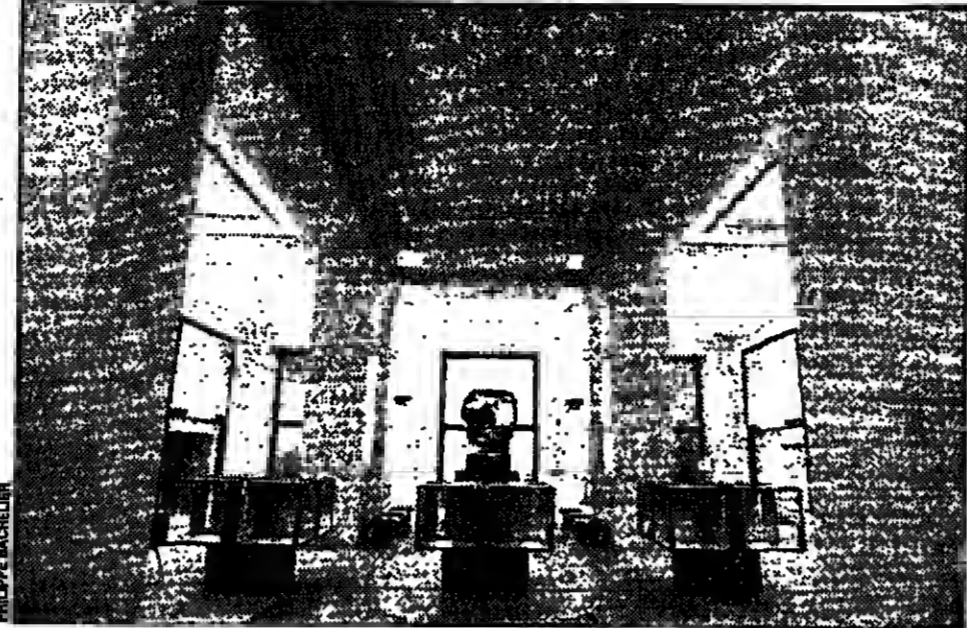


# Le Monde ARTS ET SPECTACLES

## La rénovation du musée de l'Homme

### Un paradis en perdition ?

Logé dans un bâtiment construit pour l'Exposition universelle de 1937, le musée de l'Homme était, à son ouverture, un an plus tard, un modèle de muséographie et la vitrine d'une ethnologie française florissante. Il a aujourd'hui besoin d'une rénovation complète. Jacques Chirac inaugure, le 18 juin, l'exposition « Chefs-d'œuvre du musée de l'Homme » installée dans son hall, refait à neuf. Les travaux devraient reprendre dès la fin de l'année.



Le hall rénové.

Si le premier ministre est un familier du musée de l'Homme, il sera sans doute surpris en inaugurant son nouveau hall - 400 mètres carrés - rénové de fond en comble. L'espace semble avoir doublé. Les cloisons qui le découpaient ont disparu en même temps que ses divers parasites : caisses, panneaux, étales. Les murs revêtus de stucs rose vénitien sont éclairés par des appliques monumentales, placées sur des pilastres. Solitaire, au fond de cette avant-salle, sobrement meublée, une tête monolithique de l'île de Pâques accueille les visiteurs. Sa physionomie est constamment animée par un jeu de projecteurs.

Pour agrandir ces sortes de loges, les architectes Philippe Noir et Christine de Viebet ont mis à nu certains volumes « morts » qui ponctuent mystérieusement le bâtiment. Construit rapidement en 1937 par Carlù, Boileau et Azéma, et surtout traité comme un décor, son aménagement intérieur a été négligé. Aussi, des espaces non aménagés subsistent çà et là. Des images projetées sur un écran placé entre les deux volées du grand escalier doivent donner aux curieux une idée des collections qui les attendent là-haut.

La nuit, hélas ! rien n'a encore changé. Les salles témoignent

fidèlement de la muséographie des années 30.

Les vitrines métalliques grises se succèdent, alignées le long d'interminables galeries. Des inscriptions désuètes notent toujours l'existence d'un Soudan occidental ou d'une côte française des Somalis. Le gardiennage est encore plus endormi que partout ailleurs. Les vols font partie de la chronique du musée. Il y a quelque temps, dans la section américaine, une rarissime peau de bison peinte - 2 mètres sur 2 - don d'une nation indienne à Louis XVI, est décrochée d'un mur. Personne ne l'a jamais revue. Plus récemment des bijoux baoués en or disparaissent d'une

vitrine. Sans effraction. Plusieurs semaines sont nécessaires pour que la disparition soit signalée. Les larcins sont également nombreux dans les réserves. Un collectionneur américain signala, un jour, la vente prochaine à New York d'un objet faisant partie des collections du musée. La pièce avait été subtilisée plusieurs années auparavant sans même qu'on s'en aperçoive.

Mais le contraire serait étonnant. Comment s'y reconnaître dans ce dédale surchargé où le moindre espace est sauvagement occupé par l'une des trois cents personnes qui y travaillent ? Les collections s'entassent où elles peuvent et débordent des armoires. Le bureau du cinéaste Jean Rouch rebêta de l'abri préhistorique : un réduit sans fenêtre qu'il partage avec sa secrétaire, croquant littéralement sous une documentation mal contenue par des étagères de fortune. La salle

de projection mérite la visite. Les sièges ont été fabriqués par quelqu'un qui ignore vraisemblablement tout de la menuiserie. Et l'insonorisation de la salle est assurée par des boîtes à œufs qui sont collées au plafond. Une monture travaille courageusement sous un escalier où sont entassées des dizaines de bobines de films. An grand désespoir des services de sécurité qui menacent régulièrement de fermer les lieux.

L'éducation nationale, le ministère de tutelle, ne donne pratiquement rien au musée. Son budget de fonctionnement - aux deux tiers dévoré par les frais de chauffage - est alimenté par les entrées : 350 000 par an. « Il devrait y en avoir plus d'un million », s'exclame Henry de Lumley, directeur du laboratoire de préhistoire et coordinateur des services communs. Depuis plusieurs années, il tient tout prêt un ambitieux plan de rénovation de l'établissement. Il estime le montant des travaux nécessaires à 200 millions de francs. « Ce n'est rien à côté d'Orsay, qui a coûté 1 milliard 300 millions, et trois fois rien à côté de la Cité des sciences », explique-t-il. En 1986, la Mission des quatre musées (1) lui a permis de programmer la rénovation du hall du musée - 3,6 millions de francs.

Les pièces les plus remarquables de chaque département y seront temporairement exposées. Histoire de montrer qu'il s'agit là d'un hors d'œuvre. Dès octobre 1988, Henry de Lumley voudrait ouvrir au public une nouvelle

galerie, introduction à l'ensemble du musée. L'homme y serait défini grâce à toutes les disciplines représentées dans la maison : de la paléontologie à l'ethnologie. Trois salles d'expositions temporaires devraient être prêtes et la salle de cinéma totalement réaménagée. Enfin des mozzanines accueilleraient différents services publics et techniques aujourd'hui asphyxiés. Ces travaux, répartis sur deux ans, sont estimés à 50 millions de francs.

La suite des opérations n'est pas chiffrée avec exactitude, mais le programme est encore plus ambitieux. Les galeries dans leur ensemble doivent être rénovées. L'entresollement et la récupération des fameux « vides » feraient gagner 6 000 mètres carrés environ. Ce n'est pas suffisant, estime Henry de Lumley. Alors il faut creuser. 20 000 mètres carrés de réserves doivent puvnir se déployer sous les jardins du Trocadéro et une salle de conférence de 600 places sous le parking. Un restaurant pourra être installé sur le toit. On y accèdera par un ascenseur rapide. Et les dizaines de milliers de badauds qui monteront admirer le panorama seront obligés de traverser les salles du musée pour regagner la sortie. C'est bien le diable si nombre d'entre eux ne s'attardent pas, fascinés par la magie des dinosaures animés et musicaux qui présenteront, à grand renfort de vidéo, toutes les cultures du monde.

Et si l'on reproche à Henry de Lumley ses conceptions muséographiques par trop spectaculaires, il se retranche derrière Paul Rivet, l'illustre fondateur du musée.

EMMANUEL DE ROUX.  
(Lire la suite page 24.)

### Richesse,

DE par son appartenance au Muséum national d'histoire naturelle, le musée de l'Homme a, parmi ses tâches essentielles, la conservation de ses collections, qui font partie du patrimoine national et même mondial, la recherche et son corollaire : l'enseignement spécialisé de haut niveau.

La richesse exceptionnelle et la variété infinie des collections sont telles qu'en dresser l'inventaire aurait sûrement fait mourir de surmenage Jacques Prévert et son rayon laveur. Les caissons, magasins, bureaux, réserves, corridors, caves et recoins du musée de l'Homme contiennent plus d'un million d'objets souvent uniques et irremplaçables.

Certaines des 35 000 crânes et des centaines de squelettes appartenant à des groupes humains aujourd'hui disparus (tels les Guanches des Canaries, que l'on pense être issus directement des Cro-Magnons, et les aborigènes de Tasmanie). Il y a aussi, entre autres, les restes osseux de l'homme de Tautavel (le plus vieux crâne d'Europe), des Néandertaliens de La Chapelle-aux-Saints et de La Ferrassie, des crânes néolithiques volontiers déformés notamment en Amérique précolombienne et aussi jusqu'au vingtième siècle en Europe. France comprise, des centaines de spécimens affectés de très graves malformations congénitales portant la trace de maladies rarissimes.

Les outils préhistoriques se comptent par centaines de milliers. Les pierres taillées sont déjà belles par leurs formes simples et fonctionnelles. Mais que dire de la Vénus de Lespugue - une silhouette féminine stéatopyge sculptée dans l'ivoire de mammoth il y a 25 000 ans - et du propulseur (arme qui a précipité l'arc) devenu œuvre d'art par les



Henry de Lumley.

deux bouquets sculptés qui s'y affrontent depuis 15 000 ans ?

Certaines des 400 000 objets ethnologiques du musée de l'Homme doivent leur présence sur la colline de Chaillot à nos rois : à François I<sup>er</sup>, on doit le manteau de plumes des Indiens Tupinamba, rapporté d'Amérique par André Thévet et déposé dans le « cabinet des curiosités » ; à Louis XVI, la série de peaux de bison et de cerfs pointes au Canada, entrées au « cabinet royal » pour servir à l'éducation de jeunes princes.

Bref, les costumes s'entassent par milliers dans les placards, les 7 000 instruments de musique garnissent des dizaines d'étagères, de gros objets encombrant des coins de couloir, comme l'énorme tambour de bois à fente du Congo. Outils et meubles, ustensiles et broderies, parures et bijoux, chaussures et armes ont été casés un peu partout. La conservation de tous ces trésors se fait dans des conditions déplorablement : variations de température et d'humidité, poussière, mites et autres insectes risquant de détériorer les objets. L'étuve indispensable à l'élimination des parasites est hors service depuis

longtemps. Le musée de l'Homme doit faire appel aux services de désinfection de la Ville de Paris.

De même, le musée manque cruellement d'équipements et de techniciens. Les fichiers de son merveilleux patrimoine ne sont pas informatisés. Il n'y a pas de laboratoire moderne d'analyses et de restauration. Le laboratoire de palynologie (études des pollens fossiles) existe certes, mais dans des locaux insalubres et dépourvus des conditions nécessaires à la sécurité.

Pourtant tous ces objets méritent déjà les plus grands soins pour leur rareté et (ou) leur beauté. Et surtout, ils sont la base indispensable du travail de quelque 75 chercheurs et 75 ingénieurs ou techniciens relevant directement du musée de l'Homme et appartenant au Centre national de la recherche scientifique et alors « hébergés » à Chaillot III.

Des outils utilisés encore il y a peu de temps peuvent renseigner sur les usages d'objets préhistoriques. Telles fouilles archéologiques dans des îles d'Océanie ont été fructueusement guidées par les traditions orales qui ont été collectées par les ethnologues et

### misère...

qui, à titre de réciprocité, ont été confirmées par les travaux des archéologues. Des peuplements ont été élucidés par le recouplement de données anthropologiques, préhistoriques et ethnologiques.

Aller travailler sur le terrain est indispensable au travail des chercheurs. Mais les missions sont forcément peu nombreuses : les crédits qui leur sont consacrés sont de l'ordre de 150 000 francs par an. De même, le budget annuel réservé aux achats n'excède pas 250 000 francs, soit le prix hors taxes d'un très beau fou d'artifice...

Puisque nous parlons argent, il faut préciser qu'en 1987 le budget total du musée de l'Homme (salaires non compris) est de 4,75 millions de francs, dont 300 000 francs viennent du ministère de l'éducation nationale au titre de ses musées. A ce budget étiré, il faut ajouter la subvention donnée, au titre de la recherche par le ministre de l'éducation nationale : soit 573 000 francs pour les trois chaires du musée de l'Homme.

L'enseignement de haut niveau, qui fait partie des tâches du Muséum et donc du musée de l'Homme, est dispersé, d'habitude, à l'Institut de paléontologie humaine (« annexe » éditée en 1913 dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, dans diverses universités parisiennes ou à l'École pratique des hautes études. On est loin des temps où Marcel Mauss, André Leroi-Gourhan ou Claude Lévi-Strauss faisaient leurs cours au musée de l'Homme et formaient sur place les générations des futurs chercheurs.

Y. R.

(1) Il y a aussi les chercheurs étrangers qui viennent travailler quelques mois ou quelques années au musée de l'Homme.

**AUJOURD'HUI**

# HANOI HILTON

THE CANNON GROUP INC. GOLAN GOLAN  
LORNE OETWYD THE HANOI HILTON MICHAEL MORRIS - ERFREY JONES - RALPH WAT  
STEPHEN DAVIES LAWRENCE HESSMAN - ADRIENNE - GORDON GILBERT JOHN DEW - ICKY RILEY - DAVID SOUL  
NABE RIVN, C.C. JIMMY WEBB - RENSCHOW SHAW  
MEVAVEN GOLAN - YORAN GOLAN LORNE OETWYD

MUSÉE DE L'HOMME

Du Jardin du roi au Trocadéro

La musée de l'Homme fête cette année son demi-siècle d'existence officielle. Son acte de naissance, en réalité beaucoup plus ancien, lui attribue un âge respectable : trois cent cinquante-deux ans.

Le musée de l'Homme, créé en 1937, s'est installé un an plus tard dans les locaux - incommodes - du palais de Chaillot. Mais il est, en fait, beaucoup plus ancien que ne le laisse supposer sa date de naissance officielle : il est issu, en ligne directe, du Jardin royal des plantes médicinales (actuellement le Jardin des plantes), organisé en 1635 par un édit de Louis XIII pour acclimater des plantes utiles à la santé, certes, mais aussi pour dispenser, hors de l'Université, un enseignement moins théorique et plus spécialisé que celui donné alors à la Sorbonne.

Un des premiers « démonstrateurs et opérateurs des opérations pharmacologiques » - c'est le titre - nommé au Jardin royal fut Marin Curé de La Chambre, docteur en médecine de la faculté de Montpellier. Après quelques mois seulement, Curé de La Chambre aurait été chargé, par ordonnance royale, de faire « la démonstration oculaire et manuelle de toutes et chacune des opérations de chirurgie, de quel-

que nature qu'elles puissent être (1) ». M. le démonstrateur faisait en outre de l'anthropologie deux siècles avant que le terme apparaisse dans la langue française : dans son ouvrage *Les Caractères des passions*, une illustration représente un savant ebean mesurant un buste devant une étagère supportant d'autres bustes de différents types humains...

Dès ses débuts, l'enseignement dispensé au Jardin royal a ainsi été centré sur l'anatomie humaine. Mais c'est seulement en 1718 que le titre de « démonstrateur... » fut remplacé par celui de « professeur en anatomie et chirurgie ». Il faut d'ailleurs noter que, pendant trois siècles, tous les successeurs de Curé de La Chambre furent des docteurs en médecine très réputés en anatomie et que leurs cours attirèrent un très nombreux public - français et étranger, médecins ou femmes du monde, - concurrençant ainsi la faculté de médecine de Paris.

Professeur de 1777 jusqu'à sa mort en 1832, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, Antoine Portal participa à la transformation, en 1793, du Jardin royal en Muséum national d'histoire naturelle et de celle de la chaire d'anatomie et de chirurgie en chaire d'anatomie humaine. Dans le même temps, Bernard de Lacépède, pourtant

titulaire de la chaire d'erpétologie (la science des serpents), faisait, en 1800 et 1801, un cours sur l'histoire naturelle de l'homme. Ce qui permit en 1833 à Pierre Flourens, successeur d'Antoine Portal, d'intituler son cours « anatomie et histoire naturelle de l'homme », titre qui fut donné en 1853 à la chaire par Etienne Serres, successeur de Flourens... jusqu'à ce qu'en 1855 apparaisse enfin, avec la nomination du nouveau titulaire, Armand de Quatrefages, le nom de chaire d'anthropologie, qui fut conservé jusqu'en 1936.

Il s'agissait de beaucoup plus que d'un simple changement de nom. Dans le terme « anthropologie », Quatrefages élargissait pleinement l'étude de l'homme. Il y mettait, bien sûr, l'anatomie et la physiologie, mais aussi « les manifestations de l'intelligence (...), les mœurs, les industries et les arts (...), les langues et les croyances religieuses (1) ». lui-même se consacrant plus particulièrement à ce que nous appelons aujourd'hui l'anthropologie physique. Pour lui, il n'y avait qu'une espèce humaine, au sein de laquelle l'influence du milieu avait fait apparaître des formes variées et des aspects différents. Cette façon fort juste d'envisager l'unicité et la variabilité de l'espèce humaine est assez surprenante, car Quatrefages n'a jamais

admis la théorie de l'évolution publiée par Darwin en 1859.

Depuis la création du Jardin royal puis du Muséum, les professeurs successifs d'anatomie humaine - que nous ne pouvons citer tous - ont constitué patiemment les collections de crânes d'os et autres restes indispensables à leurs études. En 1855, on en était à 3.500 objets entassés dans plusieurs petits bâtiments du Jardin des plantes : en 1892, à la mort de Quatrefages, à 22.000, parmi lesquels figuraient - déjà - d'importantes séries préhistoriques ; en 1907, à près de 50.000. Brillamment secondé par Ernest Hamy, l'aide-naturaliste qui lui succédera, et par René Verneau (qui succéda à Hamy), Quatrefages avait réussi à enrichir considérablement et à classer les collections. Hamy, en particulier, avait suscité de très nombreux dons et achats en expliquant aux voyageurs prêts à partir ce qu'il était utile pour l'anthropologie de rapporter des pays qu'ils allaient explorer ou visiter.

Hamy sentait le besoin de créer des collections d'ethnologie qui, selon lui, étaient le complément indispensable de celles d'anthropologie et de préhistoire. En 1877, il obtint la création d'un musée d'ethnographie qui regrouperait, dans une partie du palais du Trocadéro, les objets dispersés dans une demi-douzaine de musées et au Muséum. Hamy était directeur du nouveau musée et le resta lorsqu'il prit la chaire d'anthropologie du Muséum en 1892. Mais il s'agissait d'une simple « union personnelle », et ce système persista jusqu'en 1928 : cette année-là seulement le musée d'ethnographie fut officiellement rattaché à la chaire d'anthropologie du Muséum.

Le palais du Trocadéro n'était pas du tout fait pour abriter un musée, et d'autant moins que les haies de certaines galeries n'étaient même pas vitrées. Pourtant, les collections du musée d'ethnographie ne cessaient de s'enrichir : 6.000 pièces à l'inauguration de 1880 ; 100.000 en 1920, et, parallèlement, l'Etat était de plus en plus chiche de crédits : 8.500 francs par an en 1880, 3.500 francs en 1920 ! On comprend que, malgré le dévouement sans limite et les héricolages habiles du très rare personnel, des membres de la Société des amis du musée du Trocadéro (créée en 1914) et de chercheurs bénévoles, nombre de pièces furent perdues (volées ou irrémédiablement abîmées).



Rencontre dans une salle d'ethnologie européenne.

Nommé à la chaire d'anthropologie du Muséum quelques mois après le rattachement du musée du Trocadéro, Paul Rivet réagit avec énergie. Il obtint des crédits du Parlement, du ministère de la marine, de la Société des amis du musée du Trocadéro, du Muséum (toujours à court d'argent lui aussi), et, le dévouement bénévole aidant toujours, il transforma en quatre ans le musée d'ethnographie en musée d'ethnologie, où étaient alors réunis 150.000 objets. Rivet avait obtenu que des collections venant notamment du Louvre et du ministère de la marine rejoignent celles du musée d'ethnologie. Il organisa, avec Marcel Mauss, Lucien Lévy-Bruhl et Marcel Cohen, le premier enseignement de l'ethnologie jamais dispensé en France et fut à l'origine du développement remarquable de cette discipline.

Les progrès étaient donc considérables, mais la situation ne facilitait pas le travail : les collections d'anthropologie physique et de préhistoire ainsi que le laboratoire étaient entassés au Jardin des plantes, les collections d'ethnologie sur la colline de Chaillot. Conseiller général de la Seine en 1935, Paul Rivet sut et put profiter de l'occasion fournie par l'Exposition universelle qui se préparait à Paris pour 1937. Il obtint

en 1936 qu'une partie du palais de Chaillot remplaçant le palais du Trocadéro fut affectée à un nouveau musée de l'homme, où seraient regroupées avec leurs collections les trois grandes disciplines - anthropologie physique, préhistoire et ethnologie - étudiant l'homme sous tous ses aspects. Il modifia le nom de sa chaire en « chaire d'ethnologie des hommes actuels et des hommes fossiles ». Ce n'était donc pas du tout une rupture avec le Muséum. Celui-ci restait - et est encore - la maison mère, le musée de l'Homme en étant une annexe consacrée à l'histoire naturelle de l'homme.

Le domaine couvert par cette chaire étant gigantesque, la chaire fut subdivisée en deux d'abord par la création de la chaire de préhistoire (1962), puis en trois par celle de la chaire d'ethnologie (1970), la chaire initiale reprenant son nom ancien d'anthropologie. Trois chaires, donc, mais un seul sujet : l'homme.

YVONNE REBEYROL.

(1) Cité dans sa leçon inaugurale du 27 mai 1943 par Henri Valois, qui prenait ainsi possession de la chaire d'ethnologie des hommes actuels et des hommes fossiles du Muséum national d'histoire naturelle.

Un paradis en perdition

(Suite de la page 23.)

Paul Rivet qui, en 1948, écrivait : « Animer les choses mortes, vidées du contenu émotionnel que la vie communautaire, est la tâche la plus délicate et la plus ardue qui incombe à un conservateur. Il faut y arriver par des notices claires, éloquentes, rédigées sans pédantisme, en langage simple, par des photographies, par des appareils de vues stéréoscopiques, par le moyen très coûteux de dioramas, par des auditions musicales appropriées, et enfin par le cinéma. » Le rêve de Paul Rivet est aujourd'hui réalisable. « Nous pouvons faire ici un grand musée audiovisuel des sciences de l'homme », affirme Henry de Lumley.

Mais les obstacles ne manquent pas. Le premier est évidemment financier. La Rue du Rivoli a déjà en travers de la gorge les « grands

travaux élyséens ». Quand on lui parle musée, le grand argentier voit rouge. Même si on lui fait remarquer qu'il s'agit, ici, de pédagogie pure. Ensuite, la structure de l'établissement peut compliquer la bonne marche du projet. La direction du musée de l'Homme est tricéphale. Il existe là trois chaires, trois laboratoires à la tête desquels sont nommés trois professeurs qui ont la charge de veiller sur les collections de leur département. Les violons de ces honorables scientifiques ont parfois du mal à s'accorder. La dissonance peut même dégénérer en conflit. Une gerçilla larvée qui empoisonna le début de la décennie a conduit la direction du Muséum à nommer Henry de Lumley « coordinateur des parties communes ». Mais les collections relèvent-elles des parties com-

munes ? Déjà la conception de la nouvelle galerie introductive est contestée. Arrivera-t-on à se mettre d'accord sur une conception générale du musée ? L'aspect esthétique des objets sera-t-il mis en valeur ou continuera-t-il à être nié comme le veut la tradition de l'ethnologie française ? Le découpage actuel des salles sera-t-il maintenu ? Autant de questions qui devront avoir des réponses uniques pour que l'ambitieux programme d'Henry de Lumley puisse voir le jour. Sans doute est-il sur un certain nombre de points discutables et amendable. Il a l'avantage de l'existence et de la cohérence.

C'est le seul aujourd'hui qui puisse débarrasser une institution, seulement vieille d'un demi-siècle, de son linéaire de poussière.

EMMANUEL DE ROUX.

GALERIE LOUIS CARRE & Cie
10, avenue de Messine 75008 Paris - 45.62.57.07
JEAN HELION
PEINTURES
jusqu'au 25 juillet

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél. : 42-60-23-18
LES TROIS DUCHAMP
18 juin-29 juillet

GALERIE SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four - 75006 Paris - Tél. 43.26.43.38
GIRAMAND
Gravures et sculptures
Juin

PRÉSENCE DU PASSÉ
de
MAREK RUDNICKI
Galerie PASSALI
33, rue de Miromesnil, 75008 PARIS
Tél. 42-65-46-96 - 42-66-47-33
Du 4 juin au 4 juillet 1987
Ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h

CHRISTIE'S MONACO
Ventes Importantes
Tableaux Anciens, Mobilier,
Tapisseries, Porcelaine, Objets
d'Art, Art Nouveau, Art Déco
Exceptionnel fauteuil
Régence en bois doré, d'une
suite de 4 et d'un canapé.
Ancienne collection Crozat.
Importants Mobilier Français,
Objets d'art et Porcelaine.
7 décembre 1987.
Si vous désirez inclure des objets dans nos ventes
ou obtenir, à titre gratuit, les estimations et
conseils de nos spécialistes, veuillez contacter:
Christie's Monaco S.A.M.
Park Palace
98000 Monte Carlo
Tél. 93/25 19 33
Christie's France S.A.R.L.
17 rue de Lille
75007 Paris
Tél. 01/4261 1247
Christie's Aix
2 rue Maréchal
13100 Aix en Provence
Tél. 42/96 43 94

BREST
LE RELECQ - KERHUON
32, rue Mirabeau (Tél. : 98-00-26-04)
FRED ZELLER
90 peintures de 1946 à 1987
JUSQU'AU 30 JUIN

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS
MORANDI
Peintures - Œuvres sur papier
Salle St-Jean - Hôtel de Ville de Paris - T. : 11 11 19 h - St-Jean
Tél. : 42-76-61-63

GALERIE HOPKINS-THOMAS
2, rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. : (1) 42.65.51.05
BERTHE MORISOT
Prolongation jusqu'au 30 juin

ABSTRACTION
JUN DE 87
L'ABSTRACTION
DANS 22 GALERIES
D'ART CONTEMPORAIN
Renseignements : 45-20-69-43



EXPOSITIONS

# Festivals d'été à travers la France

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

**AX-EN-PROVENCE**  
- *Vieira de Silva et Arpad Szenes* (Musée Granat. Juillet-septembre).  
- *Le retour au mur: Michelle de Launay* (Musée des Tisseries. Jusqu'au 22 décembre).

**MARSEILLE**  
- *Le Corbusier et la Méditerranée* (Centre de la Vieille Charité. Du 27 juin au 27 septembre).  
- *Louis Soutter* (Musée Cantini. Du 11 juillet au 27 septembre).

**NICE**  
- *Giambattista Tiepolo* (Musée Maritime. Du 3 juillet au 30 septembre).  
- *Marc Chagall. Œuvre gravé* (Musée national message biblique Marc Chagall. Du 6 juillet au 5 octobre).

**ANTIBES**  
- *Hartung et les débuts de l'abstraction* (Musée Picasso. Juillet-septembre).

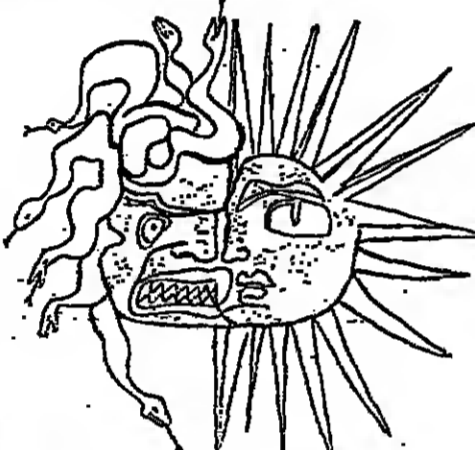
**ARLES**  
- *Jean Le Gac: Un artiste dans son genre* (Eglise Saint-Martin du Méjan. Jusqu'au 31 juillet).

**AVIGNON**  
- *Gilles Aillaud, Edouard Arroyo et le théâtre* (Grande chapelle du palais des Papes. Jusqu'au 30 août).

**CAGNES-SUR-MER**  
- *Festival international de la peinture* (Château-musée. Du 3 juillet au 30 septembre).

**CANNES**  
- *Mario Prassinos. Rétrospective 1950-1970* (La Malmaison. Du 12 juillet au 21 septembre).

**L'ISLE-SUR-LA-SORGUE**  
- *Otto Dix. Rétrospective* (Hôtel Donadé de Campredon. Du 4 juillet au 18 octobre).



Le Corbusier à Marseille.



Bea à Labège.

**MONTAUBAN**  
- *Settle style: douze peintres du nord-ouest des Etats-Unis* (Tour narbonnaise. Du 1er juillet au 31 août).

**CASES-DE-PÈNE**  
- *66-66: Made in France* (Château de Jau. Du 19 juin au 15 septembre).

**CASTRES**  
- *Picasso chez Goya* (Musée Goya. Du 28 juin au 29 août).

**FIGEAC**  
- *En 1990, trente ans de peinture derrière soi: Bioulès, Buraglio, Buren, Kermarrec, Nouyrt, Poi, Rouat, Vallet* (Salle Béline. Du 10 juillet au 20 août).

**LABÈGE-INNOPOLE**  
- *La vérité par Paen* (Centre régional d'art contemporain. Du 4 juillet au 5 septembre).

## Nord-Pas-de-Calais - Picardie

**BEAUVAIS**  
- *Les chasseurs de la Préhistoire en Picardie* (Musée départemental de l'Oise. Du 5 juillet au 27 août).

**CALAIS**  
- *Auguste Rodin: le monument des bourgeois de Calais et ses photographes* (Jusqu'au 15 septembre).  
- *Présence Panouchette: bannière sud, expression d'Afrique* (Du 3 juillet au 15 septembre (Musée des Beaux-arts).

**CHAUVY**  
- *La Louisiane francophone autour d'une famille: les Pecquet du Bellay de Verton* (Musée national de la coopération franco-américaine. Du 21 juin au 28 septembre).

## Ile-de-France

**EVRY**  
- *Pierre Tuel: plis, contre-plis (Jardins du conseil général)* (Jusqu'au 31 août).

**FONTAINEBLEAU**  
- *Ambroise Dubois, à l'occasion d'acquisitions récentes* (Château. Jusqu'au 15 août).

**JOUY-EN-JOSAS**  
- *Homage to Ferrari* (Fondation Cartier. Jusqu'au 26 juillet).

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
- *Autour de Gugging* (musée de l'Aracine, château Guérin. Jusqu'au 13 septembre).

**GURY-EN-VEKIN (Vigny)**  
- *La médecine, de la préhistoire au Moyen Age* (Musée archéologique départemental du Val-d'Oise. Jusqu'au 2 août).

## Normandie - Bretagne

**CAEN**  
- *Symbolique et botanique: le sens caché des tableaux de fleurs au dix-septième siècle* (Musée des beaux-arts. Du 9 juillet au 26 octobre).

**GRANVILLE**  
- *Christian Dior, «L'autre lui-même»* (musée Richard-Anecrion. Jusqu'au 21 septembre).

**LE HAVRE**  
- *Autels et retables (Priures de Graville)* (Jusqu'au 8 septembre).

**LOCMINÉ**  
- *Keith Sonnier* (Centre d'art contemporain, domaine de Kerguenec. Jusqu'au 30 août).

**MORLAIX**  
- *Jean Deyrolle, 1911-1987: Peintures Paul Seruier, 1884-1967: Rétrospective* (musée des Jacobins. Du 3 juillet au 6 octobre).

**PONT-AVEN**  
- *Rétrospective Emile Jourdan* (Musée municipal. Jusqu'au 1er octobre).

**RENNES**  
- *Première idée: œuvres préparatoires/œuvres achevées, de la Renaissance à nos jours* (Musée des beaux-arts. Jusqu'au 14 septembre).

**SAINTE-GAUBURGE-EN-SAINTE-CYR-LA-ROSIÈRE**  
- *La piété populaire dans la Paroisse, de Sainte-Apolline à Saint-Sébastien* (Musée départemental des arts et traditions populaires. Jusqu'au 1er novembre).

**TROUVILLE**  
- *L'art et les biscuits, la publicité de la manufacture LeRivère-Utile de 1880 à 1920* (Musée. ville Montebello. Du 18 juillet au 28 septembre).

**VERNON**  
- *L'oiseau dans les collections du musée* (Musée municipal A.G. Poulain. Du 20 juin au 30 septembre).

## Alsace - Franche-Comté

**COLMAR**  
- *Alberto Magnelli* (Musée d'Unterlinden. Jusqu'au 27 septembre).

**GUEBWILLER**  
- *Hommage à Pierre Levy* (Musée du Florival. A partir du 5 juillet).

**MONTBÉLIARD**  
- *César: les championnes* (Centre d'art contemporain. Jusqu'au 8 novembre).

**MULHOUSE**  
- *Helmut Middendorf: Peintures récentes* (Musée des Beaux-Arts. Jusqu'au 2 août).

**STRASBOURG**  
- *Le Corbusier et l'esprit nouveau* (Ancienne Douane. Du 10 juillet au 13 septembre).

- *Le millénaire de la dynastie capétienne, 987-1987* (Jusqu'au 31 juillet - Feuilles d'été. Nordhouse: rites funéraires de l'âge du bronze et du fer. Jusqu'au 31 décembre (Musée archéologique, palais Rohen).

## Champagne - Ardennes - Lorraine

**CHARLEVILLE-MEZIÈRES**  
- *Patrick Baillet: Peinture, toile sur chaises et support couple* (Musée Rimbaud. Du 3 juillet au 13 septembre).

**ÉPERNAY**  
- *Christian Lepie* (Celliers et caves du champagne de Castellane. Jusqu'au 30 août).

**LUNÉVILLE**  
- *Alfred Renaudin, 1868-1944* (Château. Du 20 juin au 30 septembre).

**NANCY**  
- *L'illustration journal universel: un siècle de vie française* (Musée des Beaux-arts. Jusqu'au 31 août).

**REIMS**  
- *Vis-à-vis: huit artistes, huit écrivains* (Musée Saint-Denis. Jusqu'à fin septembre).

**VAL-DE-VESE**  
- *Gloria Friedmann* (ancienne église de Courmebois. Du 28 juin au 30 septembre).

## Pays de la Loire

**ANGERS**  
- *Gleb: Peintures, tapisseries, pastiches* (Musée Jean Lurçat. Jusqu'au 30 août).

**FONTEVRAULT**  
- *Lili Dujourie et Jean Munoz: sculptures* (Abbaye royale de Fontevraud. Du 28 juin au 30 août).

**LE MANS**  
- *Yvette Cauquil Prince, tapisseries* (Abbaye de l'Epau. Été).

**NANTES**  
- *L'histoire des biscuiteries de Nantes du XIXe siècle à nos jours* (château des ducs de Bretagne. Du 20 juin au 30 août 1988).

- *Des monnaies dans la «Grave»: le trésor de la Goronne* (Musée Dobrée. Jusqu'au 31 octobre).

**LES SABLES-D'OLONNE**  
- *Glen Baxter; Alberto Savinio: Dessins* (Musée de l'abbaye Sainte-Croix. Du 21 juin au 27 septembre).

## Poitou - Charentes - Aquitaine

**MÉDOC: Des châteaux pour l'art contemporain (juin-août)  
- *Lerose Trintaudo: John Armleder; Pireur Lichine; Christos Tzavelos; Lanessan; Jean-Pierre Bertrand; Pichon-Longueville-Baron; Hubert Duprat; Relais de Margaux; Edward Allington; Lascombe; Gilberto Zorio* (à partir du 19 juin); *Loudenne; Jean-Michel Maurice* (à partir du 19 juin); *Siran; Zushi* (à partir du 20 juin); *Giscours; Richard Deacon* (à partir du 20 juin); *Lynch-Bages; Sarkis* (à partir du 21 juin); *Leoville-Barton; Bruno Carbonnet* (à partir du 21 juin); *Chasse-Spleen; Braco Dimitrijevic* (à partir du 22 juin); *Marquis d'Alsme; Bertrand Lavier* (à partir du 24 juin); *Dillon; Eric Dietmen* (à partir du 25 juin); *Liversan; Pierre Mercier* (à partir du 26 juin).**

**POITIERS**  
- *Romaine Brooks* (1874-1970). Musée Sainte-Croix. Jusqu'à fin septembre.

**LA ROCHELLE**  
- *Christian Jaccard: Mille et un objets (1971-1986)*. Maison de la culture. Du 18 juillet au 20 septembre.

- *Yo Marchand: Peintures, estampes*. Salle de l'Oratoire. Du 26 juin au 6 septembre.

**BORDEAUX**  
- *Mario Merz*. Entrepôt Lainé. Jusqu'au 13 septembre.

- *Italie: histoire d'une collection: peintures italiennes XVIIe-XVIIIe siècle au musée des Beaux-Arts*. Galerie des Beaux-Arts. Jusqu'au 1er septembre.

**OLÉRON**  
- *Trésors archéologiques des profondeurs: vingt ans de recherche*. Citadelle du château. Jusqu'au 11 novembre.



Romaine Brooks à Poitiers.

## Rhône-Alpes

**BOURG-EN-BRESSE**  
- *George Noël: New York Paris, 1976-1987*. Musée de Brou. Du 29 juin au 30 août.

**GRENOBLE**  
- *César Domela: 65 ans d'abstraction* - John Armleder: *hommage à Domela*. Musée. Du 20 juin au 7 septembre.

- *Jean-Luc Vilmouth*. Centre national d'art contemporain. Du 11 juillet au 13 septembre.

**LYON**  
- *Afan Cheriton - Rob Scholte*. Musée Saint-Pierre. Du 10 juillet au 7 septembre.

## Bourgogne

**AVALLON**  
- *Bernald de la sculpture: César, les trente dernières années de son œuvre*. Salle Saint-Pierre; collégiale Saint-Lazare. Du 21 juin au 14 septembre.

**BOURBON-LANCY**  
- *Toute la lumière aat loin d'être faite sur chacune des situations éclairées: Christian Boltanski et Michel Verjux*. Musée municipal. Du 4 juillet au 15 septembre.

**DIJON**  
- *L'art du conte dans les majoliques*. Musée des Beaux-Arts. Jusqu'au 17 août.

- *La science au service de l'art*. Musée Magnin. Jusqu'au 15 novembre.

**MAILOT-SENS**  
- *Peintures populaires éthiopiennes*. Le Temps de voir. Du 20 juin au 6 juillet et du 25 juillet au 30 septembre.

**NEVERS**  
- *Quatre siècles de faïences françaises* (Maison de la culture. Jusqu'au 3 août).

**TANLAY**  
- *Victor Brauner: peintures, aquarelles, dessins - Formes rituelles II - Bohn, Courtin, Kalnowski, Morel, Pons. Arts primitifs* (Château. Jusqu'au 27 septembre).

## Languedoc - Roussillon - Midi-Pyrénées

**AGDE**  
- *Collages et reliefs* (Espace Molène. Du 27 juillet au 29 août).

**ALBI**  
- *Rodin: sculptures et aquarelles* (Musée Toulouse-Laurrec. Du 20 juin au 6 septembre).

**BEAULIEU (Ginats)**  
- *Nouvelles tapisseries, broderies, sculptures textiles et tentures de filts*. (Abbaye. Jusqu'au 13 septembre).

**CARCASSONE**  
- *François Brica: séquences-intervallances-reliefs* (Musée des Beaux-Arts. Du 24 juin au 31 août).

- *Chypre, la vie quotidienne sous les rois Lusignan*. (Musée des Beaux-Arts, tour du Trésor. Du 1er juillet au 21 août).

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses. LES JEANNE, Théâtre Grévin (42-46-84-47), 20 et 21 h 45 (17).

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA (42-42-57-50), samedi 19 h 30 et mardi 20 h Jules César. SALLE FAVART (42-96-06-11), relâche jusqu'au 23 juin inclus.

à 18 h 30 : Conférence-musée, avec L. Cowing (en anglais); 21 h, Littérature de RDA - « Erratum féminine »; salle d'actualité, RDC, à 18 h 30 : « Erreur en RDA »; vendredi: Pour Mircea Eliade, à 15 h et 17 h; Audéouville; 19 h: Conférence - « Eliade et la culture profane »; 21 h, table ronde - « Eliade, l'historien et philosophe des religions ».

THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-33), le 22 à 18 h 30: « Evénement pour piano - Vlado Perlemuter (Ravel) »; le 23 à 18 h 30: « Mail (Grisolais, Tatu Benko Knyaz et Ouzou Kouyaté); 23 à 18 h 30: « Guinée (le Bembeya Jazz national et le groupe de Fode Youla dit « Fode Marselle »).

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), « Afrique » à Paris. Festival de musiques, danses, rituels; 17 et 18, à 20 h 30: Gabon (danses de la forêt et de la savane); 19 et 20, à 20 h 30: Zambie (danses des Luvales, des Tongas, des Konde, des Lozi et des Lupala, rituels masqués des Makishi); 21, à 17 h et 22, à 20 h 30: Mali (Grisolais, Tatu Benko Knyaz et Ouzou Kouyaté); 23, à 20 h 30: Guinée (le Bembeya Jazz national et le groupe de Fode Youla dit « Fode Marselle »).

BASTILLE (43-57-42-14) (D.), 19 h 30 : Hamlet on les Adieux au théâtre. BOUFFES - PARISIENS (42-96-60-24) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30; dim. 15 h 30 : le Tournaing (dura, le 19).

ANTONE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARCADE (43-38-19-70) (D., L.), 21 h : En ce palais obscur. ARTISTIC-ATHEVAINES (43-79-06-18) (D. soir, L., Mar., Mer.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h : les Chimistes (dura, le 21).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 22 h 30 : Théâtre interdit. ESSAON (42-78-46-42) (D.), 19 h : le Chemin d'Anna Bergoten (dura, le 21); 18 h 30 : Résonances douces. FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE (43-79-81-96) (D., L., Mar.), 20 h : Macbeth (dura, le 20).

ANTOINETTE (43-26-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : le Lagon; 21 h 30 : Sports et diversissements. LA BRUYERE (48-74-88-21) (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h : M. Jolivet. LUCERNAIRE (45-44-57-34) (L.), 19 h 30 : Baudelaire; 21 h : Moi zéro magnifique; 22 h 30 : La fin et la manière (à partir du 23); 11 et 20 h : Le Petit Prince; 21 h 25 : Archimbaud.

LES autres salles ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARCADE (43-38-19-70) (D., L.), 21 h : En ce palais obscur. ARTISTIC-ATHEVAINES (43-79-06-18) (D. soir, L., Mar., Mer.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h : les Chimistes (dura, le 21).

POINT-VIRGULE (42-78-67-03) (D., L.), 20 h 15 : Fêtes détachées; 21 h 30 : Nos déurs font désordre. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) (D., L.), 20 h 30 : spectacle Feytaud-Musset (dura, le 20).

OPERA (42-42-57-50), samedi 19 h 30 et mardi 20 h Jules César. SALLE FAVART (42-96-06-11), relâche jusqu'au 23 juin inclus. COMEDIE-FRANCAISE, Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), relâche. ODEON-COMEDIE-FRANCAISE (43-25-70-32), (lun., mar.) 20 h 30, dim. à 15 h : la Route. PETIT ODEON (43-25-70-32), (lun.) 18 h 30 : Madame de La Carlière, de Denis Diderot. TEP (42-64-80-80), (dim., lun.) à 20 h 30; (jeu.) à 19 h, Fragment d'une pièce en trois actes.

LES autres salles ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARCADE (43-38-19-70) (D., L.), 21 h : En ce palais obscur. ARTISTIC-ATHEVAINES (43-79-06-18) (D. soir, L., Mar., Mer.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h : les Chimistes (dura, le 21).

LES autres salles ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARCADE (43-38-19-70) (D., L.), 21 h : En ce palais obscur. ARTISTIC-ATHEVAINES (43-79-06-18) (D. soir, L., Mar., Mer.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h : les Chimistes (dura, le 21).

LES autres salles ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARCADE (43-38-19-70) (D., L.), 21 h : En ce palais obscur. ARTISTIC-ATHEVAINES (43-79-06-18) (D. soir, L., Mar., Mer.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h : les Chimistes (dura, le 21).

LES autres salles ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARCADE (43-38-19-70) (D., L.), 21 h : En ce palais obscur. ARTISTIC-ATHEVAINES (43-79-06-18) (D. soir, L., Mar., Mer.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 16 h : les Chimistes (dura, le 21).

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS RIVE DROITE ARMAND 6, rue Beaujolais, 1er (Palais-Royal) F. sam. midi et dim. PHARMACON F. dim., lun. midi 24 h, Grande-Trouanderie, 1er 42-33-06-72

SOUPEURS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT Nouveaux décos - Vue panoramique, terrasse. POISSONS et PLATS TRADITIONNELS. BANS D'HUITRES TOUTE L'ANNEE.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MEME LE JOUR

AU PIED DE COCHON 6, rue Couillière - 42-36-11-75 - LE HAMEUX RESTAURANT DES HALLES - Un monument gastronomique de la vie nocturne parisiennne.

LES CAFES THEATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35) (L.), 20 h 30 : Devos exulte, je l'ai rencontré; dim. lun. 22 h 15 : 22 h 15 : Fox comme Foucade; (D) 22 h 15, lun. 20 h 30 : Le show d'un show bizz au pays de Star Trek; lun. 22 h : Béné d'essai des jeunes.

GRANDE HALLE - LA VILLETTE - 26 ET 27 JUIN - 21 H L'AFRIQUE MUSICQUE Deux nuits de musiques traditionnelles et modernes MALI • GUINEE • ZAIRE Les Glots Mandingue (Mali) - Rodé Youla (Guinée) - Elanga N'kake (Zaire) - Les Pendé (Zaire) - Les Babunda (Zaire) - Le Bembeya Jazz National (Guinée)

LES CAFES THEATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35) (L.), 20 h 30 : Devos exulte, je l'ai rencontré; dim. lun. 22 h 15 : 22 h 15 : Fox comme Foucade; (D) 22 h 15, lun. 20 h 30 : Le show d'un show bizz au pays de Star Trek; lun. 22 h : Béné d'essai des jeunes.

GRANDE HALLE - LA VILLETTE - 26 ET 27 JUIN - 21 H L'AFRIQUE MUSICQUE Deux nuits de musiques traditionnelles et modernes MALI • GUINEE • ZAIRE Les Glots Mandingue (Mali) - Rodé Youla (Guinée) - Elanga N'kake (Zaire) - Les Pendé (Zaire) - Les Babunda (Zaire) - Le Bembeya Jazz National (Guinée)

LES CAFES THEATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35) (L.), 20 h 30 : Devos exulte, je l'ai rencontré; dim. lun. 22 h 15 : 22 h 15 : Fox comme Foucade; (D) 22 h 15, lun. 20 h 30 : Le show d'un show bizz au pays de Star Trek; lun. 22 h : Béné d'essai des jeunes.

GRANDE HALLE - LA VILLETTE - 26 ET 27 JUIN - 21 H L'AFRIQUE MUSICQUE Deux nuits de musiques traditionnelles et modernes MALI • GUINEE • ZAIRE Les Glots Mandingue (Mali) - Rodé Youla (Guinée) - Elanga N'kake (Zaire) - Les Pendé (Zaire) - Les Babunda (Zaire) - Le Bembeya Jazz National (Guinée)





CINEMA

LES FILMS NOUVEAUX

ALADDIN. Film italien de B. Corbucci, v.f., Rev. 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Triomphe, 8 (45-62-45-76); Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Galaxie, 13 (45-60-18-03); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00); Images, 18 (45-22-47-94).

LE MONDE SELON GARP (A. v.a.): Lucerna, 6 (45-44-57-34). MARY POPPINS (A. v.f.): Napoléon, 17 (42-67-43-42).

Les grandes reprises

LES ANGES DU PÉCHÉ (A. v.a.): Luxembourg, 6 (46-33-97-77). ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.a.): Action Ecoule, 5 (43-25-72-07).

Les festivals

W. ALLEN (v.a.), St-Lambert, 15 (45-32-91-68), en alternance: Broadway Danny Rose; Prends l'ascenseur et tire-toi; Tombe les filles et tais-toi.

MUSIQUE

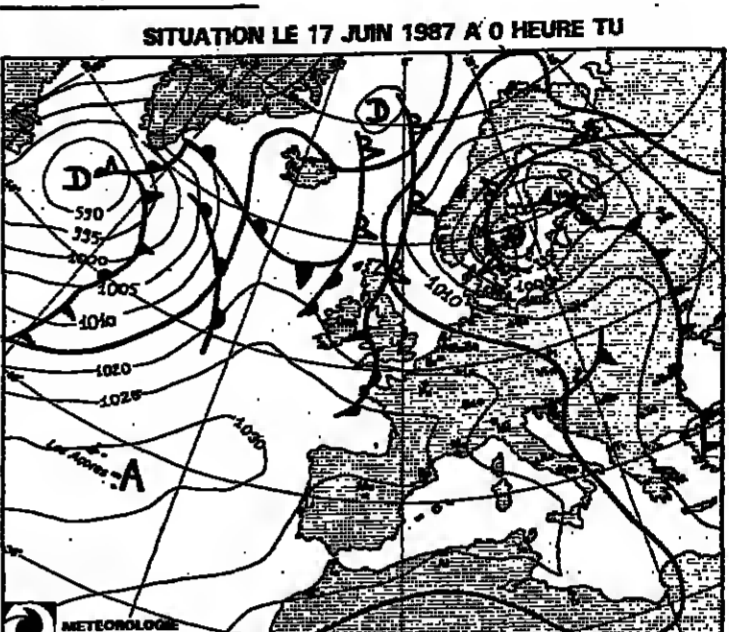
Les concerts

MERCREDI 17 JUIN Pleyel, Orchestre de Paris, Ensemble Intercontemporain, BBC Singers (Berck, Berck).

Les Rouquins, le 23 à 19 h 30: Touching Home. DUNOIS (48-87-89-64), le 18 à 21 h: F. Tournier, le 19: F. Comte...

Informations

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 17 juin à 0 h TU et le jeudi 18 juin à 24 h TU. Les vents de nord-ouest continueront à advecter des masses d'air humide sur le pays.

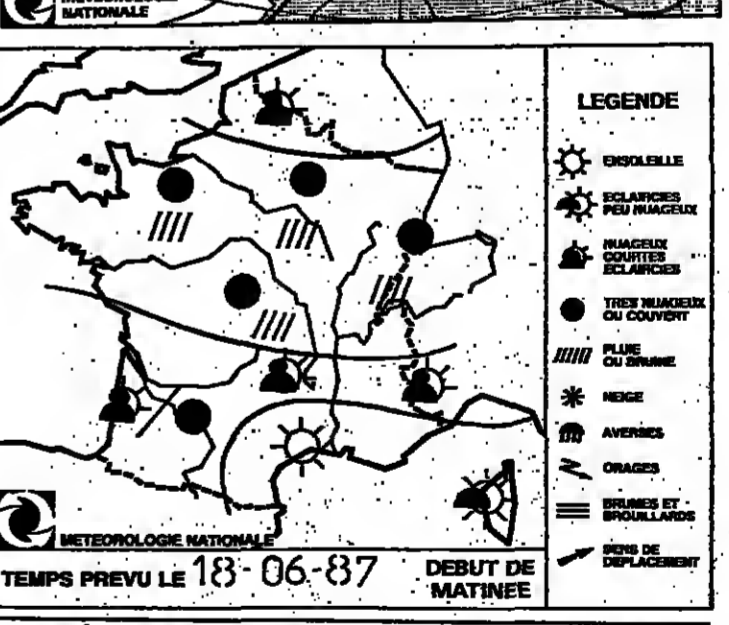
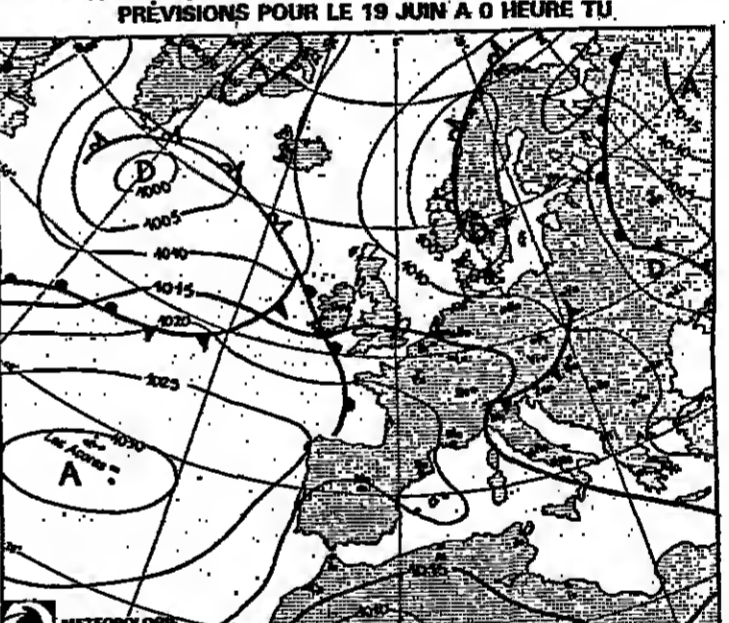


Table with columns for 'TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé' and 'TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 16-6-1987'. Includes data for various cities and regions.

Le Monde sur minitel CINEMA. Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires. 3615 TAPÉZ LEMONDE

« Services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4508
1 2 3 4 5 6 7 8 9
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTELEMENT
I. Façon habituelle de dire tout le bien qu'on pense de soi et tout le mal qu'on pense des autres.

VERTICALEMENT
1. N'a qu'un sein, mais deux mamelles. Produit des colonies.

Solution du problème n° 4507
Horizontalement
I. Raclement. II. Abouliqué.

VIVRE A PARIS

Défilé des drags le dimanche 21 juin
Le défilé des drags (colébes) organisé par la mairie du seizième arrondissement et la Société des sceptre-chases de France aura lieu le dimanche 21 juin.

Le Monde DES LIVRES

AVIS DE CONCOURS

IFAG ECOLE DE GESTION EN 3 ANS DONT 12 MOIS SALARIÉ EN ENTREPRISE
Admission : niveau Bac + 2 (DUT, DEUG, BTS...)
Concours : 30 JUIN 1987
CENTRE D'INFORMATION : IFAG - 37, QUAI DE GRENELLE - 75015 PARIS TEL. 45.78.61.52

Jean Roucas sur Antenne 2

Antenne 2 comble les trous de sa grille et de son organigramme. Après les nominations de M. Sylvie Genevois et de M. Albert Emsalem, deux nouvelles recrues font à leur tour leur entrée dans la chaîne.

ARTL

M. Philippe Labro préche la concertation

A la suite de la motion de défiance émise par les deux directeurs de la rédaction votée par quarante-neuf des quatre-vingt journalistes de RTL (le Monde du 17 juin), M. Philippe Labro, directeur général des programmes, à la sortie d'une réunion du comité d'entreprise, a précisé : « J'ai réitéré ma confiance entière dans la rédaction et ses dirigeants, chiffres des sondages à l'appui. »

« A vocation nationale »

Joli coup ! Chapeau ! Car, pour défendre le principe d'extension de leur réseau, les responsables de la 5 ont aussi joué sur d'autres tableaux.

« News On Sunday » mis en faillite

La direction du journal de gauche britannique, News On Sunday, lancé en avril dernier, a annoncé, mardi 16 juin, la mise en faillite de l'hebdomadaire.

150 000 exemplaires supplémentaires de « Playboy » mis en vente dans les kiosques

Le numéro de juillet de Playboy, mensuel du groupe de presse allemand Bauer, présentant sur huit pages des photos dénudées de l'ex-M. Le Pen en tenue de soirée, accompagnées d'un texte de l'écrivain Roger Peyrefitte, a été vendu, au moins d'une semaine, à 250 000 exemplaires au lieu de 170 000 d'habitude.

La 5, M6 et les télévisions locales

Bataille de fréquences

Un conseil interministériel s'est réuni le lundi 15 juin sur la question de l'extension des réseaux de la 5 et de M6. Un dossier réputé urgent pour les deux chaînes, qui préparent la rentrée de septembre. Un enjeu de poids également pour les artisans des télévisions locales, désormais très inquiètes des visées « expansionnistes » des deux réseaux et mécontentes de passer encore une fois au second plan.

La CNCL doit toutefois publier de façon imminente les règles et obligations incombant aux télévisions locales. Celles-ci se verraient ainsi contraintes de consacrer aux arts et spectacles vivants 10 % de leur programme propre.

Des règles attendues par toutes les télévisions (réseaux et stations locales) qui attendent encore de connaître le calendrier de la CNCL pour les premiers appels d'offres.

Il ne fait pas de doute que les réseaux, et notamment M6 (« rééquilibrage » oblige !), sont « prioritaires ». Voilà bien ce qui inquiète les artisans des télévisions locales.

Prioritaires... Voilà bien ce qui inquiète les artisans des télévisions locales. S'il n'est plus de seuil limitant les réseaux, quelle place restera-t-il à celles qui patientent depuis longtemps en attendant leur heure ?

Plus discrète, M6 bénéficie du débat soulevé par la 5 et revendique une vocation et un traitement identiques. « Nous sommes candidats à toute fréquence susceptible d'être notre réseau », déclare vivement M. Nicolas de Tavernost, directeur général adjoint de M6, pour lequel

seule façon de les faire exister et de rendre viable leur entreprise. Il est temps de combattre le préjugé de la non-rentabilité des télévisions locales.

Après la vente d'une part de son capital aux réseaux câblés

M. Ted Turner risque de perdre le contrôle de son groupe

Rnde année pour M. Ted Turner. En moins de douze mois, l'enfant chéri des médias américains a perdu 25 millions de dollars dans l'organisation des Jeux olympiques américains-soviétiques (Goodwill Games), vu sa maison ravagée par un incendie, divorcé d'avec son épouse et subi une enquête fiscale.

Tout, pourtant, semblait sourire à ce séduisant quinquagénaire, président comme l'un des plus audacieux entrepreneurs des Etats-Unis. N'avait-il pas réussi en vingt ans une ascension fulgurante en transformant un groupe international de communication ?

Une carrière politique ? Son premier échec, Ted Turner le connaît il y a deux ans, lorsqu'il tente une OPA sur la chaîne nationale CBS pour 5,4 milliards de dollars.

Le grand majorité des analystes de Wall Street est persuadée que M. Ted Turner ne va pas tarder à jeter l'éponge. Ses amis suggèrent que sa grande notoriété pourrait servir de tremplin à une nouvelle carrière dans la politique.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le versement de 2,2 millions de francs décidé par M. Chirac

Le sort du « Matin de Paris » se jouera le jeudi 18 juin

Outre son caractère historique, le jeudi 18 juin sera pour le Matin de Paris un jour à marquer d'une pierre blanche ou noire. C'est ce jour-là, en effet, que le tribunal de commerce de Paris décidera de la mise en liquidation du quotidien de gauche, en dépôt de bilan depuis le 6 mai, ou délivrera un satisfecit aux dix salariés qui se font fort de réunir divers industriels et financiers susceptibles d'apporter au Matin les capitaux qui lui font défaut, et de fédérer une société de lecteurs, actionnaires du journal.

Si l'ambiance au Matin n'est pas à l'euphorie, l'anxiété s'est quelque peu réduite. La journée de mardi 16 juin n'y est pas étrangère. Le tribunal de commerce de Paris, ce jour-là, a choisi de reporter au 18 juin son ultime décision.

Le quotidien de gauche n'est pas en effet en accord avec la loi, puisqu'il lui reste à payer environ 3 millions de francs de cotisations sociales. Informé, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a décidé de passer outre. L'un de ses conseillers a avisé le tribunal de commerce du versement dans la matinée.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débloquer 2,2 millions de francs.





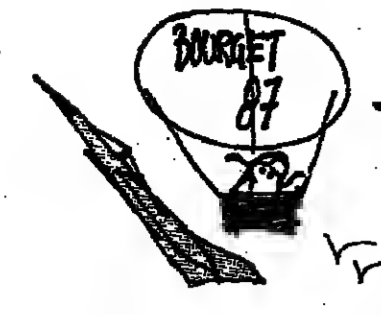




# Aéronautique

## Une Europe en ordre dispersé

### Le casse-tête des hélicoptères



Un véritable parcours du combattant. Avec ses pièges, ses impasses et, pourquoi pas, ses champs de mines au travers desquels il faut avancer avec prudence. Au bout, la réussite, c'est-à-dire la conquête des marchés, ou l'échec, c'est-à-dire la cassure d'une certaine conception de l'Europe. Telle se présente l'aventure des hélicoptères militaires, illustrée, au Salon du Bourget, par les modèles, tous concurrentiels entre eux, que les différents constructeurs européens exposent en vol ou au sol.

industriels de baisser leurs prétentions financières. Sinon, la France et l'Allemagne fédérale vont chacune à faire durer son hélicoptère Gazelle armé de missiles Hot, ou choisir le modèle Panther de l'Aérospatiale, qui est un hélicoptère polyvalent dérivé du Dauphin civil, et la

deux cents avec l'exportation, compte non tenu de la vente de versions civiles (par exemple, pour le pétrole offshore) qui sont à dériver. Et avril dernier, la Grande-Bretagne a annoncé qu'elle se retirait officiellement du projet, laissant ses quatre autres partenaires dans l'obligation de se répartir les tâches

EH-101, en trois versions différentes, pour le transport militaire, pour la chasse, aux sous-marins et pour le travail des « pétroliers ». Beaucoup plus ambitieux, puisqu'il pèse dans les 13 à 14 tonnes, et propulsé par trois turbines, cet hélicoptère anglo-italien sera marginalement concurrent du NH-90, même si, d'autre part, la société Agusta envisage pas d'abandonner sa part dans le projet OTAN.



Il y en a pour tous les goûts. Mais, surtout, il n'y en a aucun sur lequel l'Europe se retrouve unie, face à la compétition américaine. Qu'il s'agisse d'un hélicoptère armé pour la lutte antichars et l'appui aéroporté, ou d'un hélicoptère de transport de troupes et de matériels, ou encore d'un hélicoptère naval, les industriels européens vont par deux, trois ou quatre à la fois, mais jamais ensemble pour la production d'une seule et même « machine » qui satisfait les besoins de leurs armées.

La coopération reste le thème principal des discours politiques. Elle demeure, commercialement et industriellement, un vœu : au rythme où vont les projets et si, d'autre part, rien n'est tenté pour rapprocher les Européens entre eux, il y aura, au début du troisième millénaire, des gammes rivales d'hélicoptères militaires en service opérationnel dans les armées européennes. Dans le meilleur des cas, ces hélicoptères auront tout de même été conçus dans des usines européennes. Dans l'autre cas, ils auront été plus simplement achetés directement aux Etats-Unis.

Deux exemples le démontrent : l'hélicoptère armé, pour lequel Français et Allemands de l'Ouest se retrouvent face aux Britanniques, Néerlandais, Italiens et Espagnols réunis par le même projet, et l'hélicoptère logistique, à défaut de l'appeler autrement, où Français, Italiens, Néerlandais et Allemands de l'Ouest ont toutes les chances de devoir rivaliser avec les Britanniques associés, assez curieusement, avec les Italiens. Dans de telles participations croisées et multiples, on se perd à démêler les fils d'une coopération qui se voudrait cohérente.

Ainsi de l'hélicoptère armé. Depuis dix ans déjà, Français et Allemands de l'Ouest tentent d'harmoniser les besoins de leurs armées de terre. Enjeu : deux cents à deux cent vingt appareils pour chaque camp. L'hélicoptère en question doit être équipé de missiles antichars (les Hot actuels, dans un premier temps, et des missiles AC-30 à plus longue portée, dits de nouvelle génération, ultérieurement) ou de missiles air-air (du modèle Mistral ou Stinger) pour des missions d'appui aérien.

seconde s'approvisionnera auprès des Etats-Unis, qui ont développé un puissant hélicoptère de combat, l'Apache AH-64.

Face à cette aventure européenne à deux, une coalition à quatre. En effet, les Britanniques, les Néerlandais, les Espagnols et les Italiens ont lancé, en octobre dernier, le projet, dit Tonal, d'un hélicoptère armé. Trois cent cinquante « machines », au total, qui seraient dérivées d'un hélicoptère, l'A 129 Mangusta, mis au point, à partir de 1978, par les Italiens pour les seuls besoins de leur armée de terre. Bimoteur lui aussi, avec un équipage en tandem, et capable de tirer des missiles antichars AC-30, le Tonal n'a pas encore son aspect définitif. Mais il se présente comme le rival n° 1 du projet franco-allemand.

Avec l'hélicoptère logistique, pour le transport tactique ou pour des opérations en mer, on retombe dans le même cas de figure. D'un côté, le programme NH-90, que Français, Italiens, Néerlandais et Allemands de l'Ouest essaient de mettre sur pied. De l'autre, le projet EH-101 que les Britanniques et les Italiens voudraient bien voir triompher sur le marché européen.

Westland s'est aussi rapproché de l'industriel italien Agusta pour la conception d'un hélicoptère, baptisé

selon de nouvelles modalités. Ce qui fut fait au début de juin. Mais, dans le même temps, le constructeur britannique Westland a tenté d'accréditer l'idée qu'il pourrait continuer à participer, à titre privé, en dépit du départ du gouvernement conservateur.

Westland s'est aussi rapproché de l'industriel italien Agusta pour la conception d'un hélicoptère, baptisé

Baptisé NH-90 (pour Nato Helicopter des années 90) et capable de se poser sur des frégates, cet hélicoptère bimoteur devrait remplacer, pour la France, la gamme des Puma ou des Super-Puma actuels et, également, prendre à sa charge des opérations navales accomplies aujourd'hui, par les Super-Frelon et les Lynx. La coordination industrielle du projet a été confiée à la société française Aérospatiale. Si les livraisons commencent en 1995, les besoins des armées de l'OTAN sont évalués à plus de sept cents « machines » et à entre mille et mille

## La politique de déréglementation des transports aériens

### Vers une ouverture au public du capital d'Air France

M. Jacques Douffiagues, ministre délégué aux transports, a indiqué le mardi 16 juin au Salon du Bourget qu'il souhaitait voir Air France faire appel à des capitaux privés. « Les compagnies aériennes, et notamment Air France, auront besoin de faire un important effort de financement pour renouveler leur flotte dans les prochaines années. Je souhaiterais que ce soit l'occasion d'une ouverture du capital au public, a-t-il indiqué. L'objectif n'est pas de privatiser Air France, mais de constituer une large association des Français à Air France. » Cette opération pourrait intervenir dans les années 1989-1992. Actuellement, Air France est une compagnie totalement à capitaux publics. Le code de l'aviation civile fait obligation à l'Etat de détenir au moins 70% du capital d'Air France, la participation des collectivités et des établissements publics étant limitée à 15%, tout comme celle des capitaux privés.

### Création de la compagnie charter Air Liberté

Une nouvelle compagnie charter française, commencera à transporter des touristes à partir de 1988, Air Liberté, qui a été créée par cinq partenaires : la Société lyonnaise de banque (21,5%), la banque Rivaud (21,5%), la Société auxiliaire d'entreprise (21,5%), la Société de développement régional du Sud-Est (21,5%) et le voyageur Club Aquarius (15%) se partageant un capital de 13 millions de francs. Les trois biréacteurs MD 83 de 169 places, achetés en leasing, transporteront, en priorité, pendant l'été, les voyageurs à forfait vers les villages-clubs de pourtour méditerranéen et, pendant l'hiver, des skieurs étrangers vers les stations de sports d'hiver des Alpes. M. Lotfi Belbassine, président du Club Aquarius, qui devient responsable d'Air Liberté, espère transporter 225 000 passagers dès la première année de fonctionnement.

M. Noël Forgeard entre chez Metz. — Conseiller technique (chargé des problèmes industriels) au cabinet du premier ministre, M. Noël Forgeard devient directeur des affaires « défense et espace » chez Matra, en remplacement d'Albert Costa-de-Beauregard, décédé au mois dernier à l'âge de quarante-cinq ans. Il aura, à ses côtés, deux directeurs délégués : MM. Pierre Lafoureaud (défense) et Claude Gouny (espace).

[Né le 8 décembre 1946 à La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne), ancien polytechnicien et ingénieur des mines, Noël Forgeard a notamment été conseiller technique au cabinet de Joël Le Theule (ministre des transports, puis ministre de la défense) entre 1978 et 1980. Il a été successivement président de la Compagnie française des aciéries spéciales (1984) et de la société Acso-Métal (1985). En mai 1986, il a été nommé conseiller technique au cabinet de Jacques Chirac.]

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# Donnez du talent à votre argent.

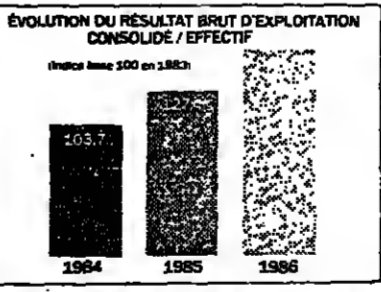
**INVESTISSEZ DANS LA PRODUCTIVITÉ**

► Notre résultat brut d'exploitation consolidé par employé a progressé de 54,6% en 3 ans : il se situe en 1986 à un niveau largement supérieur à la moyenne de la profession bancaire française.

► Nous n'avons jamais cédé dans le passé au leurre de la croissance pour la croissance. Nous savons accorder la priorité à la formation de nos collaborateurs et à l'efficacité de nos équipements télématiques et informatiques.

Renseignez-vous en appelant le (61) 47.30.44.11 ou Minitel : 3514 Générale

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**



**FNAIM**

**21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et en région parisienne (service étendu à l'Yonne et à l'Oise) sur minitel**

**36.15 tapez LE MONDE puis FNAIM**

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.

Agriculture

Pressions américaines, immobilisme allemand, besoins de financement

Le débat sur l'Europe verte touche cette fois à l'essentiel

LUXEMBOURG de notre correspondant

Les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis à Luxembourg...

Tenir. Alors que les ministres de l'Agriculture des Douze ont engagé...

tenus de donner des directives. La réunion, qui s'est alors poursuivie...

C'est vrai ce qui concerne la taxe sur les bulles végétales. Quatre ou cinq pays, selon les jours, y sont opposés...

Nuqueses ouest-allemandes

S'agissant des MCM, M. Ignaz Kieckhefer, le ministre allemand, refuse de bouger. Il écarte l'idée de démanteler les MCM existants...

L'immobilisme allemand représente un danger sérieux pour ceux qui pensent, comme la France et la Commission, que les propositions...

Plier devant les nuqueses de M. Kieckhefer, les MCM, c'est se résigner une fois pour toutes à ce que l'agriculture allemande bénéficie d'un régime plus favorable...

des aides à l'exportation et à des taxes à l'importation tant que les relations de changes ne seront pas dorénavant stabilisées dans la Communauté...

Après le ministre de l'Agriculture, à Matignon, comme à l'Élysée, on est parfaitement conscient que le débat agricole cette année est d'une nature inhabituelle...

Luodi, M. Marc Eyskens, le ministre belge des finances, qui présidait la réunion, a estimé qu'il serait « miraculeux » que le dossier agricole d'aille pas au Conseil européen.

Mais sera-t-il capable de trancher, de fournir des orientations précises aux ministres de l'Agriculture ?

Rien n'est moins sûr. On peut alors penser que certains pays, las d'attendre, suggèrent de décider sur les points où les positions ne sont pas trop éloignées...

L'affrontement qui s'analyse, à un tournant de la réforme de la PAC, comme une explication sur l'essentiel, pourrait être durable.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Etranger

Un geste symbolique de bonne volonté

L'usage privé de l'ECU est autorisé en RFA

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, l'avait laissé pressentir. L'institut d'émission ouest-allemand a finalement levé, le mardi 16 juin, son opposition à l'utilisation privée de l'unité de compte européenne (ECU) en RFA.

Ainsi prend fin une longue hostilité à l'extension de l'utilisation de l'ECU qui avait valu à la RFA une certaine irritation de ses partenaires européens.

titres en ECU. Pourquoi avoir changé d'attitude ? Certains soulignent, non sans regret, que le conseil d'administration de la Bundesbank s'est rallié à l'opinion, favorable à l'ECU privé, de son président...

Les atouts de l'utilisation privée de l'ECU leur semblent aussi minces, et nombreux sont ceux qui, en privé, estiment que l'ECU reste une sorte de « nouvel instrument financier », peu sérieux comparé à de « vraies » devises...

F. C.

Première application des décisions du sommet de Venise

Le Club de Paris rééchelonne sur vingt ans la dette garantie du Mozambique

Une fois c'est pas coutume. Le consensus qui s'était dégagé au sommet des pays industriels à Venise (le Monde du 12 juin) en faveur d'un allongement à vingt ans des délais de remboursement de la dette garantie des pays les plus démunis...

intérimaire du FMI, en avril dernier, par la France et, sous une forme un peu différente par la Grande-Bretagne.

Le choix du Mozambique s'explique pour des raisons politiques autant qu'économiques. Ce pays grand comme la France n'est pas sorti d'un choc économique aggravé par son voisinage avec l'Afrique du Sud...

F. C.

Marchés financiers

PARIS, 17 juin ↓

Lourd

Le temps s'est à nouveau couvert mercredi rue Vivienne. Encore très résistant, le marché s'est par la suite assez brutalement effondré.

A l'ouverture, la baisse dépassait largement 1 % et, si au fil des cotations, les écarts ont tendu un peu à se réduire, le résultat final n'en a pas moins été assez mauvais.

En tout cas, en fin de matinée, et d'assez grosses ventes d'origine britannique ont été enregistrées, disait un professionnel. Nos amis d'outre-Manche ne désertent pas sans raisons.

NEW-YORK, 16 juin ↑

Record battu

Dixième séance de hausse depuis le 1<sup>er</sup> juin mardi à Wall Street. Et cette fois, un nouveau record d'altitude est tombé. Malgré quelques hésitations, l'indice des industriels a culminé un instant à 2.415,36, pour finalement s'inscrire à 2.407,35, avec une nouvelle avance de 15,61 points.

Un professionnel affirmait toutefois que la véritable force du marché provenait des fonds placés par les entreprises à l'approche de la fin du semestre. Dans un passé récent, trop de spéculateurs de sociétés ont sous-estimé la vigueur de Wall Street et méprisé les occasions de bénéfices.

Table with columns: VALEURS, Cours du 15 juin, Cours du 16 juin. Lists various stock indices and prices.

CHANGES

Dollar: 6,1115 F ↑

Après quelques ventes bénéficiaires mardi, assez logiques en lendemain d'une reprise sensible, le dollar s'est montré très ferme mercredi, sur l'annonce d'une reprise de la production industrielle américaine en mai.

Table with columns: COUNTRY, DATE, DOLLAR (DM), TOKYO, MARCHÉ MONÉTAIRE. Lists exchange rates for Frankfurt, Tokyo, and London.

INDICES BOURSISERS

Table with columns: INDEX, DATE, VALUE. Lists various stock indices for Paris, London, and Tokyo.

MATIF

Table with columns: COUNTRY, DATE, MATIF. Lists MATIF exchange rates for Paris and New York.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PEUGEOT : AUGMENTATION DE CAPITAL CLOSE. L'augmentation de capital de Peugeot SA, lancée le 1<sup>er</sup> juin par émission de 1.700 F de 1.691,5 millions d'actions (ABSA), s'est close le 15 juin.

gère interviendra. Paribas détient 99 % du capital. Le groupe a dégagé, pour l'exercice 1986, un bénéfice consolidé (65,2 millions de francs), doublé en un an, pour un chiffre d'affaires accru de 6 % à 2,12 milliards de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COUNTRY, DATE, INTERBANK. Lists interbank exchange rates for various currencies.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: COUNTRY, DATE, TAUX. Lists Euro currency rates for various currencies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financial notices for Univers Actions, Compagnie Industrielle et Financière de Saulnes, Crédit Agricole, and Frankobail.

Large vertical advertisement on the right side of the page, partially obscured and containing various text and graphics.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

17 JUIN Cours relevés à 14 h 55

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Réglement mensuel and Comptant.

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

Table of Comptant (selection) with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Table of Second marché (selection) with columns for Valeurs, Cours, and % change.

SICAV (sélection) 16/6

Table of SICAV (selection) with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Table of Actions with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Droits et bons

Table of Droits et bons with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Cote des changes

Table of Cote des changes with columns for Cours, Cours, and Cours.

Marché libre de l'or

Table of Marché libre de l'or with columns for Cours, Cours, and Cours.

MINTEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel

coupons détachés, offert, droit détaché, prix préférentiel, marché continu.

